

front rouge

ORGANE CENTRAL
du
PARTI
COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

Novembre 1976
N° 10 5 F



SOMMAIRE

- EDITORIAL..... p.3
- Unité : faisons le point..... p.5
- Réunion nationale des cellules d'entreprises..... p.7
- Coordination des luttes..... p.15
- Le PS et le plan Barre..... p.17
- Enquête r'anr les Côtes du Nord..... p.20
- Quotidien du Peuple : premier anniversaire..... p.25
- Entretiens de Bichat 76..... p.29

- NOTES DE LECTURE :
 - «Salaires aux pièces»..... p.32
 - «Démocratie française»..... p.33
- Restructuration de la presse..... p.36
- Europe du Nord : la social-démocratie en déclin..... p.40
- Parti du Travail d'Albanie..... p.43
- Corée du Nord : sur la voie du socialisme..... p.45

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE PCRml

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession.....

Envoyez à FRONT ROUGE
B.P. 68 - 75019 PARIS

ABONNEZ A FRONT ROUGE

POUR LA FRANCE

	PLI NORMAL	PLI FERMÉ
6 mois	30 F	50 F
1 AN	50 F	100 F
LE NUMÉRO	5 F	

Envoyez à FRONT ROUGE
B.P. 68
75019 PARIS
CCP 31 191 14 La Source

COMITE DE REDACTION

Max CLUZOT (directeur politique)
Annie COSSIN (secrétaire de rédaction)
Richard DESGRAVES
Julien ESTEVE
Gabriel FÉRÉOL
Michel FLORAC
Jean-Pierre MORVAN
Guy MORY
Stéphane RAYNAL
Charles VILLARD
Jean-François VITTE

ÉDITORIAL

Parce que le camarade Mao Tsé Toung a joué pendant un demi-siècle un rôle déterminant pour mener la révolution chinoise et le Parti Communiste chinois de victoire en victoire, sa mort a suscité de grands espoirs parmi les forces réactionnaires dans le monde.

Espoirs accrus du fait que plusieurs dirigeants historiques de la Révolution chinoise, le camarade Chou En-lai en premier lieu, étaient déjà disparus.

Leur esprit s'était fait non de la ligne révolutionnaire du président Mao, son abandonnée, et que le Parti Communiste chinois dégénère rapidement en un parti révisionniste.

Elles escomptaient que l'histoire puisse se répéter et que se reproduise en Chine après la mort de Mao Tsé-toung, la tragédie de la restauration du capitalisme qui a suivi en URSS la disparition de Staline.

C'est pourquoi, dès qu'elle put recueillir quelques indices sur l'intensité des luttes menées au sein du Parti Communiste chinois et la destitution de la bande des quatre, la réaction internationale prenant ses desirs pour des réalités, se lança aussitôt dans toutes sortes de supputations : Teng Siao Ping allait revenir au pouvoir, les relations de la Chine avec le social-impérialisme allaient être «normalisées», la technique allait enfin revenir au poste de commande dans le domaine de la production, etc...

Au fond, c'est la même logique réactionnaire que les représentants de la bourgeoisie au sein du Parti, et aux plus hauts niveaux de responsabilité - ont suivie. Le président Mao Tsé-toung disparu, ces individus ont cru que l'occasion était belle, que la ligne prolétarienne se trouvait considérablement affaiblie, dans le Parti, que le moment était venu pour eux de se porter sur le devant de la scène et d'usurper le pouvoir dans le Parti et dans l'Etat.

C'était le même calcul. Mais c'était aussi le même aveuglement.

Mao Tsé-toung a affirmé son rôle de dirigeant, à travers de multiples luttes, en concentrant à la lumière du marxisme-léninisme la pratique révolutionnaire de tout le Parti et des larges masses chinoises, et en étant capable, sur cette base, de définir la ligne juste pour l'avancée de la révolution. Cela signifie, qu'en retour, la ligne révolutionnaire du président Mao, est devenue une arme non seulement pour tout le Parti mais pour les plus larges masses qui se sont mobilisées dans le cours de la Révolution Culturelle et en ont approfondi les acquis.

La mort du président Mao a été ressentie comme une perte immense par le Parti Communiste et le peuple chinois. Mais dans leur deuil profond, ils ont fermement manifesté leur volonté de transformer leur douleur en force, en détermination à poursuivre l'œuvre révolutionnaire du président Mao.

Les quatre avaient beau être parvenus à occuper des postes dirigeants au plus haut niveau dans le Parti, ils avaient eu beau se porter à la tête du Comité Révolutionnaire de Changhaï et «former leur propre système au sein du Parti» :

Dès qu'ils ont cru pouvoir faire aboutir leur complot, ils se sont retrouvés extrêmement isolés au sein du Parti et au sein des masses. Le Comité Central, avec à sa tête le camarade Hua Kouo-feng, armé de la ligne prolétarienne du président Mao, les a démasqués et écrasés. Ils n'ont pas trouvé d'appui dans les masses. Au contraire, éclairées par le Parti, les masses, et d'abord à Changhaï même, puis dans toute la Chine, se sont massivement mobilisées pour faire éclater la haine réactionnaire de cette clique et contre leur complot pour saluer chaleureusement, joyeusement, la victoire remportée par le Comité Central sous la direction du camarade Hua Kouo-feng.

Cette victoire est bien une nouvelle victoire, d'importance historique, de la ligne révolutionnaire du président Mao.

Depuis longtemps, le président Mao s'était aperçu du danger que représentaient les quatre, les avait mis en garde et les avait critiqués sévèrement. Le 3 mai 1975, en réunion du Bureau Politique, il avait déclaré à l'adresse de Wang, Tchang, Kiang et Yao :

«Il faut pratiquer le marxisme-léninisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la division ; prouver de franchise et de droiture, et ne pas tramer intrigues et complots. Ne formez pas une bande à quatre, ne faites plus cela ; mais pourquoi continuez-vous toujours ?»

En avril 1976, il proposait que le camarade Hua Kouo-feng assume les fonctions de premier vice-président du Comité Central et de premier ministre. Et c'est conformément aux dispositions que le président Mao avait prises de son vivant que le Comité Central a nommé le camarade Hua Kouo-feng président du Comité Central et président de la Commission militaire du Comité Central.

Au moment décisif, alors que les quatre étaient en train de mettre à exécution leur complot de restauration réactionnaire, qu'il en allait de l'avenir même du Parti et du socialisme en Chine, le Comité Central, avec à sa tête Hua Kouo-feng, a montré sa clairvoyance, sa cohésion, sa fermeté, sa capacité à développer la ligne prolétarienne du président Mao pour édifier le Parti et renforcer la dictature du prolétariat.

L'unité du Parti Communiste chinois autour de sa ligne et de son Comité Central se trouve ainsi portée à un niveau supérieur.

Ce qui est apparu avec netteté, au moment même où les quatre ont révélé leur nature de classe bourgeoise, leurs positions d'extrême-droite, en tentant de réaliser leur complot, c'est que, depuis longtemps, ils étaient des responsables irréductiblement engagés dans la voie capitaliste, qu'au lieu de tenir compte des critiques et des mises en garde pour se corriger et transformer leur conception du monde, ils avaient au contraire, adopté une attitude duplice : tout en soutenant verbalement la ligne révolutionnaire du président Mao et en se hissant à de hautes responsabilités, ils avaient continué de plus belle à agir de connivence, en se plaçant au-dessus du président Mao et du Comité Central, pour tenter de diviser le Parti, d'y créer par tous les moyens un courant d'opinion contre-révolutionnaire, d'obtenir la destitution des responsables du Parti et recruter ainsi, dans le Parti, les éléments susceptibles de s'associer à leur projet contre-révolutionnaire.

En écrasant la bande des quatre, le Comité Central a extirpé du Parti un foyer extrêmement pernicieux, qui depuis son emp. tendait à ronger l'unité du Parti, à diviser ses cadres. Tout le Parti s'empare aujourd'hui de l'étude des trois principes fondamentaux sur ce qu'ils faut faire et ne pas faire et approfondit ainsi son assimilation du contenu de classe du centralisme démocratique. En saisissant plus profondément que qui travaille à la scission, qui trame complots et intrigues, pratique nécessairement le révisionnisme, tout le Parti se dote d'une arme acérée pour distinguer entre ligne juste et ligne erronée, pour identifier la bourgeoisie au sein du Parti. La pratique du centralisme démocratique dans le Parti, est fondamentalement une question de classe : qui s'y oppose et persiste à l'enfreindre est du même coup engagé sur la voie bourgeoise, révisionniste et représente la bourgeoisie dans le Parti. La ligne pratiquée par les quatre, était bien une ligne révisionniste contre-révolutionnaire, une ligne d'extrême-droite, sous une apparence de «gauche». Bien qu'ils se soient gardés de promouvoir publiquement leurs projets, toute leur pratique, s'abritant derrière la phrase révolutionnaire, visait bien à diviser le Parti, à constituer un réseau de cadres, semblables à eux, imbus de leur propre supériorité, de leurs qualités inaltérables de «purs» révolutionnaires, de leur vocation à diriger en tout les masses, et s'apprêtant, le moment venu, à renverser par tous les moyens, la direction prolétarienne du Parti.

Si leur complot avait pu réussir, c'est une caste poursuivant ses intérêts privés, qui aurait usurpé le pouvoir au sein du Parti et de l'Etat. C'est une minorité bourgeoise qui aurait profondément altéré la nature prolétarienne du Parti, tronqué sa ligne et ouvert la voie à la restauration du capitalisme. Quelle différence entre la ligne révisionniste de Liu Chao-chi prétendant par exemple concentrer le pouvoir dans les usines aux mains d'«experts» bourgeois, et la prétention de la bande des quatre d'imposer aux masses la direction sans appel d'une minorité de «purs» révolutionnaires, formés en caste et se cooptant de fait ?

La victoire remportée par le Parti Communiste Chinois est une nouvelle victoire sur le révisionnisme, révisionnisme d'apparence «gauche».

Dans le cours de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, il était apparu nettement que, à la faveur de la lutte contre le danger principal, le courant révisionniste de droite de Liu-Chao-chi, une «ultra-gauche» pouvait se faire jour : se réclamant bruyamment de la ligne révolutionnaire du président Mao, elle était en fait de même nature, révisionniste, que le courant de droite de Liu Chao-chi. Par ses outrances verbales, sa schématisation du marxisme-léninisme, son sectarisme, elle visait en définitive aux mêmes résultats que le révisionnisme sous sa forme droite : en dénaturant la ligne et les directives du Président Mao, elle divisait le Parti, divisait les masses, et tendait à transformer en contradictions antagonistes les contradictions au sein du peuple. Au lieu de partir du point de vue que plus de 90% des cadres et des camarades du Parti, étaient bons ou relativement bons, et que les camarades qui avaient fait des erreurs pouvaient se corriger, elle partait d'un point de vue totalement opposé, prétendant réserver à une minorité de «révolutionnaires» le monopole de la ligne juste et écarter la majorité des cadres éprouvés. Ce faisant, elle travaillait à la scission et non à l'unité du Parti.

Lin Biao, pratiquant de longue date, une attitude de contre-révolutionnaire à double face, s'était porté sur le devant de la scène, en se présentant, lui aussi, dans le cours de la Révolution Culturelle, comme «le plus proche compagnon d'armes», comme «le plus fidèle disciple» du président Mao.

La bande des quatre est, fondamentalement de même nature. Lin Biao, au moment où il crut avoir réuni des complicités suffisantes au sein du Parti et de l'armée, se lança dans un complot et tenta d'assassiner le président Mao. Les quatre ont cru, qu'avec la disparition de Mao, le moment était venu pour se lancer dans leur complot de restauration contre-révolutionnaire.

Cette nouvelle victoire du Parti Communiste Chinois sur le révisionnisme, a une importance historique. Elle se situe au lendemain de la mort de Mao Tse-toung, à un moment décisif de son histoire. Elle montre avec éclat, que le Parti Communiste Chinois, sous la direction de Mao Tse-toung, a su former des millions et des millions de continuateurs de la cause révolutionnaire.

Elle montre que le Parti Communiste Chinois va de l'avant dans son édification et dans cette lutte plus unie, plus ferme et plus dynamique qu'il jamais.

Elle renforce l'attachement des masses à leur Parti et consolide la dictature du prolétariat.

Elle donne toute sa réalité et toute sa force à la conviction des communistes du monde entier, à la nouvelle de la mort de Mao Tse-toung : Oui, la Chine restera rouge !

FAISONS LE POINT

Il est temps de refaire ici le point sur l'avancée de la politique unitaire du Parti. En effet les échéances de la lutte de classe sont de plus en plus incompatibles avec la relative dispersion qui existe encore aujourd'hui au sein des forces révolutionnaires. Toutefois de nombreux éléments de clarification ont commencé à apparaître. En premier lieu, nous devons bien comprendre que le processus d'unification qu'a engagé notre Parti depuis plus d'un an est un processus complexe absolument pas linéaire, mais dialectique. Dans un tel processus, les avancées sont parfois suivies de reculs temporaires ou d'arrêts. En effet nous ne voulons pas l'unité pour l'unité, nous ne pouvons en aucune manière sacrifier la ligne à une unité qui serait alors factice, nous ne voulons pas renoncer aux acquis du mouvement marxiste-léniniste, ni introduire l'opportunisme, le libéralisme ou le dogmatisme en ne considérant que les avantages précaires d'une unification superficielle, l'accroissement provisoire des moyens militants. C'est pourquoi nous concevons l'unité, dont nous avons le désir, comme une lutte pour l'affirmation d'une juste ligne idéologique et politique, avec la volonté de résoudre les contradictions, mais sans les escamoter. Un premier principe apparaît ainsi : être unitaire, c'est aussi être intransigeant sur l'essentiel. Un simple accord sur les grands traits de la situation politique aujourd'hui, indispensable, ne peut suffire si l'on ne met pas à jour les fondements théoriques et idéologiques de cet accord. De ce point de vue, une claire définition de ce qu'est le marxisme-léninisme, de l'histoire du mouvement ouvrier dont il généralise les leçons est indispensable, ceux qui feraient l'économie d'une lutte implacable sur ce point verraient vite remis en cause les points d'accord conjonctuels qu'ils auraient pu à un moment ou à un autre établir. Cela dit, la sanction d'une unité apparente sur les fondements théoriques et idéologiques est indissociable de la pratique concrète et de l'analyse concrète, qui se pose en termes politiques.

C'est en suivant cette orientation dans le processus d'unification, que notre Parti rencontre aujourd'hui et une avancée réelle et une certaine stagnation dans la réalisation de ses objectifs unitaires.

a) Une avancée réelle :

C'est avec l'Humanité Rouge qu'elle s'est produite. Chacun de nos camarades, chaque lecteur de notre presse sait - nous nous en sommes toujours tenus à cette position - que l'obstacle principal à une avancée dans le processus unitaire avec l'Humanité Rouge était le fait qu'elle n'avait encore pas formulé d'autocritique officielle, donc l'engageant complètement, et claire, sur la ligne de collaboration avec la bourgeoisie qui était issue de son 2^e congrès. Tant que cette autocritique n'était pas faite, rien ne pouvait vraiment avancer. Or, dans un document paru dans le courant de l'été, figure explicitement la caractérisation de la ligne issue du 2^e congrès comme «bourgeoise» et impute à son organisme dirigeant la claire responsabilité de cette ligne. Le caractère de la contradiction principale de notre société, bourgeoisie-prolétariat, y est nettement affirmé et l'analyse du parti révisionniste n'y est plus faite en

termes de cinquième colonne du social impérialisme soviétique, en simple agent de la superpuissance soviétique. Par ailleurs, diverses appréciations, encore insuffisamment structurées, sur la réalité de la crise de l'impérialisme français marquent les premiers jalons d'une analyse de la situation concrète de notre pays.

De la sorte, la condition que nous avons posée à un progrès décisif dans l'unité avec l'Humanité Rouge se trouve remplie, et il n'y a pas de raison, pour que nous différions une confrontation systématique et nécessaire avec cette organisation. Aussi avons nous entrepris à tous les niveaux (national, régional, local) des démarches pour que l'ensemble de nos organisations (cellule, section, fédération, comité central) engage les discussions avec les niveaux correspondants de l'Humanité Rouge, et sur la base de la progression de ces discussions, élargissent l'unité d'action entre militants de nos deux organisations. Ce faisant, nous nous en tenons strictement à la position que nous avons décrite il y a plus d'un an et que nous avons constamment rappelée. Certes la publication de cette autocritique ne résoud pas d'un coup toutes les divergences que nous entretenons avec cette organisation et il serait illusoire de croire à une avancée spectaculaire de l'unification avec HR, mais elle crée les conditions pour solutionner une à une les contradictions qui demeurent. Dans notre recherche patiente de l'unité, nous veillerons à éclairer l'origine des erreurs de ligne très graves qui ont été commises afin d'en éviter le retour et nous serons particulièrement attentifs à la démarche qui s'engage dans ce sens au sein de l'Humanité Rouge, afin que soit produite une autocritique complète expliquant le pourquoi de ces erreurs. On ne saurait toutefois sous-estimer les premiers pas significatifs accomplis dans cette démarche par la publication dans Cahier Rouge du rapport de la Conférence ouvrière. Voilà pour l'avancée.

b) Pour ce qui concerne la stagnation, voire le recul, c'est dans nos relations avec l'OC GOP et Révolution qu'il faut l'envisager. Il y a à cela deux raisons essentielles que nous indiquons dans la lettre adressée à l'OC GOP.

- 1) l'attitude idéologique et politique adoptée lors de la mort de Mao Tsé Toung
- 2) le flou qu'entraîne, dans la définition des relations unitaires entre nos organisations, le processus de fusion en cours entre GOP et Révolution

1) Lors de la mort de Mao Tsé Toung, il nous a semblé nécessaire de rassembler toutes les forces, tous les militants se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée mao tsé-toung pour non seulement rendre hommage au grand dirigeant du prolétariat, mais propager largement à des couches nouvelles de travailleurs les enseignements les plus significatifs que le Parti Communiste Chinois sous la direction de Mao avait su tirer de son combat révolutionnaire incessant, tant en Chine même que dans sa participation à la lutte du prolétariat international. L'énorme propagande malveillante de la bourgeoisie, malgré parfois un hypocrite hommage, impliquait une telle tâche, en même temps

que d'une certaine manière, elle la favorisait. Rassembler tous ceux qui pouvaient répondre alors présent était un devoir politique, non seulement pour affirmer que le marxisme-léninisme n'était pas quelque chose d'étranger, mais d'indispensable et déjà présent dans notre révolution. C'est le sens à la fois de la campagne de presse que nous avons développée et des initiatives de manifestations particulièrement celle du samedi où étaient célébrés en Chine les obsèques. Nous avions proposé que les banderoles de cette manifestation, portant des citations de Mao et que soient diffusés tout le long du cortège les textes de Mao. Nous ne tenions pas à ce qu'apparaissent nécessairement les organisations. Cette initiative, nous avons dû l'entreprendre seuls. La GOP et Révolution prévenus à temps (la GOP par l'intermédiaire de Révolution) dès le mardi 14 septembre décidaient à la même heure un rassemblement de leurs militants devant l'ambassade de Chine, alors même qu'il était possible de tenir ce rassemblement à une autre heure. Il y avait là de propos délibéré, pour Révolution en tout cas, la volonté de ne pas se mêler aux marxistes-léninistes en une circonstance aussi capitale que celle-là. Par ailleurs, Révolution et la GOP appelaient à un meeting la semaine suivante dont le contenu lui-même était, dans des passages importants, significatif, puisqu'il commençait par une attaque en règle contre Staline et incluait une intervention de Révolution Afrique attaquant systématiquement la politique extérieure de la Chine. Seule la GOP avait signé une banderole : Vive la pensée de Mao.

Ces événements lamentables nous ont permis de tirer quelques conclusions :

Même lorsqu'ils se trouvent dans une circonstance où ils imposent, Révolution, entraînant la GOP avec elle, refuse de s'unir aux marxistes-léninistes, sur des objectifs qui a priori ne mettent nullement en cause la diversité des positions politiques en France même. Révolution récuse une référence idéologique commune au marxisme-léninisme et à la pensée Mao Tsé-toung, limite et dénature les apports de la pensée Mao Tse-toung, refuse de se démarquer idéologiquement du camp trotskyste et révisionniste. Comment dans ces conditions poursuivre le débat centralement avec elle, et en quoi la GOP se montre-t-elle sensible à cette contradiction, se démarque-t-elle sur ce point de Révolution, autrement que de manière velléitaire. Dans les faits elle ne s'en distingue pas.

Ceci amène notre dernier point.

2) Depuis six mois, la définition des relations entre notre Parti et l'OC GOP - Révolution n'a cessé d'évoluer. Ainsi, lors du rassemblement communiste que nous avons effectué le 21 mars à la Mutualité, le représentant de la GOP indiquait que la fusion GOP-Révolution amorcerait une seconde étape : la perspective de l'unification entre l'organisation fusionnée et le PCR était tracée, à plusieurs reprises cette position était développée. Elle ne correspondait pas exactement à notre point de vue, mais c'était la position de la GOP; ensuite, au moment de son congrès, la GOP n'affirmait plus «l'unité d'action prioritaire» avec le PCR, en juillet, dans le numéro commun «Outil-Révolution» on descendait encore d'un cran. Dans le même temps, Révolution expliquait que si le PCR pouvait être un interlocuteur privilégié, c'était, soi-disant, parce qu'il était «vulnérable», «prêt à éclater», les relations avec le PCR ayant pour but de le faire éclater. Voilà la perspective unitaire de Révolution, voilà le statut défini aux relations avec lui. Ce n'est pas tout à fait le langage tenu il y a six mois par la GOP, mais celui

de la politique groupusculaire, du petit calcul politicien, de la démarche trotskyste fondée sur une attitude à double face. Inutile de dire de plus en quoi ces calculs sont sans fondement, ce n'est sans doute pas dans notre Parti que l'unité est la plus faible, d'après tout ce que nous pouvons observer. Ce qui est dommage, c'est le fait que la direction de la GOP semble prendre le pli. Ainsi dans le dernier numéro de leur journal commun, elle produit un texte qui, idéologiquement marque une nette régression par rapport à ce que nous pouvions connaître auparavant de cette organisation : on y lit en filigrane toutes les leçons politiciennes que la GOP doit ingurgiter avant sa fusion avec Révolution ; la mauvaise foi est évidente. Ainsi, peut-on y lire que dans notre numéro de juillet de Front Rouge, nous aurions opté pour l'unité avec la GOP et non avec HR (il suffit de se rapporter au texte), que nous aurions changé totalement d'attitude vis à vis d'HR, dans le but de recoller ses militants, alors que notre position n'a pas varié d'un pouce vis vis de cette organisation et que nous avons constamment maintenu les mêmes exigences d'autocritique vis à vis d'elle. Seulement aujourd'hui, cette condition se trouve remplie (cf plus haut). On y lit encore que la ligne issue de notre 2^e congrès serait empruntée en sous-main à la GOP et que nos tentatives unitaires au moment de la mort de Mao s'apparenteraient à une «sordide course de vitesse». Que la GOP est tombée bas, ou alors nous nous étions totalement mépris sur son compte.

C'est bien évident que nous ne pouvons maintenir les relations au plan central avec ces organisations sur de telles bases. A la lumière de leur congrès de fusion, nous verrons bien s'il est possible de les reprendre, car deux voies s'ouvrent désormais :

- ou bien la ligne marxiste-léniniste l'emporte dans ces organisations, c'est dans ce sens que vont, nous le savons, de nombreux militants, à tous les niveaux, de la GOP et des militants de Révolution. Alors les choses deviendront claires, et le processus d'unification entre marxistes-léninistes se poursuivra et progressera.

- ou bien la ligne trotskyste, confusionniste l'emportera et alors, il sera trop tard pour réagir, sinon pour faire le bilan des abandons, des compromis de principe qui auront nécessairement leur sanction dans la vie. Le congrès de fusion scellera le destin de la future organisation réunie. Rien n'est encore tranché, mais, c'est dans la définition de ses contours, idéologiques, politiques et organisationnels, lors de son congrès que cette organisation se rangera dans un camp ou dans un autre, dans celui du marxisme-léninisme, ou dans celui du trotskysme. Nous ne pouvons être, dans les conséquences qu'un tel choix aura sur le processus d'unification, plus clairs.

Aussi veillerons-nous à ce que ce choix soit le plus net possible et mettons-nous en garde les marxistes-léninistes présents dans ces organisations contre le danger des compromis. Sur le fond, nous leur disons qu'il n'y a pas de compromis idéologique qui n'ait sa sanction dans l'orientation politique elle-même. Si la ligne trotskyste et confusionniste l'emportait, la fusion ne signifierait qu'une simple absorption provisoire des éléments marxistes-léninistes dans une organisation qui ne le serait pas.

Par ailleurs, il est bien évident que la suspension, au plan central, des relations de notre Parti avec GOP - Révolution n'a nullement pour conséquence la rupture de l'unité d'action à la base partout où elle est possible, ni des discussions entre militants. La mise en œuvre de notre politique de front en dépend partiellement.

APRES LE 7, PRECISER LA TACTIQUE DU PARTI CONTRE LE PLAN BARRE

Dès avant le 7, le Bureau Politique avait mis en place un système de rapports étroits et rapides entre les cellules d'entreprises et le secrétariat politique, afin de suivre l'évolution de la préparation du 7 dans les masses et déterminer les initiatives en conséquence.

Ce renforcement du fonctionnement centraliste démocratique avait permis au parti de prévoir l'ampleur de cette première riposte au plan Barre.

Le 7 passé, si un certain nombre d'usines étaient parties en lutte, la riposte de la classe ouvrière ne se manifestait pas immédiatement par une riposte d'ampleur.

- Saisir où en était la conscience des travailleurs sur l'aggravation de la crise politique après le 7, mesurer l'impact des échéances électorales.

- Préciser la tactique dans les syndicats au moment où la gauche syndicale est en pleine restructuration.

- Définir les premières initiatives à prendre pour la construction du front de lutte. Tels étaient les buts fixés par cette réunion.

Quels objectifs leur fixer ?

Commission propagande

Le plan Barre visait deux objectifs :

- Procéder à un assainissement des structures industrielles.

- Recoller les morceaux dans le camp de la droite divisée notamment depuis le départ de Chirac.

Ce plan s'est heurté dès sa publication à une ferme résistance de la part des travailleurs. Le 7 octobre, c'est par millions qu'ils ont fait grève et manifesté. Ceux qui ont ouvert leurs yeux ont remarqué la grande combativité le caractère offensif de ces imposantes manifestations populaires à travers tout le pays. Depuis la bourgeoisie est inquiète et divisée. Dans les jours qui ont suivi le 7 octobre, plusieurs signes ont montré de façon nette la méfiance des capitalistes vis-à-vis du gouvernement : c'est une certaine panique à la bourse entraînant la baisse du franc, c'est un début de « fuite des capitaux » vers l'étranger, c'est la bataille de chiens à propos de « l'impôt sur le capital ». Un sondage réalisé en marge du « colloque de l'Expansion » entre Mitterrand et de hauts patrons, indiquait que 3 patrons sur 4 estimaient que la gauche passerait en 78.

Ce n'est pas sur le contenu du plan Barre que les divisions apparaissent. Tout le monde s'accorde sur la nécessité et l'efficacité de ce plan. Là où les doutes se font jour c'est sur la capacité du gouvernement à faire passer ce plan dans les faits, à faire accepter aux travailleurs cette attaque de grande envergure contre

leurs conditions de vie et de travail. La journée du 7 a été de ce point de vue un test irrefutable.

Dans ces conditions, la gauche semble avoir « le vent électoral en poupe ». Mais les positions des deux principaux partis du programme commun, ne sont pas si solides qu'il apparaît à première vue. La convergence des mesures contenues dans ce plan Barre de celles préconisées par la gauche devient un peu trop évidente. Les déclarations complaisantes de Mitterrand et Rocard à l'adresse de Barre montrent la possibilité que se réserve le PS de gouverner avec Giscard après 78. De ce fait, le discrédit de la social-démocratie s'accroît dans les masses.

Le PCF est coincé. Prisonnier de sa politique, il ne peut plus se permettre à cinq mois des municipales et seize des législatives, de polémiquer avec le PS. Rien n'est dit dans « L'Humanité » du « glissement à droite » du PS. Pourtant les motifs sont autrement plus sérieux qu'en 74, lors de la grande polémique. Les révisionnistes sont obligés, pour ne pas compromettre la seule perspective qu'ils offrent à la classe ouvrière, d'en passer par toutes les concessions imposées par le PS. Leur volonté de faire du 7 octobre une journée de soutien au PCF garant de l'« union de la Gauche » a été largement battue en brèche : y compris dans les cortèges qui scandaient « Union, action, programme commun », les mots d'ordre de lutte affirmaient clairement la volonté de ne pas attendre 78.

Ainsi, le 7 octobre aura été un accélérateur de la crise politique tant pour les forces actuellement au pouvoir que pour celles qui se préparent à les y remplacer.

Dans le camp du peuple, les choses ont changé également. D'abord, l'ampleur de la participation à la journée du 7, plus forte qu'en 68 dans la majorité des cas. Dans ces rassemblements, c'est la volonté politique de faire couler le plan Barre qui dominait. Immédiatement après le 7, des luttes se sont engagées un peu partout en France, concrétisant ainsi la volonté de ne pas attendre 78 apparue dans les rassemblements du 7. Mais ce n'est pas le plus important. Dès avant le 7, on pouvait affirmer que les directions confédérales prendraient toutes les mesures pour empêcher que ne se développe un large mouvement gréviste. La campagne électorale est d'ores et déjà engagée, il s'agit pour Séguy comme pour Maire de «ne pas en troubler la sérénité».

Ce qui a changé chez les travailleurs, c'est leur état d'esprit. La possibilité de la lutte est devenue réalité concrète. Le projet de coordination au plan local qui était dans les têtes s'est concrétisé, comme à Clermont-Ferrand où plusieurs boîtes en lutte se retrouvaient sous une banderole affirmant la nécessité d'unir les luttes. Certes, ces initiatives sont encore limitées, mais elles ont permis par exemple à Clermont, que dès les premiers jours après le 7, de nombreux travailleurs en lutte ou d'autres qui n'y sont pas encore, mais se posent la question d'y entrer, se retrouvent à la SCPC. Il est certain d'autre part que le fait de rassembler 30 000 personnes à Malmerspach (petite bourgade de 500 habitants) autour des travailleurs de Schlumpf dans leur usine occupée est un succès directement conséquent du 7 octobre.

Un énorme potentiel de révolte contre le plan Barre, une importante combativité chez les travailleurs et un développement des luttes limité, telle est la situation contradictoire au lendemain du 7 octobre. Bien évidemment, les obstacles qui se dressent pour empêcher le développement des luttes sont en rapport avec les échéances électorales : que sera l'après 78 pour les travailleurs ? Qu'en attendent-ils ? Une amélioration de leurs conditions de vie et de travail ? Des moyens supplémentaires pour poursuivre la lutte ? Que faut-il faire en attendant 78 ? Autour de quels thèmes, les communistes doivent-ils articuler la propagande aujourd'hui ? C'est sur ces questions que travaillait la 1^{re} commission.

Un premier recensement faisait apparaître plusieurs série de questions ; les illusions que les travailleurs peuvent conserver sur 78 présent, mais il semble que les choses se posent différemment selon que l'on examine les positions de ces couches de syndicalistes qui aujourd'hui sont confrontés aux problèmes de la lutte ou celles de la masse des travailleurs. Que sera l'après 78 pour les travailleurs ? On avait déjà remarqué le peu d'enthousiasme qui avait dominé dans les usines au moment des élections présidentielles. C'est plutôt contre la droite que pour la gauche que s'étaient portées les voix sur Mitterrand. Malgré tout, les camarades rapportaient que si les travailleurs ne se font guère d'illusions sur un changement profond de leur situation dans le cas d'une victoire de la gauche, il n'en reste pas moins que la possibilité de voir satisfaire une partie des revendications (même secondaires) demeurent présente. Cela ne signifie pas forcément une adhésion au programme commun, ni même que les travailleurs accordent une confiance accrue à la gauche. Au contraire. Mitterrand par exemple apparaît de plus en plus clairement comme le politicien bourgeois qu'il est.

Une autre illusion existe qui est de nature à jouer le rôle de frein au développement des luttes : «Avec la gauche au pouvoir, la lutte ne sera pas terminée mais nous aurons plus de moyen pour vaincre, nous aurons le

gouvernement avec nous». Ainsi ces travailleurs d'une boîte de Nice aujourd'hui contraints d'engager la lutte contre la fermeture qui disaient : «si la gauche avait le pouvoir, elle nous appuierait contre les patrons.»

A Besançon, les conditions étaient réunies pour mettre en place une coordination régionale. Dans les initiatives prises par les grévistes des garages pour unir leurs forces, celles des travailleurs de Sopréba pour rassembler les ouvriers des chantiers, les 300 travailleurs manifestant devant le tribunal pour soutenir ceux de la CTB traînés en justice par la municipalité «socialiste», toutes ces actions, tous ces contacts, concrétisaient l'aspiration à unir les luttes, portaient en elles les germes d'une coordination locale large. De plus, de nombreux syndicalistes dans les usines non en grève se préparaient comme ceux de la Rhodia ou de Kelton, ils étaient prêts à s'engager pour peu qu'une dynamique offensive rassemblant largement tous les mouvements sur la ville leur soit offerte. Cette coordination ne s'est pas mise en place, et à l'évidence, c'est bien le poids des illusions sur 78, présentes chez de nombreux militants du PSU qui dirigent la CFDT localement, qui l'ont empêché. Pourtant, la réunion de «la coordination de Besançon» les 10 et 11 septembre avait clairement (et à juste titre) mis l'accent sur la nécessité de développer les coordinations locales et régionales.

Les directions confédérales ont clairement défini leurs positions sur l'après-78. Ce sera la négociation, «l'attitude responsable». Séguy publiquement et Maire dans un rapport interne, déclarent se préparer à «s'opposer à tout débordement démagogique et irresponsable». Or de nombreux syndicalistes qui aujourd'hui se posent la question d'entrer en lutte sont indécis, et misent sur la possibilité d'imposer aux directions syndicales et aux partis de gauche qui les contrôlent, de donner plus de moyens pour la lutte après 78. Dans cette période, ou les dirigeants confédéraux, et tout particulièrement Maire, se livrent (de concert avec Beullac) à la chasse aux militants actifs, ceux qui déclenchent et dirigent les grèves, tout ceux qui ont un rôle actif dans les luttes, il est apparu nécessaire aux camarades de développer un intense travail de propagande pour expliquer ce que sera l'après-78 du point de vue des possibilités de lutte. De plus, ces illusions paralysant la volonté de lutte des travailleurs, laisseront les mains libres à la bourgeoisie pour faire passer le plan Barre et c'est avec des capacités et des moyens de lutte réduits que la classe ouvrière risque de se retrouver une fois la gauche au pouvoir.

Pour la masse des travailleurs, ceux-là même qui par millions criaient leur refus du plan Barre le 7 octobre, il semble que c'est de façon indirecte que les illusions de 78 jouent le rôle de frein au développement des luttes. C'est plutôt sur les perspectives concrètes de lutte, immédiatement crédibles, susceptibles de mobiliser largement et pour remporter des victoires, qu'il serait nécessaire de faire porter l'effort. L'idée d'unir les luttes pour frapper ensemble a fait son chemin. Mais, la méfiance vis-à-vis des propositions confédérales, les échecs ou demi-victoires dans des luttes précédentes rendent les travailleurs exigeants. Il faut empêcher le plan Barre de passer mais il s'agit d'engager la bataille avec le maximum de chances de la gagner.

Dans ces conditions, il est nécessaire pour les communistes, en même temps qu'ils développent une large campagne de propagande sur ce qui attend les travailleurs après 78 et d'ici 78, de poser les premiers jalons organiques du front de lutte contre la crise.

Il est également nécessaire de poursuivre et d'approfondir l'enquête politique sur les obstacles au développement des luttes, de bien prendre la mesure des

illusions sur 78, de sorte que la propagande n'en reste pas au niveau des généralités.

La commission avait à traiter des thèmes de propagande qu'il est nécessaire de mettre en avant dans la période. Plusieurs idées étaient lancées mais ce qui revenait le plus souvent était bien évidemment la question de l'après-78 avec la gauche au pouvoir. A ce sujet, un camarade mineur de Montceau-les-mines soulignait l'importance de propager l'idée du socialisme que nous voulons construire en opposition avec les projets de société que nous offrent les différents partis de gauche.

Une fois défini le thème, il fallait en creuser les principaux aspects, les articuler aux préoccupations des masses. C'est sur deux volets de la politique de «la gauche au pouvoir» que la commission choisissait de travailler :

- le gouvernement de gauche et la satisfaction des revendications des travailleurs.
- les libertés sous un gouvernement de gauche.

Quelle que soit la formule de gouvernement qui sera choisie en cas de victoire électorale de la gauche il apparaît d'ores et déjà que la gauche (même si elle le veut) sera dans l'impossibilité de satisfaire les revendications des travailleurs et ceci pour deux raisons.

- La situation économique en très mauvais état
- La fuite inéluctable de capitaux qu'entraînerait l'arrivée au pouvoir de la gauche ; conservant les mêmes structures économiques, il sera rigoureusement impossible à la gauche d'empêcher que les capitalistes mettent leurs capitaux en sûreté pour « cas où le gouvernement ne parviendrait pas à contenir le mouvement des masses.

La situation ne peut en rien être comparée au Front Populaire, au moment où il était possible de compenser les quelques concessions faites à la classe ouvrière par le surprofit réalisé dans l'empire colonial. Ce qui se posera avec un gouvernement de gauche, c'est la lutte pour arracher les revendications ; mais avec quels moyens, quelles libertés ?

Deux volets peuvent être considérés sur la question des libertés :

- les menaces de répression directe sur la classe ouvrière par la gauche au pouvoir.
- quelles seront les possibilités pour les travailleurs de participer à la gestion de leur entreprise.

Il était souligné, par les camarades, à propos du premier point que là où ils ont fait l'expérience concrète de la répression -notamment du PCF- dans les luttes ou dans des comités d'entreprise, municipalités... les travailleurs ne se font guère d'illusions sur «l'extension des libertés» promise dans le programme commun. Un camarade de Reims rapportait la colère des ouvriers en lutte qui, séquestrant leur patron, virent arriver les flics accompagnés des permanents révisionnistes pour les évacuer.

Sur la possibilité de participer à la gestion de leurs entreprises, il semble que là non plus les travailleurs ne nourrissent guère d'illusions. L'idée qui domine, ce serait plutôt : «De toutes façons, gauche ou droite, la gestion, la technique seront toujours les affaires des spécialistes. Nous on aura pas le droit d'y regarder».

En résumé, le travail de la commission a permis d'avancer sur un certain nombre de points. Sur d'autres questions, les pistes ont été tracées pour approfondir la réflexion. Le large travail de propagande doit nécessairement s'accompagner d'une enquête approfondie sur tous ces points afin d'élever le contenu de la

propagande, de la faire coller aux questions telles qu'elles se posent chez les travailleurs.

Sur le travail syndical

La commission qui aborda les problèmes posés aujourd'hui pour l'intervention communiste dans le syndicat et l'opposition syndicale révolutionnaire eut de nombreux participants de branches diverses (métallurgie, surt-out, et chimie, mais aussi PTT, SNCF, sécurité sociale, santé, bâtiment et fonction publique), tous syndiqués (2/3 à la CFDT, 1/3 à la CGT) dont plus de la moitié ayant des responsabilités notables dans les structures syndicales.

DANS LA CFDT, DE NOUVEAUX COURANTS SE RECOMPOSENT

Le premier rapport proposa de refuser de s'en tenir aux délimitations souvent superficielles issues du 37^e congrès d'Annecy et notamment à refuser les clivages artificiels «majorité confédérale»/«gauche syndicale» ! En effet, c'est sur une analyse politique, sur une position de classe, que doivent se fonder, s'expliciter les démarcations dans la confédération et non sur des alliances de type parlementaire, ponctuelles. Le CERES (courant néo-révissionniste agissant dans le PS aimait un regroupement hétéroclite sur une «contribution» au 37^e congrès*) a beaucoup pratiqué ces jeux à Annecy et longtemps brouillé les cartes... Le rapport de Maire au bureau national de juin 76, pourtant encore sous le coup des affrontements qui se sont déroulés au congrès a remis les choses au point à ce sujet et montré où était l'opposition réelle : le danger principal pour toutes les chapeaux social-démocrates, dans la CFDT, c'est le «gauchisme et le basisme». Il a établi (et la pratique des camarades l'a amplement vérifié) qu'il y a plus que des nuances qui séparent les PTT de la construction ou Hacuitex et banques de Rhône Alpes, et que «certains contributionnaires, comme les PTT, affichent des positions bien plus proches de la majorité que de celles de leur co-signataires, comme Hacuitex».

LA MAJORITE REFORMISTE ET SES FACETTES :

Rapidement fut évoqué ce qui reste de l'héritage CFTC dans la CFDT : limité en forces et en influence, ce courant -partie prenante de la majorité de Maire- pèse encore quelque peu chez les employés (à la sécurité sociale, dans le Nord, par exemple en Haute Normandie, en Alsace surtout). Anti-communistes, partisans des réformes et du «réalisme» à tout prix, éternels candidats à tout poste gestionnaire, ces éléments peuvent ponctuellement s'opposer à la social-démocratie dans le syndicat (même s'ils votent PS parfois et plus seulement centre démocrate !) pour défendre le «pluralisme» et «l'indépendance syndicale».

L'essentiel demeure deux forces social-démocrates (le groupe de Maire proche du PS et le CERES) et leur charnière (la fédération générale de la métallurgie qui se réclame du PS, de Maire et de l'autogestion mais agit concrètement dans un sens dangereusement voisin des néo-révissionnistes du CERES).

*NDLR : «Contribution» élaborée en commun par la région Rhône Alpes (CERES), les fédérations des PTT (CERES), des banques, d'Hacuitex, de la construction et de la santé.

Avec surtout la chimie, mais aussi l'alimentation, la défense nationale, les cheminots, une partie du SGEN... Maire dispose, en association tactique avec Chérèque (de la F.G.M.), de ce qu'on appelle communément la «majorité confédérale». On peut la caractériser par ses références systématiques à des options «autogestionnaires» (encore bien mal définies, il faut dire). Dans les faits cela équivaut à rejoindre bon nombre de positions essentielles du PS (les assises dites pour le socialisme de 1974, avaient été vivement soutenues et alimentées par ce courant).

Une démarche anticommuniste (déguisée à grand mal en «antibureaucratisme» et «anti-autoritarisme») cohabite chez ces éléments, avec une phraséologie sur «changer les rapports sociaux», «étendre le pouvoir de décision (les travailleurs) et des clés d'œil aux «porteurs de science» (qui viennent contrebalancer auprès de certains ingénieurs techniciens et cadres les propositions révisionnistes de capitalisme d'Etat). Cette «majorité» là ne dédaignerait sans doute pas un tandem Giscard-Mitterand en 78...

A ses côtés, mais soutenant de manière très hétérodoxe l'union de la Gauche, avec des inclinaisons révisionnistes au moins aussi fortes que sa référence autogestionnaire (façon PS mitterrandiste), se situe la puissante F.G.M. (métallurgie de Mercier et Chérèque. Sans nul doute la F.G.M. s'estime mieux placée pour orienter la CFDT en étant dans la «majorité confédérale» plutôt qu'en dehors. Dans une large mesure, Maire est déjà son otage en quelque sorte, du fait de l'influence de la F.G.M. dans plusieurs régions et de son paquet de cartes syndicales !...

Mais sur le terrain ? Face à l'opposition révolutionnaire conséquente dans la CFDT ? Par rapport à la CGT et au P.C.F., à leurs projets de société ? Alors là ! C'est le CERES d'Horitier (U.R.I. Rhône Alpes) et Le Beller (fédé. P.T.T.) qui le plus souvent agit et s'exprime objectivement dans le même sens, à nos côtés ! Cela ne va pas sans traitement pour le pouvoir dans la CFDT ou par rapport à la tactique vis à vis de Maire (le ligoter ou lui faire front) et au marxisme (le nier et le combattre au nom de l'autogestion ou tenter de concilier marxisme et autogestion pour mieux tromper les travailleurs)...

UN FOND COMMUN NEO-REVISIONNISTE :

S'ils reconnaissent volontiers l'un et l'autre que les «nationalisations seules ne suffisent pas» et qu'il faut des pouvoirs de décision des travailleurs au niveau de la production», le CERES et la F.G.M. sont très proches du Programme Commun et en défendent explicitement de nombreuses propositions et conceptions (sur la hiérarchie, les salaires, les cadres, le seuil des nationalisations...) y compris dans les conséquences pour les luttes (accords de bradage avec la CGT, appel à soutenir à fond la gauche au plan électoral, à ne pas troubler ses efforts par «des revendications et des luttes intempestives» !).

Plus spécifiquement dans ce bloc objectif (très violemment «anti-gauchiste», à l'avant garde dans la «chasse aux sorcières»), le CERES (soit disant «gauche du PS») se pare d'une teinture «marxiste» pour mieux récupérer des pans d'opposition à son profit, passer pour la «gauche syndicale» qu'il n'est pas ! Il est en outre très souvent le cheval de Troie du P.C.F., la passerelle que franchissent des militants CFDT pour s'embarquer avec Marchais (comme dans la Loire).

Une vive discussion devait démontrer que de fait c'est dans l'action parallèle (et souvent conjuguée) du CERES

et de la F.G.M. que résidait l'obstacle le plus dangereux pour le travail révolutionnaire dans la CFDT, comme le démontrait en particulier la situation dans Rhône Alpes), et cela, même s'il ne faut en rien négliger les campagnes d'«épuration» de Maire, qui veut «normaliser» la CFDT en syndicat social-démocrate (fiable pour le PS) d'ici 78, en affirmant la soi-disant «spécificité autogestionnaire» et tenter de l'imposer aux syndiqués (comme à Orléans, par exemple).

DE L'O.S.R. A LA RECOMPOSITION D'UNE LARGE «NOUVELLE GAUCHE SYNDICALE».

Il y eut un bref («trop bref» disaient des camarades) bilan du développement depuis 73 (avec le soutien aux luttes d'OS de la métallurgie puis à Lip) d'une Opposition Syndicale Révolutionnaire largement impulsée par les marxistes-léninistes de Front Rouge puis le PCRml. Rapidement furent retracées les étapes qui menèrent du développement des acquis syndicaux de Lip 73 à l'affirmation d'un courant d'O.S.R. au 37^e congrès de la CFDT à Annecy en juin dernier.

Le Front de Lutte contre la crise, largement ouvert aux syndicalistes, offre maintenant de nouvelles et larges perspectives, dans le même temps, du reste, que se développe une répression dans les syndicats contre l'expression de l'opposition syndicale révolutionnaire.

Aussi faut-il veiller à une ouverture et un élargissement du courant d'O.S.R., comme facteurs du regroupement et de la consolidation politique d'une «nouvelle gauche syndicale» qui s'affirme, notamment dans la CFDT.

Issu des aspirations de mai 68 et des grandes luttes d'OS des années 70 un courant forma un temps la «gauche syndicale» CFDT. Le CERES s'a divisé, a tenté d'en usurper la direction et les buts sous couvert de la «contribution de cinq fédérations et une union» au congrès d'Annecy.

Mais il demeure, dans la bataille au conseil national CFDT, des militants qui se réclament d'une version «basiste» de l'autogestion, très ouverte aux luttes, aux problèmes, revendications et aspirations des couches les plus exploitées. De manière inégale, s'affirment dans plusieurs fédérations (dont par exemple Hacuitex) la volonté de continuer sous une autre forme, dans les conditions nouvelles d'avant 78, ce qui fut la «gauche syndicale», celle qui fit reconnaître la lutte de classe au 35^e congrès CFDT !.

Ce faisant, se trouve encouragé le large mouvement de contestation de la social-démocratie, son attentisme et ses projets bourgeois, dans des fédérations réputées «de droite» ou «CERES» mais où les sections syndicales et bientôt les syndicats ne veulent ni «attendre 78» ni «signer un chèque en blanc à la gauche», et se posent dans les luttes comme dans leur pratique syndicale quotidienne la question d'une alternative révolutionnaire dans le syndicat !

LA LUTTE DANS LA CGT ET LES PROBLEMES ACTUELS DE L'UNITE CGT-CFDT

Sur ce point il est apparu un certain nombre de limites que ne saurait compenser la présence encourageante de camarades engagés dans des instances CGT importantes. La limitation de la présence du Parti et des syndicalistes révolutionnaires proches à des postes syndicaux de base (délégués du personnel, délégués syndicaux d'entreprise...) dans un trop grand nombre de

cas empêche que des points d'appui efficaces se constituent pour un large développement de l'opposition dans la CGT.

Les forces non P«C»F qui se rencontrent dans les structures sont en effet la plupart du temps celles du PS, dont la progression est notable et ce, au delà de l'union des fonctionnaires où on le trouvait traditionnellement. De vives polémiques sur un lâchage éventuel de l'union de la Gauche par Mitterrand en 78 ou avant agitent les rapports P«C»F-PS dans la CGT désormais. Les trotskystes, par le travail souterrain de leurs «taupes», détiennent quelques fonctions tout à fait disproportionnées avec leur influence sur le terrain (la «principale présence» étant Lutte Ouvrière). Quant aux anarcho-sindicalistes, si on trouve quelques uns dans des entreprises de Paris ou Rhône et Loire, leur expression est bien limitée à l'opposition sur la «démocratie syndicale» et la «solidarité ouvrière inconditionnelle» du syndicat des correcteurs dans la FFLL.

De fait l'essentiel réside dans la perspective de peser sur le développement de masse des contradictions produites par les révisionnistes eux mêmes (depuis leur 22^e congrès) dans la CGT ! Sur les cadres et leur rôle dans le syndicat et la société, sur les luttes et leur débouché («attendre 78»; «78 et après ?»), sur le fonctionnement syndical et les déboires de la campagne «trois millions d'adhérents», d'importantes contradictions s'ouvrent. En pesant sur elles, les communistes et syndicalistes révolutionnaires pourront développer un courant de lutte de classe dans la CGT, bien au delà des points d'opposition actuels !

D'ailleurs, en l'affaire, l'aspiration au syndicalisme «unitaire» (dont Séguy voudrait profiter pour proposer une «centrale unifiée» à la dévotion de l'union de la Gauche au pouvoir en 78) est aussi un levier d'opposition. Les bases sur lesquelles s'opère déjà l'unité d'action CGT-CFDT (par exemple dans les coordinations, comme à Clermont-Fd etc) est un point de référence important. Le refus commun dans la CGT et la CFDT d'accords liquidateurs de nos luttes, renvoyant la volonté d'action s'enterrer dans des conflits sectoriels après le 7 octobre, est également un puissant facteur de développement de l'opposition jusque dans la CGT, comme le soulignèrent de nombreux camarades des PTT ou de la chimie parisienne...



DES CONDITIONS NOUVELLES DE LUTTE

Le rapport introductif de la commission sur le travail syndical insistait enfin sur les conditions relativement nouvelles dans lesquelles se déroulait aujourd'hui la lutte dans les confédérations syndicales.

Un exposé retraça d'abord les atteintes recotées à la démocratie syndicale perpétrées dans la CGT et la CFDT à l'encontre de certains ouvriers combattifs, des syndicalistes révolutionnaires (et particulièrement de notre Parti). Des exclusions d'ouvriers de la SACM Mulhouse par la CFDT du Haut Rhin à celles des six de l'imprimerie rouennaise par la FFLL-CGT, on a pu mesurer l'ampleur des attaques des réformistes et révisionnistes, en particulier depuis «l'affaire des soldats» de décembre 75.

Tout sera mis en œuvre, semble-t-il, pour mettre la CFDT en état de dialogues tranquillement avec la gauche en 78 ! C'est ce que soulignèrent de nombreux camarades (de Lyon, de Nantes, de Montceau Les Mines...) confrontés aux structures. Déjà, de leur côté, les camarades de la CGT indiquaient que lorsqu'il se sentait bousculé, le P«C»F prenait toute sa place dans la répression, avec plusieurs exemples dans la CGT (dont celui de Telic-Strasbourg).

DES MOYENS DE LUTTE NOUVEAUX

Logiquement, il s'est agi de réfléchir à une riposte et une prise d'initiative en rapport avec la période et ses caractéristiques contradictoires nouvelles.

«La gauche fuit maintenant le terrain politique, de peur de devoir s'expliquer trop clairement sur ce qui nous attend en 78» devait déclarer un camarade de la chimie CFDT, «il faut donc que nous, nous occupions le terrain, et expliquions à tous nos camarades de travail, à la classe ouvrière, pourquoi précisément ce terrain politique est défavorable aux gens du Programme Commun». De nombreux camarades devaient à sa suite se prononcer clairement «contre l'ensemencement dans les entreprises, dans des luttes purement sectorielles» comme à la sécurité sociale, chez Michelin ou dans toute la métallurgie.

Le blocage vis à vis des échéances apparaissait déjà nettement dans la commission comme polarisé au niveau de responsables syndicaux : les travailleurs ayant déjà largement discuté de leurs revendications (même si «une plate forme de lutte claire et mobilisatrice, rassemblant les acquis des boîtes, manque au plan des organisations syndicales fédérales et confédérales» comme l'indiquait un camarade de l'automobile). Le problème des masses est bien de créer les conditions d'une offensive de classe, en même temps qu'on fait front «contre ceux qui veulent nous faire attendre 78, pour mieux nous coincer après 78» (selon l'expression d'un postier). Pour ce faire, les débats devaient dégager plusieurs indications.

Protéger le développement du travail communiste et de l'opposition dans les syndicats. La lecture d'un passage de «La Maladie Infantile du Communisme» de Lénine rappellera à ce sujet, fort à propos que «messieurs les leaders de l'opportunisme useront de toutes les roueries de la diplomatie bourgeoise ; ils en appelleront au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats», pour y décourager et réprimer toute opposition conséquente. «Il faut savoir résister à tout cela, consentir tous les sacrifices, user même - en cas de nécessité - de tous les stratagèmes» précisait Lénine à l'encontre des «préjugés légalistes, constitu-

tionnels, démocratiques bourgeois, particulièrement enracinés» dans notre pays.

Tout doit être mis en œuvre pour que, se développant fondamentalement de manière large, en direction de la masse des syndiqués et des travailleurs, le travail révolutionnaire dans les syndicats conquière et protège également des points d'appuis importants dans les structures.

Pour s'exprimer, regrouper les forces, et permettre l'expression et le regroupement autour d'eux et avec eux d'une large et solide opposition syndicale, le Parti et les syndicalistes révolutionnaires doivent gagner plus profondément une influence et des moyens dans les appareils syndicaux. De là pourront en effet s'opérer rencontres et passages à l'action combinée de forces syndicales résolues à ne pas attendre 78, à agir en Front contre le réformisme et le révisionnisme dans les confédérations.

Sur cette idée s'accordèrent d'ailleurs aussi un certain nombre de syndicalistes, invités à assister à une partie des débats (bien que n'étant pas organisés dans les rangs du PCR à l'heure actuelle). L'un d'eux devait souligner combien il était nécessaire «pour tenir, au milieu des profondes luttes de tendances dans la CFDT et tracer des perspectives qui mettent les réformistes en échec, de concrétiser dans les structures l'accord des masses sur une ligne d'action de classe».

En s'appuyant sur le bilan du travail dans quelques unions ou inter-trusts, il apparut, comme devait le montrer un camarade du Grenoble que l'opposition, ceux qui veulent se battre pour les acquis d'un syndicalisme de lutte de classe, sont plus nombreux qu'on croit parfois. Mais le problème va être de les unir et les mobiliser y compris pour aller se battre dans des structures au fonctionnement souvent destiné à nous écarter.

Un camarade de Michelin résumait alors la ligne de conduite à tenir dans le syndicat, en affirmant que «d'ici 78, c'est le réformisme qui doit se sentir de plus en plus traqué dans le syndicat, et non l'inverse ; car c'est à l'union de la gauche de rendre des comptes, de s'expliquer sur où elle entend entraîner les travailleurs ! A nous de nous engager dans la structuration de toutes les forces d'opposition sincères et de mettre enfin le syndicat au service des travailleurs».

Dans le travail sur les «coordinations» devaient se retrouver de nombreux aspects de ces éléments fournis sur le travail syndical. Les camarades présents en réunion plénière les traitèrent globalement.

Commission coordination

Cette commission regroupait des travailleurs de Lyon, Paris, Besançon, Liévin, Marseille..., ouvriers du textile du Nord, métallurgistes de Berliet, Paris-Rhône, de Thomson, de Fives Lille, Tréfinmétaux, postiers de centres de tri parisiens, employés de l'INSEE et de la sécurité sociale, etc.

Tout d'abord, la commission a fait le point sur les premières coordinations organisées avant le 7, coordination Lip, coordination CFDT-Hacuitex, coordination des licenciés Beullac.

UN PREMIER BILAN DES COORDINATIONS LIP-HACUITEX-CFDT-LICENCIÉS BEULLAC

Après trois mois d'existence et deux réunions, la coordination autour de Lip, d'Idéal-Standard, Griffet, SCPC, Réo, Reillac, Caron Ozanne, IMRO, Sud Acier s'est progressivement ériolée, et cela malgré un certain nombre de points positifs : organisation d'un front des luttes sur l'emploi pour faire face à la tactique de pourrissement de la bourgeoisie et à l'inaction complète des confédérations, contribution au lancement dans la classe ouvrière et le mouvement syndical de l'idée de coordination des luttes, première coordination de sections syndicales CGT et CFDT dépassant l'esprit de boutique développé dans les syndicats par la querelle PC-PS.

En effet, dès le coup de semonce du BN CFDT contre les coordinations après la réunion de juillet, la direction politique social démocrate de gauche (PSU ou trotsky-sante) de Lip et de certaines autres usines en lutte a refusé de donner à cette coordination le caractère de pôle politique face à la politique de crise, largement ouvert à toutes les usines en lutte contre les bas salaires, les licenciements...

Au contraire, c'est une politique délibérée de limitation de la coordination aux seules usines en lutte sur l'emploi, de limitation de ses objectifs à un échange d'expériences qui a été imposée aux usines venues à la coordination avec une volonté de constituer un rapport de forces capable d'entraîner d'autres entreprises dans la lutte.

Il est d'ailleurs significatif qu'une riposte très faible ait été apportée quand les travailleurs d'IMRO ont été évacués par la police en juillet et exclus de la CGT en septembre... Cette manière d'envisager la lutte est loin de répondre aux aspirations des différentes sections syndicales regroupées dans cette coordination. Au contraire, que ce soit à Fougères ou à Cournon, les travailleurs de ces usines, déçus, se sont alors résolument orientés vers la coordination des efforts au plan régional, comme la coordination Lip l'avait elle-même fort justement indiqué. Faire le point sur cette coordination en tenant compte des acquis du 7 octobre sera sans doute un des axes de discussion de la prochaine coordination prévue en novembre.

Malgré le désaveu du BN-CFDT, après Lip, la fédération Hacuitex coordonnait : les trois usines Schlumpf, Rhône Poulenc Textile (péage de Roussillon), Réo (Fougères), CIP, Desombre, Dreyfus, Tanneries d'Annonay, soit neuf usines.

A cette occasion, il y a eu lutte, comme à Besançon, sur l'ouverture à donner ou non à ce regroupement d'usines. L'UR de Lille, envisageant dans un premier temps une coordination ouverte à toutes les usines en lutte de la région, a vu son point de vue rejeté par Hacuitex limitant la coordination aux seules sections CFDT de sa fédération : pour quel résultat ?

Si on en reste aux perspectives données à cette coordination, A. Mercier représentant de la confédération les a bornées au 23 octobre... La section de Rhône-Poulenc de Péage-de-Roussillon a mis à profit sa présence dans le Nord pour faire le tour des usines Rhône Poulenc de la région, tandis que Defrenne du Nord, filiale de Schlumpf renforçait ses liens avec les deux usines alsaciennes... Mais l'acquis positif de cette coordination a été l'approfondissement du débat politique. La plupart des sections syndicales représentées ont mis la confédération au pied du mur sur son attitude par rapport au plan Barre, à 78, sur sa position pour la

construction de l'offensive ouvrière... contraignant le représentant confédéral à un silence embarrassé. A cette occasion, la plupart de ces sections syndicales ont pu ainsi constater la convergence de leur volonté de lutte et l'hésitation de la confédération : nul doute que la plupart sont reparties renforcées dans leur volonté de prendre elles-mêmes en mains la constitution du rapport de force.

• Au moment où près de 250 usines se battaient sur l'emploi, des dizaines d'autres usines qui s'étaient battues sur les salaires, subissaient une vague de licenciements de délégués : Claudel, Poclair, SEP, Bourgogne-Electronique, Câbles de Lyon Clichy... Laisés à eux-mêmes, la CGT Sanders, la CGT Câbles de Lyon, les travailleurs de Bourgogne-Electronique, la CFDT SEP, appuyés par des sections syndicales de Thomson et d'autres usines regroupées en comités de soutien, s'opposaient à cette inaction et coordonnaient plusieurs actions : soutien au tribunal à Dijon des 23 de BE, meeting de soutien aux Câbles à Paris, et délégation commune au ministre Beullac. Malgré le caractère difficile de ces conflits que la bourgeoisie faisait traîner exprès, la mobilisation a tenu des mois, et a déjà abouti à faire réintégrer huit délégués de BE et deux des Câbles...

Le caractère très positif de cette coordination aura été de maintenir la mobilisation, malgré les difficultés de la lutte et le sabotage du PC et du PS dans les structures comme la CFDT à BE et l'UL C'IT-Clichy pour les Câbles, et de prouver que malgré cela la victoire était possible. C'est un encouragement pour les travailleurs de Poclair, Claudel, Agache-Willot en lutte eux aussi pour la défense des libertés syndicales...

Pressions confédérales, hésitations à prendre des initiatives d'amp' pour les usines en lutte, hésitations dans de nombreuses autres usines en lutte à se joindre aux coordinations, tous ces facteurs ont fait que ces coordinations «nationales» n'ont pu largement se développer.

AVEC LE 7 OCTOBRE, DÉVELOPPEMENT LARGE D'INITIATIVES DE COORDINATION

La grève et les manifestations massives du 7 octobre ont montré le rejet massif du plan Barre et le changement de climat qui s'opérait dans la classe ouvrière. L'ensemble des camarades présents témoignaient de cette volonté de riposte.

Partout le 7 et après, la volonté de regroupement des forces s'est manifestée, des initiatives de coordination de sections syndicales étaient prises. Les camarades de Besançon rapportaient comment un premier regroupement de sections s'était effectué autour des chauffeurs de la CTB convoqués au tribunal, sur plainte de la mairie PS.

Sur l'UD CFDT, (Seine St Denis) Girosteel partait en grève une semaine au lendemain du 7 et était soutenu par la coordination des sections CFDT de DBA et de Bendix.

Des camarades du Nord rapportaient que pendant la grève des chauffeurs de bus de Weestel à Lens et Douai qui bloquaient le ramassage de centaines d'ouvrières de la région des mines travaillant à Redoute ou à la laitière de Roubaix, une première initiative de coordination entre les ouvrières et les chauffeurs de bus avait été prise. Ainsi la section syndicale CGT de Sartelys s'était coordonnée avec la section CFDT de Sartel pour envoyer un message de soutien aux chauffeurs et imposer avec succès le paiement d'un jour perdu par les ouvrières de ces usines touchées par ce mouvement. Chose qui ne s'était jamais vue à Roubaix où toutes les initiatives sont verrouillées par les UL.

A Lyon, sur l'union Métaux CFDT 7*, des initiatives de soutien à l'usine Brossette en lutte et aux chèques postaux, qui faisaient la grève du samedi matin, ont pu être prises. Un camarade de Bérliet soulignait qu'après le 7 et les grèves sectorielles du CD1, de plus en plus il y avait chez les gens le désir de redémarrer, mais avec l'autre usine (Feuillard).

A Lievin des camarades signalaient que les APF, et Sicoval se mobilisaient déjà autour des CIP dont les 90 % allaient venir à expiration, et qu'il était envisagé une coordination de tous ceux qui voulaient les soutenir...

Ce rapide tour d'horizon de quelques initiatives multiples de coordinations après le 7 montre la volonté de lutte contre le plan Barre, et comment le mouvement amorcé avec la coordination de Besançon était relayé par un ensemble d'initiatives locales de coordination.

Le PCF dans la CGT l'a bien senti, qui pour tenir les boîtes en lutte sous son contrôle avait lui-même organisé une coordination en liaison avec les municipalités PCF afin de bien démontrer aux travailleurs qu'il était la seule force à les soutenir et donc qu'il ne fallait pas l'oublier pour les municipales et les législatives. Ainsi dans le 93 avec Triton...Grandin...dans la région de Lens avec Bati-métal Texopter et Sicoval... la caractéristique de ces coordinations de la CGT est leur fermeture par rapport à l'extérieur : «On est coordonnés entre nous, ça nous suffit».

Mais ces multiples initiatives de coordinations ne constituent pas des coordinations se situant en tant que telles, comme alternative consciente ; la seule qui se soit constituée est celle de la SCPC Cournon...

MURISSEMENT DE L'IDEE DE COORDONNER

Des camarades constataient, que ce soit dans le 93 ou à Besançon, que la conscience de la nécessité de se coordonner variait suivant les usines : absente à Girosteel, elle se pose à Bendix dans le 93 ; absente à la Sopriba, les travailleurs de Peugeot se la posaient avec acuité à Besançon.

Il était remarqué aussi que s'il n'y avait pas eu une grande extension des luttes au lendemain du 7, ce n'était pas faute de volonté de lutte, mais à cause de l'interrogation sur la manière de constituer le rapport de forces. Ainsi à Besançon... à Kelton... à Sifop et dans d'autres usines, de nombreuses sections syndicales se posaient la question de se coordonner pour pouvoir engager la lutte.

On voit donc l'urgence de la mise en place de coordinations locales et régionales de sections syndicales, pas simplement d'usines en lutte, mais de tous ceux qui veulent faire échec au plan Barre ; sections CGT, CFDT, syndicats, U.I syndicalistes minoritaires dans leurs sections, non syndiqués, tous ceux-là formant le noyau autour duquel toutes les forces d'unité populaire peuvent venir se greffer : paysans, associations populaires, couches de la jeunesse, chômeurs...

Mais mettre en place les coordinations, c'est entrer en opposition avec les directions PC et PS des syndicats, c'est se faire taxer de fractionnisme, de division syndicale... et risquer la répression par ces partis.

Effectivement, faire émerger d'une manière autonome l'aspiration à faire échec à Barre, le refus d'attendre 78 ne peuvent se faire sans réactions du PC et du PS qui prétendent que leur projet politique contient les aspirations

des travailleurs ; mais les camarades des entreprises signalaient que s'il y avait bataille entre ces deux voies, la force de l'aspiration à se coordonner dans les masses aujourd'hui rendait cette initiative nécessaire, et qu'elle jouirait d'un soutien large, y compris au sein du PC et du PS parmi les militants qui ne veulent pas attendre 78.

Ce soutien sera d'autant plus grand que ces coordinations ne se présenteront pas de manière défensive, « nous ne sommes pas un troisième syndicat », etc., mais de manière offensive :

- Coordonner, c'est regrouper CGT et CFDT sur des bases de lutte et dépasser les querelles de chapelle suscitées par les rivalités PC et PS dans l'union de la gauche.

- Coordonner, c'est regrouper syndiqués et non syndiqués ce qui est essentiel quand on sait qu'il n'y a que 20 % de syndiqués.

Coordonner, c'est pouvoir unir actifs et chômeurs, c'est pouvoir regrouper autour des luttes, paysans, jeunes, éléments du mouvement de masse en pleine action contre le plan Barre dans les quartiers, etc.

Coordonner, c'est permettre aux travailleurs d'exercer leur contrôle sur leurs propres luttes.

ÉTENDRE LES COORDINATIONS

La coordination a ensuite examiné à quelles conditions on pouvait étendre ces coordinations locales et régionales.

A l'exemple de Cournon, cela exige un patient travail d'explication et de débat, avec toutes les sections de la localité, CGT et CFDT. L'apparition de coordinations exige un rapport de force dans les structures et surtout dans les masses car c'est cela fondamentalement qui neutralise les gens du PC et du PS. Cela exige enfin une unification en profondeur des travailleurs syndiqués et non syndiqués des entreprises qui s'engagent dans ce processus.

Quels objectifs leur fixer ?

La commission a constaté que les bases de l'aspiration de coordonner était la volonté de faire échec au plan Barre, de ne pas attendre 78, et une perte de confiance dans les capacités des confédérations à prendre les initiatives nécessaires pour faire face à la situation.

Mais pour la détermination d'objectifs plus précis, ceci est fonction des diverses situations. Dans les centres de tri

parisiens par exemple, un large courant se dégage chez les postiers pour coordonner les sections syndicales pour la lutte sur les effectifs et contre les sanctions. Par contre, ces mêmes postiers n'envisageaient la possibilité de lutte victorieuse sur les salaires que dans le cadre de l'unité des postes avec les SNCF et les hôpitaux, secteurs les plus proches de la fonction publique.

A Cournon, c'est la volonté de lutte contre les licenciements qui unit SCPC et Copono Book, avec le projet de se coordonner largement pour soutenir toute lutte se déroulant sur la localité.

Les camarades constataient que la définition des objectifs devait être le fruit du débat entre les forces désirant se coordonner, et qu'il fallait éviter l'écueil de vouloir plaquer des objectifs qui ne soient pas le résultat d'une unification, et l'écueil de se refuser à analyser la situation et de ne pas faire de propositions.

Le dernier point sur lequel la commission s'est penchée, concerne les forces politiques avec lesquelles ces regroupements devaient être construits.

Une première constatation dans toutes les coordinations et initiatives qui existent aujourd'hui : on retrouve des travailleurs révolutionnaires (la première composante du front), des travailleurs partisans du débordement (PSU, trotskystes), des travailleurs partisans de l'union de la gauche mais décidés à se battre et à ne pas attendre 78...

La commission s'est élevée contre le fait d'envisager les initiatives de coordination de manière étriquée, comme rassemblant des sections syndicales composées seulement de militants de la première et de la deuxième composante : dans la période, cela revenait à ne pas tenir compte du 7 et de l'approfondissement de la crise politique, y compris dans les partis de gauche et en particulier dans le PCF où la politique d'attente par rapport à 78 entraînait violemment en contradiction, dans la CGT, avec la volonté de lutte comme à Dunkerque avec la grève de la CMP et celle de Mattaglio à Usinor.

Plus qu'avant le 7, un grand nombre de travailleurs qui croient au programme commun, dans la CGT et le PCF, sont désorientés par la proximité des échéances et la manière dont le PS prépare une solution Giscard-Mitterrand... Avec les pressions renforcées des effets du plan Barre sur les travailleurs, la volonté de lutte ne peut être qu'exacerbée si une alternative conséquente se présente. Coordonner les luttes, les sections syndicales, c'est aussi se battre pour y inclure les travailleurs de cette troisième composante, les aider à surmonter hésitations et pressions de leurs structures, pour que le camp de la riposte contre la crise regroupe tout ce qui peut être uni.

Ainsi, les travailleurs de la SCPC Cournon ont réussi avec patience à clarifier leurs rapports avec l'usine occupée d'Amisol, complètement verrouillée par le PCF qui s'était efforcé de diviser en colportant une série de calomnies.

En assemblée générale, le Secrétaire Général du Parti, Max Cluzot, a souligné la nécessité de la multiplication des coordinations locales et régionales, si l'on veut permettre à la volonté de lutte contre le plan Barre de s'exprimer. Avec la restructuration de la gauche syndicale dans la CGT et la CFDT et le développement d'initiatives d'unité populaire, les coordinations locales et régionales sont appelées à se développer largement et à consolider le noyau de ces premières structures organisationnelles de front de lutte contre la crise, susceptibles de se coordonner entre elles ensuite, de proposer une alternative positive en 78, y compris sur le terrain électoral, et après l'accession de l'union de la gauche au pouvoir, d'être la structure qui permettra aux masses de développer leur aspiration au socialisme contre les tentatives de quadrillage des partis de gauche au pouvoir au nom de la lutte contre la droite et de la défense de l'intérêt national.

Mais nous n'en sommes pas là, et de nombreuses luttes et débats seront nécessaires entre toutes les composantes de ce front de lutte pour que cette perspective se matérialise.



Journée «Portes ouvertes» à Schlumpf avec la participation de 30 000 travailleurs d'Alsace

SOCIETE CENTRALE DE PLASTIQUE ET DE CAOUTCHOUC A CLERMONT-FERRAND

C'est depuis le 15 juillet que les travailleurs de la SCPC (Société Centrale de Plastique et de Caoutchouc) à Cournon près de Clermont Ferrand, occupent, date de la fermeture par le trust Carnaud Total (monopole de l'emballage métallique en Europe).

La nécessité de coordonner les luttes régionalement, va apparaître chez les travailleurs dès avant la fermeture, début juillet. Analysant la réalité locale, (travailleurs de plusieurs usines qui luttent, pour certains depuis plus d'un an (Ollier) sans résultat, luttes pour la plupart isolées) les sections syndicales CGT et CFDT concluent : «*Il n'est plus possible de vaincre simplement en occupant, il faut unir nos luttes.*»

Comment avancer dès lors dans cette unification ? Il faut se rencontrer, établir des liens entre usines, montrer que les bases pour avancer existent, qu'on n'est pas seuls. Un travail d'agitation est alors fait par les sections CGT et CFDT sur la zone industrielle de Cournon, par tract, appelant à l'Union des luttes localement. La réalité va montrer que l'unification des efforts dispersés est une aspiration de nombreux travailleurs sur la région. Les premières réunions auxquelles participent des sections CGT et CFDT vont être positives dans la mesure où elles vont permettre que les travailleurs de plusieurs entreprises se connaissent, échangent des expériences, se sentent soutenus réciproquement.

En juillet et août, les sections syndicales de la SCPC vont conti-



nuer à rencontrer des travailleurs de la région, comme ceux de l'imprimerie Copono Book qui ferme en juillet. Ces rencontres qui vont se continuer, vont permettre d'avancer sur la définition du contenu de cette coordination : «*Il faut l'élargir à ceux de la région entière, l'élargir aussi à ceux qui ne luttent pas encore mais qui sont menacés de licenciement.* Il s'agit qu'un maximum de travailleurs profitent de l'expérience des autres.

**APPARAÎTRE EN TANT
QUE COORDINATION :
NÉCESSITÉ POUR RALLIER
LES TRAVAILLEURS**

Mais très vite, va se poser la question : comment avancer, comment rallier d'autres usines à ce projet ? Car à l'évidence, les usines se rencontrant sont encore peu nombreuses. Tout l'intérêt réside

dans la réponse qui va être faite. Fallait-il continuer à appeler inlassablement à l'union des luttes, à se réunir ? Ou ne fallait-il pas au contraire, ou plutôt principalement commencer à montrer que la coordination des luttes n'était pas seulement une idée généreuse mais qu'elle commençait à se concrétiser ? Ne fallait-il pas que les premières forces regroupées, même minimales, commencent à prendre de premières initiatives, à apparaître en tant que pôle d'attraction ? Car à l'évidence, ce que recherchaient les travailleurs sur la région, c'étaient bien des perspectives. C'est ce choix que vont faire les sections syndicales de la SCPC et la pratique va montrer que c'est cette voie qu'il fallait suivre.

Elles contactent la section CGT de Copono Book en lutte et décident d'apparaître ensemble en tant que coordination le 7 octobre.

L'apparition en tant que pôle, derrière une banderole «SCPC Copono Book, CGT-CFDT, Union des luttes» sera positive : des travailleurs de plusieurs entreprises de la région (Mauvernais, Fertlux) vont s'y joindre, l'après-midi, une réunion regroupera de nombreux travailleurs.

Mais cette première initiative est positive surtout par les conséquences qu'elle va avoir : après le 7, de nombreuses sections syndicales CGT et CFDT, des travailleurs de la région vont venir voir les travailleurs de la SCPC.

Avant le 7, un frange importante de travailleurs aspiraient à coordonner leurs efforts mais se disaient : «*était-ce bien possible ?*»

Les raisons pour lesquelles commencent à se regrouper autour de la SCPC les travailleurs de la région, sont diverses mais toutes vont dans le sens de lier toujours plus les luttes : discussions, échanges d'expériences, petites initiatives communes. Ainsi, l'initiative du 7 a posé les bases d'un rassemblement plus large.

FACE À L'ATTENTISME
DES DIRECTIONS SYNDICALES :
OFFRIR UNE ALTERNATIVE

Les partisans d'attendre 78, au sein de l'UL CGT s'opposent bien sûr de toutes leurs forces à ce début de regroupement. C'est l'obstacle que voit notamment la section CGT de SCPC à l'avancée de la coordination, au ralliement d'autres travailleurs. Mais la pratique elle-même a déjà commencé à montrer que cet obstacle peut être combattu. Car ce qui est essentiel, c'est l'aspiration à la lutte qui grandit.

Ainsi «*Quand nous avons fait l'exposition sur le chômage, à l'usine, l'UD a d'abord empêché les camarades d'Amisol de venir, pour finalement envoyer une délégation protester (!) contre les panneaux que nous avions fait sur leur lutte. Ils sont venus en colère, puis, voyant ce qu'il en était, ont trouvé ça très positif*». Pour rallier tous ces travailleurs à qui les partisans de 78 offrent aucune perspective, il faut montrer qu'une alternative existe. Et prendre de nouvelles initiatives avec les forces regroupées, nouvellement, voilà bien dans quel sens il faut avancer.



PREPARER LA FORMATION D'UNE EQUIPE GISCARD MITTERRAND

«Je l'ai expliqué à l'Assemblée nationale. M. Barre ne prévoit que des mesures de circonstance». Voilà comment François Mitterrand critique le plan de chômage et de misère du «premier économiste de France».

Le défaut du plan Barre, selon le premier secrétaire du PS, serait... que ce n'est pas un plan (!), qu'il ne contient que des mesures conjoncturelles et aucune des réformes de structure que proposerait le PS pour sortir la bourgeoisie de sa crise. Estier, secrétaire du PS, précise encore en déclarant qu'il s'agit d'une simple manœuvre électoraliste.

Pourquoi une telle «médiocrité» du plan Barre ? Première réponse du PS : parce que «le premier ministre... n'a pas montré beaucoup d'imagination». Rocard, qui croit avoir des idées et prépare sa future place de ministre des finances de Mitterrand, est le spécialiste de ce genre d'appréciations qui manquent tout à fait «d'imagination» !

Mais comme cette explication est finalement peu convaincante, le PS offre une analyse plus «approfondie» : le plan Barre est «un peu court» parce que le pouvoir en place ne dispose pas du «consensus» social nécessaire pour réformer le capitalisme qu'il n'ose pas s'appuyer sur les travailleurs, pour tirer la France de la crise. La conclusion qui en découle est simple : «Il faut que la bourgeoisie fasse appel à nous PS, qui bénéficions de l'appui populaire. La seule condition c'est que Giscard déclare qu'il accepte le principe de l'alternance».

Voilà en résumé comment, en partant d'une appréciation du plan Barre qui ne se place pas du point de vue de classe des exploités mais des exploités, le PS en arrive à proposer ses services à la bourgeoisie.

D'ACCORD SUR LE FOND

Dans sa récente interview par *Match*, F. Mitterrand précise la «critique» du PS sur le plan Barre. On y chercherait vainement la moindre référence aux aspirations profondes des travailleurs. D'ailleurs, Mitterrand a clairement montré le peu d'intérêt qu'il portait aux préoccupations des travailleurs en ne participant même pas à la journée du 7 octobre au côté de son collègue Marchais. Un geste symbolique pour montrer à Giscard qu'il ne veut pas faire obstacle à la réussite du plan Barre.

Par contre Mitterrand se place implicitement du point de vue des intérêts de la bourgeoisie.

Il interroge : «Ne trou-

vez-vous pas incroyable qu'il (R. Barre) n'ait pas voulu demander un sacrifice aux possesseurs d'une fortune de plus de deux cent millions de francs ?» Eh bien non, aucun travailleur ne trouve cela incroyable. Barre agit en fidèle représentant de la bourgeoisie !

S'il indique que les salariés sont seuls invités à supporter l'effort c'est pour ajouter tout de suite que Barre «se trompe en s'attaquant aussi brutalement à la consommation». Ainsi au lieu de dénoncer le plan Barre comme une tentative renforcée de faire payer la crise aux travailleurs, Mitterrand se contente de contester l'efficacité des mesures prises, par rapport à un objectif qu'il ne remet nullement en cau-

se : le redressement de l'impérialisme français. Comme l'a confirmé son débat avec les PDG au forum de l'Expansion, Mitterrand ne tente de se démarquer de l'équipe en place que par les méthodes à employer pour «assainir» l'économie française.

En réclamant une attaque moins brutale contre la consommation, le PS prend place dans le débat qui traverse aujourd'hui la bourgeoisie sur les risques d'une récession profonde. Car dans la situation de crise actuelle, la marge de manœuvre est faible entre la nécessité de comprimer les «coûts salariaux» pour redresser les profits et les risques d'une dépression économique trop profonde qui nuirait aux affaires capitalistes. Le PS qui n'a pas

aujourd'hui la responsabilité de la conduite de l'économie capitaliste peut se permettre de jouer les défenseurs de la consommation ou plutôt de réclamer une attaque moins brutale contre celle-ci. Mais s'il est demain au pouvoir tentera-t-il autre chose que ses confrères «socialistes» d'Angleterre ou d'Allemagne ? Ayant les mêmes objectifs que l'équipe en place il s'engagera dans la même voie !

Et si le PS critique le plan Barre comme étant une opération électoraliste c'est bien l'aveu que sur le fond le PS n'a rien d'autre à proposer que ce que fait Giscard, si bien que sa critique sur l'objectif même de ce plan tourne court et que l'ultime reproche adressé à

Barre est de faire en somme de la démagogie électorale. Curieuse démagogie pour les travailleurs, alors que ce sont leurs salaires et leur emploi qui sont visés !

**DES RÉFORMES
DE STRUCTURE POUR
«ASSAINIR»
L'ÉCONOMIE**

Lorsque l'on analyse les propositions économiques du PS, on est vite convaincu de la similitude du projet du PS et des efforts de Giscard pour soutenir la bourgeoisie en crise.

RESTRUCTURER

Au lendemain de l'annonce du plan Barre, C. Estier déclarait : «Ce plan ne contient que des mesures conjoncturelles dont aucune ne répond à une volonté d'assainissement des structures mêmes de l'économie française». Cela donne le ton de tout le projet économique du PS dont la pièce maîtresse est «une restructuration compétitive et sélective» de l'économie. Qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement donner tous les moyens de développement aux entreprises sur lesquelles l'impérialisme peut s'appuyer pour gagner des marchés ou pour résister à la concurrence étrangère. Liquider par contre les «poids morts», les secteurs en déclin ou les entreprises archaïques. Il s'agit en somme d'adapter l'économie aux nouveaux rapports avec le Tiers-Monde et avec les autres pays impérialistes. C'est tout bonnement ce que Giscard appelle depuis deux ans la *redéploiement*.

Les nationalisations et notamment celle du système de crédit (c'est-à-dire les banques d'affaire) sont décrites par le PS comme le moyen de mener cette restructuration dans les meilleures conditions :

- d'une part cela devrait permettre de faire admettre ces transformations aux fractions du patronat qui seraient touchées par cette réorientation de l'économie (indemnités, aides à la reconversion...).

- d'autre part les bourgeois du PS espèrent désarmer la riposte des travailleurs contre les conséquences de ce redéploiement en présentant ces mesures comme allant dans le sens du socialisme.

Car les capitalistes peuvent être rassurés : les nationalisations donneront lieu à des indemnités largement calculées : «Je prends l'engagement qu'à l'occasion de ce transfert de titres (c'est-à-dire à l'occasion des nationalisations) il n'y aura aucune perte de capital ou de propriété !

Ainsi, les capitalistes nationalisés pourront investir ailleurs l'argent que les contribuables leur auront généreusement donné grâce à l'action bienveillante du PS. C'est sans doute pourquoi Dassault déclare depuis plusieurs années qu'il ne redoute pas la nationalisation !

**POUR
DES MULTINATIONALES
FRANÇAISES**

Similitude aussi avec la politique de Giscard lorsque le programme économique du PS déclare qu'il faut «une politique industrielle volontariste et sélective... où l'Etat encourage la constitution de grands groupes de taille à assurer à la France son autonomie technologique». Alors que le PS signataire du programme commun dénonce parfois — beaucoup moins que le PCF — les monopoles, ce qu'il propose ici, c'est tout simplement la poursuite du processus de monopolisation de l'économie par quelques grands groupes. Mais, tente d'expliquer le PS, ce ne seront pas des monopoles de même type : ceux que nous proposons seront au service de «l'autonomie de la

France» (il ajoute «et de l'Europe» marquant ainsi la volonté d'orienter le développement du capitalisme français dans le cadre de l'Europe capitaliste). Le PS serait-il converti au principe socialiste de «compter sur ses propres forces» ?

Absolument pas, car cette «autonomie» n'est conçue que dans le cadre d'une société où la recherche du profit maximum règle l'activité économique, où l'économie de marché reste toute puissante. C'est ce que Mitterrand et ses «penseurs» Mauroy (!), Rocard (!) et consorts se sont employés à expliquer patiemment aux quatre cents PDG réunis par le journal *l'Expansion*. «Nous voulons préserver une économie de marché... Il ne faut pas que la collectivité se substitue à l'entreprise... Il serait imbécile de préconiser pour la France un système collectiviste...»

Voilà qui confirme parfaitement les propos rassurants adressés par Mit-

terrand à Ferry, patron de la sidérurgie : «Je vous rappellerai que nous ne considérons pas le profit mauvais en soi. Au contraire...»

Dans ces conditions, que valent les discours du PS sur l'autonomie de la France, sur le fait qu'*«il vaut mieux nationaliser que se laisser internationaliser»* (c'est-à-dire nationaliser plutôt que laisser des capitaux étrangers racheter des entreprises françaises) ? Tout simplement que le PS tente de se présenter comme le défenseur le plus conséquent des intérêts économiques de la bourgeoisie française. «Plus royalistes que le roi» pourrait-on dire, puisque la bourgeoisie, après l'échec assez large de la tentative gaulliste, a été obligée d'admettre que les lois du profit et de la concurrence (que le PS ne remet pas en cause) la contraignent à rabattre de ses prétentions et à passer compromis sur compromis avec les impérialismes plus puissants (USA et URSS en tête).

**ÊTRE «DE GAUCHE» :
UN ATOUT... BIEN FRAGILE**

Pour faire valoir leurs capacités de gérants loyaux du capitalisme les socialistes ne se contentent pas d'avoir un programme économique conforme aux intérêts impérialistes. Ils mettent en avant à toute occasion leur véritable «atout» : le «consensus» dont ils espèrent bénéficier grâce à leur étiquette de gauche.

«Dans la phase initiale, un gouvernement de gauche disposera d'un appui des masses que le gouvernement actuel ne peut pas espérer» déclare Mitterrand pour convaincre la bourgeoisie de la supériorité d'une équipe socialiste pour conduire les affaires de l'Etat capitaliste. Car finalement, pour le PS, le principal défaut du gouvernement actuel

n'est pas dans les objectifs qu'il poursuit mais dans le manque de soutien populaire.

Aux yeux de la bourgeoisie, la situation en RFA est bonne puisque l'impérialisme allemand résiste mieux que les autres à la crise. C'est bien l'avis de Mitterrand. Et pourquoi, selon lui, cette situation est-elle bonne ? Parce que, «il y a là-bas la réalité d'un consentement social suffisamment large», grâce à la présence des «socialistes» au gouvernement. Pour Mitterrand, comme pour Giscard, le modèle c'est la RFA. Un modèle qui signifie pour les masses : baisse du salaire réel imposé par les syndicats eux-mêmes, un chômage massif, la répression... (Mitterrand ose qualifier

de «démocrates», les sociaux-démocrates allemands qui ont institué les interdictions professionnelles, la déflation systématique... !).

Si après toutes ces démonstrations, la bourgeoisie n'est pas parfaitement convaincue qu'en France les socialistes peuvent comme en Allemagne servir ses intérêts c'est que les travailleurs français gardent une large autonomie vis-à-vis de l'influence sociale démocrate et n'accepteraient pas aisément une austérité à la sauce socialiste.

DÉBAT SUR L'«ALTERNANCE»

Mais Mitterrand n'est pas encore premier ministre ! Il faut d'une part que la gauche l'emporte aux élections de 78 et que Giscard veuille bien faire appel au «chef de la gauche» comme Mitterrand aime à s'appeler. C'est tout le problème de l'alternance qui est posé. Problème qui est débattu par les politiciens depuis plus d'un an. Les positions du PS sont claires depuis longtemps. Mitterrand est prêt à être l'exécutant de Giscard et cela au nom du respect du suffrage universel qui a donné la majorité à Giscard en 74. Grand seigneur, le chef de la gauche s'engage à ne pas créer des difficultés au Président de la République, à ne pas ouvrir de «crise de régime»... à la condition qu'en échange, Giscard laisse à Mitterrand suffisamment d'autonomie. Avec le régime de plus en plus présidentiel de la cinquième République, on ne voit pas ce que peut signifier cette autonomie !

Toujours est-il que depuis des mois, la balle était dans le camp de Giscard. Jouerait-il le jeu ou non ? Aujourd'hui la réponse est connue officiellement. Giscard a répondu :

Oui, mais... *Oui à*

C'est à cela que pense Mitterrand lorsqu'il déclare : «*Les syndicats réclament des avantages pour leurs mendants, qui ne seront pas nécessairement conformes à la gestion de l'économie telle que nous la concevons. Il faudra débattre, discuter, peut-être même disputer.*». Nous sommes prévenus : nos revendications risqueraient fort de ne pas être conformes à ce que ces messieurs estimeront raisonnable et comme aujourd'hui, c'est par la lutte qu'il faudrait les imposer. Le «consensus» ne durerait pas longtemps !

l'«alternance», mais avec la social-démocratie. En clair : oui, à condition que le PCF ne soit pas associé directement à la gestion de l'État. L'ouverture sur le PS ne peut être plus nette : «*Je crois que, s'il y avait une proposition social-démocrate en France, elle aurait, contrairement à ce que l'on croit, probablement beaucoup plus d'intérêt et beaucoup plus de support que la proposition du programme commun...*»

Vollà Mitterrand comblé. Il va pouvoir être le premier ministre de Giscard. Qu'en pense le PCF ? Il est étrangement discret ces derniers temps sur les propos de son allié socialiste. Il attend.

Quoi ? Les élections ! Ce n'est plus le moment de se quereller. Mitterrand voudrait bien aussi que les masses attendent 78 : «*Des élections générales auront lieu avant un an et demi. Il est sain que la droite au pouvoir achève de démontrer son incapacité à maîtriser la crise.*»

Comme si le pouvoir n'avait pas démontré depuis longtemps non pas son incapacité à maîtriser la crise mais sa volonté de la faire payer aux travailleurs !

Ils l'ont dit

«La plus grande partie de l'économie française restera privée».

Michel Rocard
12/10/76

«Il ne faut pas que la collectivité se substitue à l'entreprise».

Mitterrand
12/10/76

«Pendant longtemps le profit restera le moteur d'une économie de marché».

Rocard

«Au cours de l'histoire les socialistes ont changé de point de vue pour aborder le marché. Après l'avoir condamné, ils en étaient arrivés à l'idée que l'on pourrait le découper par tranches et ne lui reconnaître un rôle que dans certains secteurs. Mais en réalité, on ne biaise pas avec le marché et sa régulation est globale». Donc, c'est le marché qui dominera le fonctionnement des entreprises nationalisées. On le savait déjà, mais les aveux de Rocard sont les bienvenus. On attend la réponse du PCF... Chiche !

Rocard
12/10/76

«Nous partirons de la confiance du travail et nous essaierons de gagner celle de l'argent». C'est sans doute un lapsus ! Rocard voulait dire : nous partirons de la confiance de l'argent et nous essaierons de gagner celle du travail.

Rocard
12/10/76

«Il n'est pas question de spolier les petits actionnaires».

Mitterrand
12/10/76

«Je prends l'engagement qu'à l'occasion de ce transfert, (les nationalisations) il n'y aura aucune perte de capital ou de propriété».

Mitterrand
12/10/76

«Sous réserve d'un contrôle, nous sommes pour la liberté de circulation des capitaux».

J.P. Cot
12/10/76

«Il serait imbécile de fermer les frontières aux investissements étrangers».

Mitterrand
12/10/76

«Appeler cela un plan, non et non ! Hors un procédé intelligent, d'autant plus intelligent que nous l'avions proposé à une époque où Giscard d'Estaing le rejetait, je veux dire la combinaison entre le contrôle des prix... et la baisse de la TVA... tout le reste est vraiment court».

Mitterrand
23/10/76

«Voyez comment Heath, l'homme de la droite dans son pays, s'est brisé en Grande-Bretagne à cause de son incroyable incompréhension de la réalité économique et sociale et comment les dirigeants travaillistes placés devant la catastrophe ont obtenu le consentement des salariés, condition, certes, insuffisante, mais nécessaire du redressement».

Mitterrand
23/10

«Il nous faudra redresser une situation économique compromise par les gestions antérieures. C'est pourquoi je ne dissimule pas la difficulté de la tâche. Mais la France est un pays qui peut trouver en lui-même d'immenses réserves de foi, d'énergie, de courage».

Retrouvez vos marches !

Mitterrand
23/10/76

«Le gouvernement Barre n'a pas le souffle qu'il faut».

Mitterrand
23/10/76

«Un gouvernement de gauche ne ferait pas la politique de ses extrémistes». Un avertissement pour le PCF et le CERES mais avant tout pour les travailleurs combatifs.

ON LE SAVAIT

«Je ne suis pas marxiste».

Mitterrand
26/4/76

DEVELOPPEMENT CAPITALISTE ET EXPLOITATION DE LA MASSE DES PAYSANS DANS LES COTES DU NORD

«Il faut commencer par établir un contact entre la ville et la campagne (...) établir des contacts entre les ouvriers des villes et les travailleurs de la campagne...». C'est en reprenant cet appel que Lénine lançait en janvier 23, que le P.C.R. ml a engagé un travail d'enquête et de liaison avec la paysannerie pauvre et moyenne de plusieurs régions.

Le texte qui suit rend partiellement compte du travail du groupe d'enquête effectué cet été dans les Côtes du Nord. Ce premier article traite de différents aspects du développement capitaliste dans la production agricole, de l'introduction de nouveaux rapports de production ; dans le numéro prochain, nous poursuivrons en présentant alors les luttes qu'ont engagées les paysans contre les effets de l'exploitation capitaliste et, de façon générale, les positions de classes, les ambiguïtés et les acquis politiques du mouvement paysan tel qu'il nous est apparu au cours des nombreuses discussions que nous avons pu avoir.

● Des quatre départements bretons, le département des Côtes du Nord est le plus touché par l'émigration. Jusqu'en 1866, il fut le plus peuplé de la province. Il est devenu le moins peuplé, l'un des plus ruraux et il fournit encore l'un des plus forts contingents à l'émigration.

● L'agriculture y occupe quatre personnes sur dix et les «spécialistes» parlent souvent du dynamisme de l'agriculteur breton. Pourtant de 1954 à 1968, plus du quart des travailleurs de la campagne ont dû quitter leur travail pour aller à Saint Briec, Guingamp, Lannion ou hors du département. Pour la plupart des hommes (plus de 60%), ce départ signifie un passage direct de l'exploitation agricole à la situation de prolétaire dans l'industrie. Si, pour les femmes, le phénomène de prolétarianisation — au sens strict — est moins sensible, une part importante d'entre elles — qui se

retrouvent dans le «tertiaire» — n'est placée qu'à des postes subalternes et soumise à l'exécution de tâches déqualifiées.

● Comme dans toutes les régions sous-développées par l'économie capitaliste, près de la majorité (46%) des ouvriers travaillent dans le bâtiment et les travaux publics tandis qu'une part importante du peuple des villes est employée par l'administration. L'implantation récente de l'industrie chimique (Le Joint Français), mais surtout de l'industrie électronique (Pleumeur Bodou) qui avait été présentée comme une réussite de la politique d'aménagement du territoire, s'essouffle — cassée par la crise. L'industrie agro-alimentaire qui emploie plus de 17% de la population active est en pleine restructuration. Bref, comme partout, le chômage sévit.

particulièrement enquêté —, la moyenne tombe au dessous de 15 ha. Pourtant, l'agriculture y est loin de figurer un secteur «gelé», à l'abri du développement capitaliste.

Le processus de concentration des terres existe et s'élargit puisqu'en 1963, la surface agricole moyenne n'était que de 13 ha pour le département. Corrélativement à cette concentration entre 1955 et 1970, une exploitation sur quatre a disparu.

Mais si les grosses exploitations existent, elles demeurent en très petit nombre : 0,5% des exploitations ont plus de 50 ha (2,3% des terres agricoles). Et la dizaine d'exploitations de plus de 100 ha du département représente le plus souvent des restes de la propriété féodale acquis par des bourgeois fortunés.

Bien que les entreprises capitalistes agricoles soient des exceptions et même si pour de nombreux paysans le point de vue est que «dans la région, il n'y a pas de gros, nous sommes tous solidaires», le phénomène de différenciation de la paysannerie en couches, avec leur situation économique distincte et leur idéologie propre, demeure. Il est difficile de cerner strictement ces couches uniquement à partir d'un ou même de plusieurs critères. La superficie en hectare constitue un élément important dans la mesure où la production et le type de développement sont relativement homogènes sur une région.

Propriété foncière, concentration des terres et «politique des structures».

Cependant, pour les experts bourgeois, il y a encore 50% de la population agricole active du département en trop. Pour le capitalisme, la propriété foncière surtout quand elle existe sous la forme de la petite propriété parcellaire, comme

dans la région, apparaît comme un frein. Dans le département des Côtes du Nord, la surface moyenne utilisée est de 17 ha. Et dans les cantons au Sud de Guingamp — notamment celui de Bourbiac sur lequel nous avons plus



Entre 1954, et 1962, alors que la région de Bretagne, la population augmentait légèrement (+1,5%) celle du département des Côtes du Nord diminuait de 1,1%.

Entre 1962 et 1969, toutefois, cette population qui n'avait cessé de diminuer depuis un siècle, marque une légère augmentation. Elle passe de 501.923 habitants à 506.102. Mais avec ce taux de progression de 0,8%, le département des Côtes du Nord connaît encore le taux de croissance le plus bas des départements bretons.

Les paysans pauvres — au sens où nous l'entendons* — existent en grand nombre dans les Côtes du Nord. Les exploitations qui ont entre 10 et 20 ha et sur lesquelles on les rencontre généralement constituent 32% des exploitations du département. Un nombre non négligeable d'agriculteurs — la plupart du temps âgés de plus de 55 ans et surtout plus de 65 ans — travaillent même à grand peine et pour une misère des terres de moins de 10 ha.

Même s'il est certain que pour le paysan aisé, la propriété de son sol représente un patrimoine sérieux et une sécurité garantie, on a toujours tendance à privilégier le fait de savoir si le paysan est propriétaire ou non de sa terre. De ce point de vue l'observation du système de propriété est au premier abord déroutante.

De façon générale, 28,3% des exploitations sont en faire-valoir direct (les exploitants en sont propriétaires), 26,8% sont en fermage seul et près de la moitié sont en mode mixte (propriété et fermage). Mais on s'aperçoit que c'est en dessous de 10 ha que domine le faire-valoir direct ; son importance décroît au fur et à mesure que croît la taille de l'exploitation. Ce n'est que pour les exploitations de plus de 50 ha qu'on retrouve un nombre comparable d'exploitations en faire-valoir direct et en fermage.

Ces différences renvoient à des comportements déterminés généralement par des situations économiques particulières. Aujourd'hui, le paysan qui a 15 ha au moins, souvent mal outillé, âgé, ne peut pas envisager d'agrandir en

prenant de nouvelles terres en fermage, car ses terres représentent déjà le maximum de travail qu'il peut fournir. Il aurait peut-être pu agrandir son exploitation, il y a une vingtaine d'années, au prix de gros efforts, mais resté célibataire, ou ses enfants partis à la ville, il a préféré demeurer en l'état. Ou bien parti de 5 ou 6 ha, il a effectivement agrandi son exploitation à cette époque, mais depuis, paupérisé, il est devenu incapable de renouveler l'opération.

Le paysan moyen, lui, aura cherché à conserver, parfois développer, le niveau de revenu que lui fournissent ses moyens de production. Pour cela, le premier pas c'est l'agrandissement de l'exploitation, seul capable de permettre l'utilisation rationnelle de l'équipement acquis ou attendu. Mais, pour la plupart d'entre eux, acheter des terres supplémentaires, alors qu'ils ont dû déjà s'endetter pour payer la soulte* à leurs frères et sœurs au moment de l'héritage, ce n'est pas possible. Soit que le capital bancaire leur refuse, soit que cet investissement trop lourd remette en cause toute espérance de développement pour une modernisation future. Aussi, la seule solution pour eux sera de prendre des terres en fermage. Or les terres nouvelles en fermage sont relativement rares. C'est là un problème important sur lequel insistent les paysans moyens. Les 11 000 ou plus hectares libérés chaque année par les exploitants bénéficiaires des I.V.D. (indemnités viagères de départ) sont évidemment à vendre et seuls les paysans moyens de la couche supérieure sont à même de pouvoir les acheter*.

Ces situations différentes vis-à-vis du problème foncier — (même si elles n'empêchent généralement pas dans les luttes de la région l'unité des petits et moyens paysans contre l'éviction de fermiers et les cumuls trop importants) — sont apparues nettement dans les discussions que nous avons pu avoir avec eux sur le remembrement ; celui-ci étant effectué ou en cours. En général, les paysans moyens sont pour. Ils y voient une disposition plus rationnelle de leur terre et la possibilité de mieux utiliser leur matériel. L'appréciation qu'ils portent sur le remembrement est avant tout technique : « Ici le remembrement a été plutôt bien fait ». Pour les paysans pauvres, qu'ils soient de vieux paysans traditionnels ou des paysans surchargés de dettes et figés depuis longtemps sur la voie de la modernisation, la réaction devant le remembrement est tout autre. « Les petits n'ont pas la possibilité de s'agrandir. Aussi pour le remembrement, personne n'était d'accord, sauf trois. Mais c'est passé quand même. Les trois bien sûr, ce sont eux qui avaient fait le projet... en se sucrant au passage ». Un autre petit paysan nous a clairement dit que « le remembrement c'est fait pour les gros », mais qu'il ne se laissera « jamais marcher sur les pieds ». Il a entendu parler d'un village où les paysans sont en procès contre le remembrement et il en fera autant !

Un autre point conséquent au remembrement et sur lequel les petits paysans sont très sensibles, c'est celui des bouleversements physiques au niveau du sol que peut entraîner un remembrement inconsideré : « Ça accentue les effets de la sécheresse du fait que les talus ne gardent plus l'eau et durant les fortes pluies, on risque les inondations (...) les sols vont s'épuiser plus vite... il faudra mettre plus d'engrais et ça coutera trop cher pour nous (...) Et puis à quoi ça sert de remembrer, au rythme où disparaissent les petits, dans quinze ou dix ans, le remembrement, il aura été fait tout seul ! » Il est vrai que dans le département, 50% des chefs d'exploitation ont plus de 50 ans, tandis que 7,8% d'entre eux ont moins de 35 ans.

En fait, la bourgeoisie n'est pas restée inactive devant l'obstacle que constitue la petite propriété parcellaire, au développement des rapports de production capitalistes dans l'agriculture.

La politique agricole s'est efforcée d'accélérer le processus de concentration des terres. C'est avec la loi d'orientation de 1960 complétée en

* « Les paysans pauvres qui n'emploient pas de salariés, qui possèdent ou louent de petites parcelles de terre et qui ne sont pas en mesure de retirer de leur travail un excédent susceptible d'être capitalisé... » extrait du programme du PCR

* Ce qui explique que de nombreux petits paysans proches de la retraite nous ont dit qu'ils se demandaient bien qui allait reprendre leur terre après leur départ.

* Soulte : Ce que l'une des parties paie à l'autre pour rétablir l'égalité des lots en partage.

1962* que la bourgeoisie entreprit de mettre en œuvre cette politique, qu'elle appela dès lors «la politique des structures».

La «politique des structures» (que s'apprête à remettre en œuvre, aujourd'hui, à un niveau plus élevé, la bourgeoisie avec la bénédiction de Debatisse, cf. son interview au «Monde») se fonde sur deux points.

— Un, les agriculteurs sont trop nombreux, il faut donc «faciliter» leur départ ;

— deux, le départ des agriculteurs jugés en surnombre doit bénéficier avant tout aux exploitations les plus «rentables».

Avec cette politique qui combine l'action de la SAFER, du remembrement et des IVD*, la bourgeoisie a obtenu certains résultats. Elle a nettement marqué dans un premier temps une redistribution des terres au profit des exploitations de plus de 20 ha.

Être passé d'une surface d'exploitation moyenne de 13 à 17 ha sur le

département, c'est sans doute peu pour la bourgeoisie — et l'on est loin d'être arrivé à la forme «classique» de l'exploitation agricole capitaliste. Mais pour aller plus vite, il aurait fallu pour la bourgeoisie vaincre de front la résistance de la masse des paysans bretons. Or l'on sait que la politique de la bourgeoisie s'est, à partir de Pisani, nettement efforcée bien au contraire de trouver des points d'appui parmi le courant nouveau de la paysannerie moyenne, apparu dans l'Ouest.

Et puis, la relativement faible concentration des terres n'est pas significative de l'importance qu'a l'emprise du capitalisme sur le paysan breton.

Avant de préciser la voie de développement spécifique qu'a pris le capitalisme, nous devons parler de tout un bouleversement qu'a connu la production agricole du département et que ne laisse pas apparaître la lenteur du processus de concentration.

parce que la production est généralement toute entière destinée à l'alimentation du bétail.

Dans le même temps que disparaissait une bonne partie de la production de blé, la production de lait faisait plus que tripler. On assistait à un relatif développement des troupeaux de vaches laitières. En 1968, 84% des éleveurs ont moins de 10 vaches et 4% seulement ont plus de 15 vaches. En 1970, 50% des éleveurs ont moins de 10 bovins (dont trois quarts de vaches laitières) et 25% ont plus de 20 bovins (dont seulement 50% de vaches laitières). Mais plus que la concentration des troupeaux, deux éléments vont jouer.

D'abord, une recherche systématique des hauts rendements qui conduit les exploitants à abandonner les races armoricaines et froment du Léon au profit des races normandes et françaises «frisonne pie». Et puis surtout, le fait qu'aujourd'hui la quasi totalité (+90%) de la collecte se fait en lait et non plus en crème.

Pourquoi un tel bouleversement ?

Il semble que plusieurs facteurs complémentaires soient intervenus. D'une part, le blé breton ne pouvait plus demeurer concurrentiel avec le blé produit dans les grandes fermes du Bassin Parisien ou des plaines du Nord. Même si les rendements dans les Côtes du Nord sont fort honorables (passant de 17,5 q/ha en 1950 à 38 q/ha en 1970), ceux-ci ne peuvent exister qu'au prix d'un sur-équipement, vu la taille des exploitations. Dans une période où la production de blé paraissait excédentaire sur le marché, il était clair que la petite exploitation bretonne de polyculture à

L'abandon de la petite polyculture céréalière et la spécialisation dans l'élevage

A force de travail, de sables marins ramenés à l'intérieur pour enrichir la terre, de défrichement des landes, la pauvreté initiale du sol breton a laissé place à un sol relativement riche et fécond. La Bretagne était devenue ainsi une région fort productrice de blé mais aussi de pommes de terre.

Pourtant, en une quinzaine d'années, la production agricole de la Bretagne, particulièrement dans les Côtes du Nord, va changer brusquement.

En 1955, le département des Côtes du Nord avait 93 580 ha de sa surface agricole consacrée au blé — soit près de la moitié de ses terres labourables. En 1970, il ne subsistait qu'un tiers de cette surface cultivée en blé. A l'opposé, les surfaces consacrées à l'orge étaient multipliées par quatre tandis que les cultures fourragères connaissent un développement spectaculaire. Notamment le maïs fourrager qui, inexistant en 1960, est planté aujourd'hui sur plus de 8 000 ha. S'agit-il d'une extension de la polyculture ? Tout au contraire, derrière cette diversification de la production, il faut avant tout tenir compte de celles qui seront vendues comme marchan-

dises, de celles qui fourniront au paysan l'essentiel de son revenu.

Or les collectes de l'orge, de l'avoine comme des cultures fourragères sont presque nulles (alors que leurs productions sont devenues fort importantes)

UN VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION AGRICOLE AU PROFIT DE QUELQUES JEUNES «ENTREPRENEURS»

Taille S.A. utilisée (en ha)	Age du chef d'exploitation					
	— de 35 ans	35 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 ans et +
	Nombres absolus					
Moins de 5	517	2.896	1.000	1.705	2.349	3.663
5 à moins de 20	1.751	8.549	2.190	3.017	2.179	1.485
20 à moins de 50	1.412	4.920	736	755	412	193
50 et plus	36	97	13	14	11	7
Toutes tailles	3.716	16.562	3.939	5.501	4.951	5.328
	% en ligne					
Moins de 5	4,3	23,9	8,2	14,0	19,4	30,2
5 à moins de 20	9,1	44,9	11,4	15,7	11,3	7,8
20 à moins de 50	16,7	58,3	8,7	9,1	4,9	2,3
50 et plus	20,2	54,5	7,3	7,9	6,2	3,9
Toutes tailles	9,3	41,4	9,8	13,8	12,4	13,3

* Jusqu'alors la politique traditionnelle de la bourgeoisie (mise à part la loi sur le fermage au lendemain de la Libération) s'était surtout attachée à pratiquer une politique des prix, c'est à dire d'aumônes et d'assistance pour les petits et de générosités (rentes de situations) pour les plus gros.

dominante céréalière n'était plus en mesure de survivre face aux exploitations céréalières où sont mis en œuvre des rapports de production essentiellement capitalistes.

La main-mise des gros exploitants sur la production du blé (mais également des betteraves et des pommes de terre*) apparaît nettement lorsqu'on examine la progression de la part que fournissent en France les exploitants cultivant plus de 1 000 ha : 12,5% de la collecte en 1950, 16% en 55-56 et plus de 25% entre 64 et 67. En 1970, alors qu'ils représentaient 2,7% des producteurs de blé, ils livrent un tiers de la collecte.

On assistait d'autre part, à l'abandon par les grandes fermes de l'élevage et à l'élimination de leurs cultures fourragères (qui représentent aujourd'hui moins de 4% de leurs surfaces labourées). Plusieurs obstacles que connaissent bien les paysans freinent l'accumulation dans le secteur de l'élevage. D'abord, l'élevage nécessite une main d'œuvre en l'état actuel beaucoup plus importante que pour la production céréalière. Le métier d'éleveur est aussi beaucoup plus astreignant et comporte plus de risques que celui qui consiste à produire des végétaux.

Mais surtout le capital d'exploitation est beaucoup plus coûteux en élevage qu'en orientation «culture» (de 10% pour les exploitations de 20 à 30 ha et de 50% pour celles de plus de 50%). Et le capital investi dans l'élevage rapporte en moyenne beaucoup moins que celui investi dans la production céréalière ou la betterave (le revenu pour un ménage orienté vers la production bovine serait inférieur de 40% pour une exploitation de 20 à 30 ha, de 46% pour une exploitation de 30 à 50 ha et de 64% pour les exploitations de plus de 50 ha).

C'est ainsi que «tout naturellement», la Bretagne est devenue une zone d'élevage du fait des lois du marché dominé par le capitalisme agraire. Aussi, même si le développement de l'élevage s'est trouvé considérablement accéléré par des intervenants locaux (organismes professionnels de vulgarisation, de crédit, mais aussi tout un courant de jeunes agriculteurs qui espéraient trouver dans le lait une source de revenu sûr et régulier) on comprend pourquoi tous les petits et moyens bretons ressentent nettement la différence de classe qui les sépare des gros céréaliers des grandes plaines.

servait à engraisser les porcs. Mais pour que cette production soit vraiment orientée vers l'échange, il ne suffisait pas que l'industrie laitière engage sa collecte, il fallait que cette collecte se fasse sous forme de lait et non de crème. En effet, le traitement de la crème ne permet que de faire du beurre qui dans le domaine laitier est un produit de très faible valeur. Par contre les pâtes fraîches, les yaourts, le lait concentré permettent des profits plus importants. Aussi très vite, la petite industrie laitière bretonne et surtout le jeune secteur coopératif en plein développement, avec l'aide du Crédit Agricole, s'équipèrent pour traiter le lait. Ces installations coûtent très cher et nécessitent de multiplier par vingt les investissements.

Et devant les difficultés que rencontrent certaines entreprises industrielles, on assiste alors à l'intervention directe de grands capitaux d'affaires et industriels qui prennent le contrôle sur la Bretagne de dizaines d'entreprises laitières et engagent une première restructuration. Ainsi sur l'ensemble du département, plusieurs usines de traitement de lait emploient aujourd'hui plus de cent personnes : la laiterie moderne de Trégor (à Pontrieux), la laiterie de que cette production soit vraiment l'Arguenon (à Créhen), la Société Laitière Bretonne à Gingamp. Quelques petites coopératives laitières existent encore et de ce point de vue, la restructuration dans les Côtes du Nord et en Bretagne en général est beaucoup plus récente et moins avancée qu'en Normandie. Les trusts de cette dernière région font même d'une certaine façon bénéficier l'industrie bretonne de l'expérience qu'ils ont acquise dans l'exploitation des petits producteurs (ainsi l'U.L.N., une des plus grosses coopératives de France vient de racheter Negobeureuf, gros trust au capital privé).

Le développement de l'industrie laitière et la pénétration du grand capital

La différence des structures foncières et du niveau de développement des rapports de production suivant les régions n'assigne pas seulement à celles-ci la spécialisation dans tel ou tel type de produit agricole, elle détermine aussi une stratégie particulière du capital.

Autrement dit, si pour les paysans des Côtes du Nord, la spécialisation dans l'élevage ne constitue absolument pas un choix délibéré — comme nous venons de le voir — la bourgeoisie n'avait nullement l'intention de laisser cet important secteur de la production agricole à l'écart du développement capitaliste.

Et la rentabilité trop faible de l'élevage dans le cadre d'une production capitaliste devait être obtenue en extorquant un surtravail à la petite production marchande.

Prenez l'exemple du lait. Jusqu'en 1964, la presque totalité des produits

collectés était constituée par du beurre fermier et de la crème*. Il a déjà fallu transformer cette production en marchandise, car les paysans vendaient souvent une partie de leur beurre à la ville mais gardaient le lait écrémé qui

Une exploitation renforcée des petits producteurs

Le développement de ce puissant secteur de l'industrie agro-alimentaire s'est fait, corrélativement à l'exploitation de ses ouvriers pour une grande part sur la misère des paysans. Une domination de plus en plus importante des gros trusts laitiers s'est fait sentir sur les producteurs. Le premier aspect de cette domination est constitué par le quasi monopole qu'arrivent à avoir certaines usines laitières sur une région.

Les firmes et les coopératives ont passé des accords entre elles pour se partager les producteurs. Sur la région

sur laquelle nous enquêtons, presque tout le lait allait à Negobeureuf, plus au Nord, c'était la coopérative de Pontrieux qui le collectait.

Cette situation de monopole qu'arrivent à avoir ces firmes laitières est très lourde de conséquence pour les petits producteurs. Non seulement ceux-ci, pour la commercialisation de leur produit, sont bien obligés d'accepter — à moins d'engager la lutte — les conditions de la laiterie, mais aussi ils voient le capital intervenir directement dans leur situation de producteurs

* Jusqu'au début des années 60, la pomme de terre occupait une place importante dans les productions agricoles des Côtes du Nord. Depuis 1963 les superficies plantées en pommes de terre ont très nettement régressé, passant de 36 400 ha en 1960 à 10 900 en 1970. Les changements intervenus dans l'alimentation du bétail où l'orge et le maïs l'ont remplacée sont loin d'expliquer l'ampleur

de cette régression.

* Seules quelques petites entreprises spécialisées dans la distribution de produits frais collectaient du lait. Le lait ne représentait en 65 que 15 % de la collecte totale, 65 % en 67 et 90 % en 70.

jusqu'ici «indépendants» aux seules fins de son profit.

Le souci de la firme est évidemment d'abaisser le prix de production du lait. Pour abaisser la valeur des produits des petits et moyens paysans dont elle est tributaire, elle a imposé à ceux-ci un investissement croissant. Recourant aux prêts du Crédit Agricole ou pris en charge par la firme (pour s'équiper en trayeuses électriques, tanks de conservation) les paysans ont vu s'accroître leur dépendance vis-à-vis du capital bancaire et industriel. Cette dépendance

Intégration, nouveaux rapports de production et bases objectives du renforcement de l'unité ouvriers-paysans

Devant l'obstacle de la petite propriété parcellaire, il semble donc que soit apparue une voie spécifique au développement capitaliste. Sans qu'à terme soit remise en cause l'analyse classique de la disparition de la petite exploitation au profit de la grosse, la domination du capital apparaît aujourd'hui dans la région par la soumission qu'il impose au travail du producteur alors même que celui-ci reste possesseur et même propriétaire juridique de ses moyens de production*.

Nous avons pris l'exemple du lait et avons vu comment cette soumission s'exprimait par une domination en amont (type de production, machines, normes de productivité, aliment pour les bêtes...) et en aval (vente de la marchandise) du petit et moyen producteur. Dans les régions des Landes et des Monts d'Arrée et du Méné — dans laquelle nous étions et qui est la plus pauvre des Côtes du Nord (avec un revenu brut par exploitation de 16 000 F contre 18 000 F pour le département et 21 000 F pour la Bretagne), les deux tiers des revenus des paysans sont fournis par le lait — et cette proportion est généralement supérieure pour les petits paysans. L'exploitation des petits et moyens paysans passe avant tout par la domination des firmes et coopératives laitières. Cependant, d'autres processus d'intégration sont en cours dans le département, notamment dans le domaine de l'aviculture, de l'élevage de jeunes bovins et surtout du porc (production multipliée par cinq depuis 1950). Ces intégrations qui sont généralement sanctionnées par un contrat ont chacune leurs particularités, suivant le poids qu'ont réussi à acquérir les firmes dans la commercialisation sur ce

permet au capital de régler le niveau de surtravail extorqué au producteur et, ce faisant, de contrôler ainsi l'éviction progressive des moins «rentables», c'est-à-dire des plus pauvres*. Au dessous de X centaines de litres, la firme décrète qu'elle ne passera plus collecter le lait. Un patron d'une grosse laiterie de la région nous a dit qu'ils étaient encore, dans le département, forcés de tenir compte de l'importance des petits producteurs, contrairement à d'autres usines où la «clientèle» de gros producteurs est plus importante.

secteur, suivant la fluctuation des cours du produit et suivant la taille et le niveau de productivité de l'exploitation du producteur. N'ayant généralement pas atteint une situation de monopoles (comme l'industrie laitière) sur le marché, ces firmes spéculent sur les faibles revenus des producteurs de lait et surtout sur l'endettement des paysans moyens pour leur arracher un contrat malgré la très grande méfiance des paysans.

Mais de façon générale, ces intégrations, qu'elles s'exercent sur la production laitière ou de viande, s'accompagnent d'un certain nombre de traits communs significatifs au niveau de la transformation des rapports de production.

On est loin d'avoir abouti, sur le plan de la production agricole du département, à une production purement capitaliste. Pour cela il faut qu'il y ait séparation totale des producteurs directs de leurs moyens de production. Mais cette séparation apparaît déjà d'une certaine façon par leurs situations de travailleurs exploités par les firmes agro-alimentaires et le Crédit Agricole.

Déjà au niveau de la production laitière, les petits et moyens paysans de la région, même s'ils restent des producteurs indépendants les uns des autres dans le cours de leur travail, sont à même de saisir d'une façon concrète l'ennemi commun. Il y a encore dix ou vingt ans, confrontés aux marchés traditionnels qui pouvaient leur laisser certaines illusions par le choix qu'ils pouvaient faire de leurs fournisseurs ou de leurs clients, il existe aujourd'hui, du fait des quasi-monopoles des trusts laitiers, une base objective pour définir clairement la cible. Par-delà leurs «his-

toires» — qu'ils soient «modernistes» ou traditionnels* — les paysans exploités sont amenés à s'unir contre le patron de l'usine laitière à laquelle ils ont tous affaire.

D'autres éléments sont significatifs du nouveau statut du petit et moyen paysan devant la domination capitaliste. Spécialisée — comme on l'a vu, bien malgré lui — la direction qu'il a sur la conduite de son travail, sur les plans de la production comme sur la gestion de son exploitation, a tendance à se limiter aux marges étroites — lui laissant les normes techniques de la firme et les contraintes financières du crédit. La spécialisation — avec tous les risques que cela comporte — loin d'aboutir «à une plus grande qualification» du petit et moyen paysan — apparaît au contraire d'une certaine façon comme un procès de déqualification et entraîne généralement une plus grande soumission aux directives d'«experts» et de «spécialistes» de la bourgeoisie.

Tous ces changements dans les conditions de vie et de travail de la paysannerie du département ne sont donc pas le fruit de la simple évolution technique, du «progrès» comme a cherché à le faire croire la bourgeoisie, ils expriment plus fondamentalement, l'apparition de nouveaux rapports de production qui vont dans le sens d'arracher le travailleur à sa situation de petit producteur indépendant avant de l'évincer tout simplement de sa situation de petit propriétaire.

Certes, il ne s'agit pas de considérer que ce processus se fait de façon homogène* pour tous les paysans et la différenciation se poursuit au sein même des paysans intégrés. Il ne s'agit pas non plus de voir là s'estomper brutalement toutes les différences entre l'ouvrier et le paysan. Ces derniers sont loin d'être soumis totalement au rythme des machines, aux cadences d'un OS ou aux brimades d'un petit chef. Mais fermer les yeux sur ce phénomène nous rendrait incapables de saisir les acquis récents du mouvement des paysans pauvres et moyens dans une région jusqu'alors traditionnellement dominée par l'idéologie cléricaliste et réactionnaire et plus largement la base objective qui existe pour un renforcement de l'unité des ouvriers et des petits et moyens paysans pour faire céder la bourgeoisie et abattre le capitalisme.

* Les producteurs ont calculé qu'avec le prix auquel leur est payé le lait, les paysans moyens n'arrivent même pas au SMIC. Pour le paysan pauvre qui a un prix de revient plus lourd, la situation est pire.

** Certains y voient là, le modèle définitif qu'aurait adopté le Capital : maintenir et utiliser la propriété parcellaire pour amener le paysan à se surexploiter lui-même. Or il ne s'agit là que de la forme la plus achevée aujourd'hui de la domination du capitalisme dans ces régions. Tout autre point de vue est anti-marxiste et est démenti par le rythme même de la prolétarianisation de la petite paysannerie de la région.

* Il ne reste plus qu'un nombre infime — semble-t-il — de petits paysans qui ne livrent pas leur lait à la ferme et qui le gardent pour faire du beurre et nourrir leurs porcs.

** Et le rapport de force est évidemment différent entre la firme et l'agriculteur, selon qu'il s'agit du petit paysan des Landes qui livre le lait de ses 7 vaches à la coopérative ou du paysan intégré de l'Est du département qui s'est lancé dans l'exploitation d'une porcherie de plus de 200 porcs (la taille moyenne de porcheries construites sur le département en 70 était de 220 porcs.)

PREMIER ANNIVERSAIRE ÉLÉMENTS DE BILAN ET PERSPECTIVES

Le lundi 29 septembre 1975, paraissait le premier numéro du «Quotidien du Peuple». La bataille était engagée, à l'initiative et sous la direction du Parti, pour que la presse communiste devienne désormais une arme quotidienne dans la lutte de classes, à l'échelle de tout le pays.

Nous avons choisi là, de rassembler quelques éléments de bilan, de l'intérieur même du journal, en interrogeant quelques-uns des camarades qui ont mené depuis le début et mènent, sous la direction du Parti, la bataille pour la construction du quotidien communiste, sur différents fronts. Ces réponses n'abordent évidemment que quelques-uns des aspects multiples de cette entreprise, à laquelle participe l'ensemble du Parti.

INTERNATIONAL

UN CAMARADE DE LA SECTION INTERNATIONALE

«FORGER UN POINT DE VUE DE CLASSE»

—Grégoire Carrat : Au départ, le problème essentiel que nous avions à résoudre, c'était comme parvenir à forger le point de vue de classe, chaque jour, sur les problèmes extrêmement diversifiés de la lutte des classes dans le monde. Nous nous heurtions là au monopole très pesant de la bourgeoisie sur l'information internationale, filtrée, elle-même, de plus, au niveau de chaque pays par les classes dominantes. Je crois que nous avons considérablement depuis un an, multiplié nos moyens de briser ce monopole : en élargissant et renforçant les relations du Parti et du journal avec toute une série d'organisations révolutionnaires étrangères, en recourant autant que possible à des témoins directs de ressortissants de ces pays ou de camarades qui y ont séjourné, en menant des reportages ou en installant des correspondants : au Portugal, au Sahara Occidental, au Liban, en Allemagne, à Djibouti, en Italie.

Pour se forger un point de vue de classe, il a été nécessaire de se donner les moyens de refléter l'avancée du mouvement des masses dans tel ou tel pays, de faire apparaître sa réalité, son rôle moteur. Au fur et à

mesure que nous avons pu ainsi étayer, développer un point de vue de classe sur de nombreux pays, nous avons cristallisé autour de nous un réseau précieux de collaborateurs ou de correspondants. Car de plus en plus, les anti-impérialistes, les progressistes qui s'intéressent aux questions internationales, en développant leur réflexion propre, en viennent nécessairement à se rapprocher du point de vue marxiste-léniniste.

Le monopole bourgeois sur l'information internationale pose un autre problème : il met en avant certains faits «sensationnels». Nous devons répondre à cette actualité, mais sans sacrifier tout le reste, qui est souvent beaucoup plus important. Par exemple, le raid sioniste d'Entebbe a fait la une des journaux pendant plusieurs jours. Mais, il était absolument nécessaire, dans la même période, de donner toute son importance au développement du conflit au Liban !

Nous nous trouvons dans une phase très complexe du développement des contradictions au plan international : il était vital de se saisir du développement, par le Parti, de l'analyse de la situation internationale, de

l'effort de réflexion qui a abouti au 2^e Congrès du Parti. Si l'on ne s'en tient pas fermement au point de vue d'ensemble que dans le monde aujourd'hui les facteurs de guerre croissent parallèlement aux facteurs de révolution, il est impossible d'orienter notre travail. A la limite, si cette conception d'ensemble marxiste-léniniste est perdue de vue, les informations, les analyses dispersées, sur tel ou tel pays, sont vidées de leur intérêt politique et, rapidement, faussées.

C'est pourquoi, au fur et à mesure que nous avons mieux maîtrisé les moyens de recueillir l'information, notre section a progressivement approfondi son travail : il ne s'agit plus seulement de passer en revue l'actualité internationale et d'examiner les moyens pour y répondre, il s'agit avant tout, à présent, au delà de certaines spécialisations, de suivre l'évolution concrète des contradictions dans le monde, et de parvenir à un point de vue unifié, à la lumière de la ligne du Parti, sur des problèmes d'ensemble : le mouvement des pays du Tiers-Monde, la politique coloniale et néo-coloniale de l'impérialisme français, la

politique du social-impérialisme en Europe.

La transformation du «Quotidien du Peuple» en organe central implique une transformation en profondeur de notre travail : il faut que dans les pages internationales, le lecteur saisisse clairement le développement de l'ensemble des facteurs internationaux qui contribuent à affaiblir la bourgeoisie française. Il faut aussi que nous nous montrions davantage capables de mener le débat sur un certain nombre de phénomènes internationaux que les travailleurs interpellent parce qu'ils les rapportent directement aux problèmes de la lutte de classe en France : le rôle des révisionnistes en Italie, comment s'effectue la «normalisation» au Portugal ? Il faut enfin que nous soyons en mesure d'intervenir directement comme instrument de mobilisation : comme par exemple, lors de la visite de Juan Carlos à Paris.

Ces tâches impliquent que nous nous unifions plus étroitement autour de la ligne du Parti et de sa direction. Le processus est engagé !

POLITIQUE, INFORMATIONS GÉNÉRALES

UN CAMARADE DE LA SECTION POLITIQUE ET INFORMATIONS GÉNÉRALES

—Eric Bréhat : Il faut peut être distinguer les deux aspects de notre travail.

Au niveau des informations générales, il nous a fallu apprendre à aborder des «problèmes de société» très divers, la question régionale et l'«aménagement» du territoire, tout ce qui concerne le «cadre de vie» (pollution, logement, santé, alimentation etc...). Autant de problèmes sur lesquels le Parti avait défini une position d'ensemble, de grandes orientations pour l'analyse, mais qu'il nous fallait traiter, développer plus dans le détail, en prenant en compte au fur et à mesure le nouveau de l'actualité.

Il a fallu combattre un danger : on peut facilement «se spécialiser» dans les problèmes du nucléaire par exemple, constituer ses dossiers, rassembler tout un matériel d'enquête. Mais en quoi cela peut-il servir la lutte révolutionnaire du prolétariat ? Si l'on perd de vue ce qui fait l'unité de ces «problèmes de société», c'est-à-dire l'incapacité actuelle de la bourgeoisie à proposer un modèle de société crédible, ses hésitations à définir des choix d'avenir, alors même qu'elle gouverne «à vue», alors on peut faire des articles d'information, intéressants, bien documentés, mais qui ne vont pas au-delà, et ne s'inscrivent pas dans le projet d'ensemble du quotidien communiste.

Il y a l'autre aspect : si l'on ne part pas de ce point de vue là, du point de vue de l'aggravation de la crise politique de notre société, si l'on ne s'affirme pas en tant que communiste, dans tout notre travail d'enquête et de reportage, en interrogeant les travailleurs sur ces questions, alors on ne fait pas surgir les vrais problèmes, tels que les posent les travailleurs, la façon dont ils remettent en cause, dans les différents domaines, l'organisation d'ensemble de la société bourgeoise.

Tout est politique.

«TOUT EST POLITIQUE»

—Serge Livet :

En ce qui concerne politiques au sens essentiellement de l'évolution des forces et des projets politiques de la bourgeoisie, on a dû combattre un danger assez semblable.

Le jeu politique bourgeois occupe le devant de la scène, dans la presse et l'information télévisée. Il existe alors le danger de le considérer un peu comme un champ clos : affrontements au sein de la majorité, contradictions entre PS et PCF. Le travail de préparation au 2^e congrès du Parti, en retraçant globalement le cheminement de la crise politique, en précisant avec netteté notamment le projet propre de capitalisme d'Etat du PCF, nous a amenés à réagir beaucoup plus vigoureusement contre ce danger.

L'accélération de la crise, (changement de gouvernement, plan Barre, la journée du 7 octobre) a exigé que nous rapportions constamment et de façon beaucoup plus étroite, l'évolution des forces politiques bourgeoises, de leurs contradictions au développement de la situation politique dans les masses, dans la classe ouvrière en premier lieu. D'une part, en liant plus directement notre travail avec l'activité de la section luttes ouvrières et paysannes. Mais surtout en mettant au premier plan l'assimilation de la ligne du Parti, et en développant, sur cette base, notre capacité à rendre compte dans leur développement, de façon concrète, des positions dans le camp de la bourgeoisie.

Nous saisissons beaucoup mieux aujourd'hui, et c'est un nouvel esprit, en quoi notre travail peut et doit se rapporter très directement aux questions politiques qui se posent dans les masses.

UN CAMARADE DU SECTEUR FABRICATION

«NOUS ALLONS DE L'AVANT»

— Henri Fabre :

Un certain nombre de camarades participent aux tâches de fabrication proprement dite du journal.

La bataille que nous menons depuis un an est riche d'enseignements et je crois que l'on peut être fier des succès remportés dans ce domaine.

Il faut voir que l'on est parti d'un petit nombre de camarades déjà expérimentés et que les autres se sont formés, avec leur aide, au fur et à mesure, dans le cours même de la fabrication. De toute façon, pour tous, il a fallu s'initier à des techniques nouvelles.

L'acquisition et la maîtrise de ces techniques n'auraient pu se faire aussi rapidement, si l'efficacité n'avait pas été saisie tout de suite comme une nécessité politique. Efficacité pour sortir à l'heure : l'enjeu était clair pour nous, voulait-on un journal capable d'apporter le point de vue communiste, les orientations du Parti chaque jour, aux travailleurs de tout le pays ou un journal un peu marginal, arrivant de façon fantaisiste en province et restreignant en définitive, son audience à la région parisienne. Notre responsabilité vis-à-vis du Parti et vis-à-vis des masses était engagée. Cette bataille, nous l'avons gagnée rapidement, au prix d'une lutte politique constante. Aujourd'hui, le problème est résolu : cela nous a permis, à la rentrée, de faire un pas en avant : nous sortons maintenant deux éditions, une édition abonnés et une édition pour les kiosques. Cela signifie que nous avons presque doublé l'efficacité de notre travail.

L'efficacité, c'est aussi la capacité de réaliser une mise en page, nette, lisible, immédiatement accessible. Et là aussi, la responsabilité politique, la prise en compte des critiques des lecteurs ont joué un rôle déterminant.

Ce qui est important et enthousiasmant, c'est que constamment nous n'arri-

vons à surmonter toute une série de problèmes techniques qu'en rompant avec des normes traditionnelles d'organisation du travail, en trouvant chaque fois des solutions nouvelles, fondées sur la conscience politique et la capacité d'initiative des camarades. Il pourrait y avoir en effet une façon techniciste, bureaucratique en définitive, de faire face aux tâches de plus en plus complexes à remplir. Nous allons en sens inverse. Nous avons brisé, dans une large mesure, le cloisonnement qui aurait pu s'instaurer entre journalistes et fabricants. Les journalistes sont associés à des tâches techniques et y sont initiés. Au niveau de la fabrication, certains sont chargés de la rédaction d'articles. Au sein même du secteur fabrication, les camarades sont de plus en plus polyvalents : ils acquièrent

ainsi une vision d'ensemble du processus, la capacité d'y intervenir activement et de faire face beaucoup plus soupagement à telle ou telle urgence.

Cette recomposition des tâches répond en effet à une exigence politique : il ne s'agit pas seulement d'assurer une base technique solide qui permette de sortir régulièrement le journal. Il faut que nous soyons capables de satisfaire, dans ce cadre, aux urgences de l'actualité politique : les numéros spéciaux que nous avons sortis, immédiatement en hommage à Mao Tsé-toung matérialisent la façon dont nous mettons la politique au poste de commande.

Éliminer les coquilles, clarifier la mise en page. Tous ces problèmes « techniques » sont, en définitive, politi-

ques. Ils se résolvent pour autant que les camarades envisagent plus fermement, en tant que communistes, leur travail. Les monteurs ont en général une large initiative dans la tâche de mise en page, parce qu'ils saisissent l'importance politique respective des articles, la nécessité de valoriser tel titre, etc...

Il faut souligner aussi que la conscience politique des camarades, leur volonté de compter sur leurs propres forces a permis de trouver de nombreux moyens d'éliminer le gaspillage, d'assurer nous-mêmes de nombreuses tâches d'entretien et aussi de promouvoir une série d'innovations techniques.

Dans tout cela, ce qui est décisif, évidemment, c'est la vie politique dans le cadre des cellules du Parti, où se retrouvent unis journalistes et camarades de la fabrication. C'est le lieu, où les grandes orientations définies par la direction du journal, sont discutées et concrétisées, où elles sont rapportées aux tâches d'ensemble du Parti. La bataille a été menée pour que les camarades, malgré leurs tâches, assurent régulièrement un travail de masse. C'est vital : tout fléchissement dans la vie politique des cellules se traduit bientôt par un relâchement de notre travail au journal. Nous sommes avant tout des communistes. S'il n'en était pas ainsi, nous deviendrions un obstacle au développement de la presse du Parti.

Au bout d'un an, on peut dire, qu'à partir de moyens relativement limités, nous sommes parvenus à une bonne maîtrise technique. Nous avons encore à apprendre mais nous n'avons plus rien à voir avec l'amateurisme. Le trait dominant, c'est que nous sommes fiers de ce que nous avons construit et qu'avec le Parti, nous avons confiance nous allons de l'avant !

Le quotidien du peuple

HOMMAGE AU CAMARADE MAO TSE TOUNG

RASSEMBLEMENTS DANS TOUTES LES VILLES

A PARIS:
VENDREDI 10
MÈRE LA CHAISE
RASSEMBLEMENT
12 h 30
Place Gambetta

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

AVEC LES CAMARADES DE LA SECTION
LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES«RENDRE COMPTE
DU MOUVEMENT DE L'INTÉRIEUR»

— Gérard Privat :

Au départ, à partir du projet d'ensemble d'un quotidien communiste, on avait saisi la nécessité, à notre niveau, de ne pas seulement servir de haut parleur aux luttes, mais de contribuer, à partir des luttes, à l'avancée du débat politique, tel qu'il se poursuit et progresse dans les masses.

— Richard Feuillet :

Oui mais, dans les premiers mois, nous avons eu beaucoup de difficultés à nous approprier cette orientation. Sous la pression des impératifs techniques nouveaux à maîtriser, le danger d'une conception opposée, apolitique s'est renforcé. Cela pouvait aboutir à des articles, marqués par le stéréotype, rendant compte seulement des caractéristiques de l'usine, des revendications, des péripéties de la lutte et d'une appréciation généralement superficielle des rapports de forces. Avec une conclusion générale dénonçant, par exemple, le sabotage des révisionnistes.

Les camarades du Parti, les lecteurs ont critiqué cette conception qui, avec l'inertie d'une routine, risquait de s'installer : «A part les noms de boîte, de ville, les articles pourraient être interchangeables». Et surtout, pour les camarades des cellules d'entreprise, la page des luttes, dont ils attendaient beaucoup, ne pouvait, dans ces conditions, leur servir d'arme politique.

— G.P. : Le Comité Central du Parti a très vite porté attention à ce problème. Il nous a demandé de participer activement à de nombreuses réunions de lecteurs, qui ont été alors organisées. Des camarades dirigeants ont impulsé et guidé la rédaction de certains bilans de lutte, comme celui d'Esswein-Thomson. Il est apparu alors avec

netteté que nous devons essentiellement parvenir à saisir le débat politique en jeu dans chacune des luttes, les différentes phases de l'affrontement, les idées et les initiatives nouvelles qui en surgissaient.

Et pas seulement dans le cadre de bilan, une fois la lutte terminée, mais dans le cours même de la lutte. Et dès lors, de ce point de vue là, le «Quotidien du Peuple» devait et pouvait y jouer un rôle actif, de journal communiste contribuant à clarifier les positions et à cristalliser l'orientation révolutionnaire dans le cours même de la lutte.

— Julien Leblond :

Evidemment, pour mener notre travail de cette façon, il était nécessaire de nous approprier beaucoup plus en profondeur, le point de vue d'ensemble du Parti, et l'avancée de ses propositions politiques. Les camarades de la section ont dès lors participé plus activement à la vie des cellules du Parti où ils sont organisés. Il y a eu lutte pour que la section se constitue en collectif de travail communiste, aille au delà des tâches de coordination technique du travail, mais s'unifie régulièrement sur la ligne du Parti et sur l'orientation politique de son activité. De plus, ce qui est très important, nous avons régulièrement été associés aux réunions de cellules d'entreprise du Parti.

Ce renforcement du centralisme est inséparable des tâches de construction du front de lutte contre la crise, définies au 2^e Congrès : les réunions régulières avec des dirigeants du Parti, dans le groupe de travail sur le front, sont essentielles. Elles rapportent constamment directement notre activité à l'élaboration, pas à pas, de la ligne du Parti, de ses propositions : sur la lutte dans le mouvement syndical, sur les initiatives de coordination, sur le développement des

contradictions avec le révisionnisme et le réformisme dans le mouvement de masse. Elles approfondissent et affirment le rôle militant du journaliste communiste : aucun reportage, aucune enquête sur une lutte ne sont vraiment possibles, si, avant tout, on ne part pas du point de vue du Parti, de son analyse d'ensemble, si on ne confronte pas ses propositions avec les travailleurs, pour en débattre, pour les enrichir, si l'on ne combat pas, en communiste, les idées erronées.

C'était une exigence de la lutte des classes et de son développement : au alentour du 1^{er} mai, nous avons mené une enquête politique sur plusieurs luttes significatives à l'époque : Bourgogne-Électronique, SNIAS-Chateauroux, Fougères, Lip. Et cela sur la base d'un questionnaire d'enquête élaboré au plan central, et utilisé par les cellules d'entreprise. Car les questions qui se posaient étaient bien des questions d'ensemble : lutte contre la répression sous toutes ses formes, moyens de rassembler un rapport de forces capable d'opposer une riposte d'ensemble.

Ce qui est important, c'est qu'à partir de là, notre travail a été constamment axé politiquement : tout en recueillant le plus largement les informations sur l'ensemble des luttes, nous avons pu faire des choix, nous attacher particulièrement à celles qui, à la lumière de l'analyse du Parti, apparaissaient comme les plus riches d'enseignements, les points les plus avancés du mouvement de masse, à tel ou tel moment.

— G.P. : Ce qui a été décisif, après le 2^e Congrès du Parti, en juin, c'est la décision que la direction du Parti s'investisse plus directement dans le journal avec la perspective de transformer le quotidien en organe central du Parti.

— R.F. : C'est d'ailleurs à partir de là, parce que nous engageons le débat politique, que nous tissons des liens avec les travailleurs, que nous contribuons à les mettre, pour certains, sur la voie du Parti. C'est une tâche que nous ne perdons jamais de vue.

— J.L. : Il faut souligner un autre acquis important de notre section : la lutte des viticulteurs, puis la question de la sécheresse ont confirmé la nécessité politique, définie dès le début, de s'attacher aux luttes paysannes. Nous avons fait sur ce point des progrès rapides et considérables. Le travail des groupes d'enquête du Parti à la campagne, cet été, a permis qu'à la rentrée nous soyons les premiers à rendre compte politiquement des réactions de la paysannerie face aux menaces gouvernementales.

— G.P. : On peut dire qu'aujourd'hui, nous voyons clairement, pour nous, que la transformation du quotidien en organe central est engagée : l'investissement de la direction du Parti dans le journal, l'approfondissement de notre éducation de journalistes communistes en tant que les conditions décisives.

Pour nous, que le journal devienne organe central, ce veut dire qu'il puisse jouer pleinement son rôle de guide pour l'action, montrant à partir de la réalité des luttes, à chaque étape, la voie de la révolution, la ligne du Parti.

LA MEDECINE BOURGEOISE EN CRISE

UNE PRODUCTION SCIENTIFIQUE RELATIVEMENT FAIBLE

Les entretiens de Bichat rassemblent chaque année près de 10 000 médecins, venus de toute la France pour «mettre à jour leurs connaissances» auprès des médecins hospitaliers.

Pendant dix jours, sous le patronage de l'Expansion, principal éditeur de revues médicales, les chefs de services hospitaliers, leurs assistants se succèdent à la tribune pour faire état de leurs derniers travaux ou animer des tables rondes nourries des questions des médecins venus «pour apprendre», et ayant peu de place pour faire part de leur expérience de médecins isolés.

Marqués par des avancées techniques et scientifiques assez importantes sur le plan médical, les entretiens de l'automne 76 reflétaient aussi les difficultés et les hésitations de la bourgeoisie sur le plan médical en pleine politique de crise. C'est un réel besoin de formation qui conduit des médecins généralistes ou spécialistes isolés à participer aux entretiens, dans l'espoir de se perfectionner, mais surtout pressés de plus en plus par les questions que leur posent les travailleurs, questions auxquelles ils ne savent pas toujours répondre. Il faut leur répondre sur le cancer, la pilule, les produits toxiques ; une prévention plus efficace contre les maladies de société : cancer et maladies cardiovasculaires.

Quelques apports scientifiques intéressants

Devant les maladies de plus en plus nombreuses, l'usure accrue, le retentissement de la crise sur la santé des travailleurs, la médecine bourgeoise constate son impuissance croissante, elle est venue aux entretiens pour tenter d'y trouver des solutions. Sans envisager bien sûr, que les travailleurs puissent les y aider autrement qu'en tant qu'«objet de science».

LE CANCER DU SEIN

Cancer le plus fréquent chez la femme, le cancer du sein est aussi le plus meurtrier.

Comment le soigner, quel est le pronostic, comment le détecter à temps, ou mieux, comment le prévenir ? Ces questions ont été souvent abordées.

Ce cancer évolue lentement : chaque cellule maligne se divisant pour en donner deux autres tous les quatre mois.

Il est important de traiter dès son début tout petit nodule du sein : le plus souvent il s'agit d'un déficit hormonal qui se traduit par la formation d'un kyste ou d'un adénome. Cette mesure évitera 15 ou 20 ans plus tard l'apparition d'un cancer.

D'autre part, en cas de cancer, le traitement doit

être le plus rapide possible : un cancer du sein qui mesure moins de deux centimètres a 80 % de chances de guérison. Lorsqu'il mesure cinq centimètres, il n'a plus que 40 % de chances de guérir avec les moyens actuels (traitements hormonaux, chirurgicaux ou radioactivité).

Ce qui est apparu dans les exposés, c'est la difficulté de reconnaître la bénignité d'une tumeur du sein avant de décider d'une opération, le danger que représentent certains traitements mal adaptés.

Par exemple, la chirurgie qui enlève la tumeur peut favoriser une flambée accélérée si elle intervient à un moment où la tumeur est déjà très inflammatoire, prête à grandir rapidement.

Cet exemple est valable pour d'autres maladies, mais particulièrement en cancérologie où parfois il faut savoir attendre, parfois proposer d'urgence un traitement qui stoppera l'avancée de la tumeur.

La nécessité pour les médecins de se tenir au courant des dernières techniques en matière de traitement du cancer et d'avoir la hantise de ne pas faire

n'importe quoi est apparue. On a même entendu au cours d'un débat le professeur Jean Bernard expliquer : «Le médecin peut faire plus de dégâts que la maladie, par ignorance».

L'INFLUENCE DES OESTROGÈNES

Le souci de prévenir le cancer a amené certains médecins à chercher les facteurs qui prédisposent au cancer du sein.

Sur une grande échelle des milliers de femmes, les unes atteintes de cancer, les autres indemnes ont été comparées. C'est ainsi qu'a été dressée la liste des facteurs qui «prédisposent» certaines femmes au cancer. Elles doivent être surveillées plus particulièrement, mais surtout instruites du risque qu'elles courent afin de participer à la prévention et au dépistage.

C'est dans la période voisinant la ménopause que se situe l'âge le plus fréquent d'apparition. Il s'agit souvent de femmes ayant eu assez tard (après 28 ans) un seul ou deux enfants. Régliées tôt, elles ont aussi une ménopause tardive. Les femmes occidentales sont plus fréquemment touchées.

Sont moins exposées au cancer les femmes qui ont eu de nombreux enfants.

Comment sont expliquées ces différences ?

Chez toutes les femmes, les possibilités de fécondation, de grossesse s'interrompent vers 45 ans : la sécrétion de progestérone s'arrête, les ovules ne sont plus expulsés.

La deuxième catégorie d'hormones ovariennes, les oestrogènes est encore fabriquée, seule, en cas de ménopause tardive.

L'influence néfaste des oestrogènes sur l'apparition de cancer du sein, ainsi pressentie, a été confirmée par d'autres constatations :

En Chine et au Japon les femmes ont 7 à 10 fois moins de cancer du sein qu'aux USA.

Les femmes chinoises, les femmes des régions rurales du Japon ne sont pas soumises à la pollution industrielle qui règne aux USA.

Elles ont une ménopause précoce vers 45 ans et une alimentation beaucoup moins riche en graisses et sucre que les femmes occi-

dentales.

Le rôle des oestrogènes a été ainsi démontré : leur fabrication dépend de la présence de graisses dans le sang. Les oestrogènes sont aussi stockés dans les graisses qui constituent les réserves : une alimentation trop riche en graisses favorise donc un taux élevé d'oestrogènes dans le sang.

Le système capitaliste en cause

Les facteurs qui prédisposent au cancer ne sont pas en rapport avec un critère «racial» comme certains médecins voudraient le faire croire, mais bien avec l'organisation sociale :

Lorsque les femmes japonaises émigrent aux USA, habitent des cités polluées et augmentent leur ration de graisses : à la troisième génération, l'âge de la ménopause recule en même temps qu'augmente la fréquence des cancers du sein. Elles ont 7 à 10 fois plus de cancers que si elles étaient restées dans leur pays.

Ce sont donc des moyens limités, faute d'enquête de masse qui sont donnés aux femmes de France pour prévenir l'apparition d'un cancer du sein. Il faut néanmoins les utiliser et chercher à les approfondir.

L'alimentation trop riche en graisses, l'obésité, les déficits en progestérone semblent favoriser une sécrétion accrue d'oestrogènes, avec à terme, le risque d'apparition d'un cancer.

Aussi tout petit nodule du sein doit être traité, de même que tout déficit en sécrétion de progestérone se traduisant par un trouble des règles doit être compensé.

La pilule inactivée par les médicaments

Dans le choix même des sujets, l'accent est mis sur les nouveautés, les découvertes qui font grand bruit : peu de place est accordée aux accidents, aux effets secondaires des médicaments ; aux associations dangereuses alors que le maniement des drogues de plus en plus complexes et nombreuses est laissé à l'appréciation et à l'expérimentation des généralistes seuls dans leur cabinet.

Des exposés seront cependant consacrés aux effets des médicaments sur le foie. Par exemple, un antibiotique tel que la rifampicine, médicament utile contre la tuberculose doit être manié avec précaution, en surveillant l'activité du foie et doit être évité chez tous les «foies fragiles». Il peut entraîner des lésions graves du foie. Dans un intéressant débat, ont été abordées les associations «pilule» - médicaments qui ren-

Pour la 1^{ère} fois à Bichat, les colorants en accusation

Pour la première fois, il était question de la toxicité des colorants alimentaires aux Entretiens de Bichat et des médecins eux-mêmes en ont donné la raison.

«Haro sur les additifs, voilà la chanson à la mode, et l'on n'est pas loin d'accuser les médecins d'avoir laissé mettre en péril, par leur silence, la santé de la nation».

Voilà qui est significatif de la crise en milieu médical, face au rejet croissant des masses de l'alimentation capitaliste qui détruit leur santé.

Quelques nouveaux méfaits dénoncés

E 122, E 123, E 126, colorants solubles dans les graisses qui se transforment dans l'organisme en produits cancérogènes.

-E 127 : érythrosine, produit allergisant responsable d'éruptions, d'urticaire. Il entraîne aussi des mutations c'est-à-dire des transformations des bactéries intestinales (colibacilles) les rendant résistantes aux antibiotiques.

-E 320, E 321 sont des anti-oxydants qui s'accumulent dans les graisses. Ils sont responsables d'atteinte des fonctions de reproduction et de malformations fœtales chez le rat.

dent la pilule inactive : Jusqu'ici les médecins savaient que les barbituriques (médicaments destinés à favoriser le sommeil) ainsi que la rifampicine (antibiotique anti-tuberculeux), pris en même temps que la pilule contraceptive, empêchent l'action de celle-ci. D'autres médicaments rendent le blocage de l'ovulation inefficace, il s'agit de l'optalidon, de médicaments renfermant de la noramidopyrine (anti-douleur tels que avafortan, baralgine...) et de la phénylbutazone. Ces médicaments agissent au niveau du foie en détruisant très rapidement les hormones sexuelles contenues dans la pilule, qui devient inefficace. La connaissance de ce fait doit inciter les femmes à la méfiance lorsqu'elles utilisent un médicament en plus de leur traitement contraceptif.



La médecine bourgeoise

dans l'impasse

Les thèmes choisis cette année reflétaient la dégradation massive de la santé des masses : une place importante était faite aux maladies cardio-vasculaires, au cancer, aux problèmes «psychiatriques», aux lombalgies. On a aussi parlé pour la première fois de la toxicité des colorants et additifs alimentaires ainsi que de l'intoxication aiguë due au trichloréthylène.

Hypertension, artérite, infarctus sont de plus en plus fréquents. Les recherches faites sur les maladies par la médecine bourgeoise s'attachent certes beaucoup plus à rechercher des facteurs individuels qu'à démontrer la responsabilité de l'organisation de la société. Cependant, des progrès ont été faits dans le traitement de ces maladies, et dans la prévention d'accidents plus graves : angine de poitrine, infarctus, artérite aiguë.

C'est un cri d'impuissance devant les rhumatismes qu'ont lancé plusieurs médecins

participants - les sciatiques, les lombalgies sont difficiles à soigner - comment réparer ce qui a été détruit par les «travaux pénibles» facteur dénoncé clairement aux entretiens. Comment trouver une travail «plus doux» dans cette société qui rejette les travailleurs une fois qu'elle les a usés jusqu'à la corde ? Ces questions étaient dans les débats, et ne pouvaient pas trouver de réponse. Il aurait fallu remettre en cause le capitalisme générateur d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

On a toutefois entendu dans un débat un médecin dire «les travailleurs sont à tort traités de tirer au flanc... la douleur est réelle, l'incapacité de travail aussi», et ajouter «notre problème c'est la réinsertion de ces travailleurs» !

Adapter l'homme à l'entreprise, sans remettre en cause la source du rhumatisme, voilà le souci de la médecine capitaliste.

L'INQUIETUDE DES MEDECINS

L'inquiétude d'un nombre croissant de médecins se montre devant l'augmentation des invalidités dues au travail.

De nombreux débats étaient consacrés à la psychiatrie, à l'enfant difficile... Certains médecins sont forcés de constater que le travail épuisant et les conditions de vie et de travail difficiles retentissent sur l'équilibre nerveux des travailleurs. Ils font un constat d'échec devant les difficultés de dormir, les angoisses qui amènent à une consommation croissante de tranquillisants et d'hypnotiques dans les grandes cités urbaines.

Non, les médecins venus aux entretiens de Bichat ne remettaient pas en cause la société d'exploitation qui engendre de tels troubles ! Certains l'ont accusée en reconnaissant leur incapacité à y remédier.

Signe de la crise grandissante au sein de l'appareil médical de la bourgeoisie : un débat a

eu lieu sur «les difficultés de compréhension entre médecins et psychiatres». Pendant ce débat, les psychiatres ont tenté de justifier les difficultés qu'ils rencontrent pour soigner et demandé «qu'on les prenne au sérieux...»

Les entretiens de Bichat de l'automne 76 ont été doublement révélateurs : premièrement de l'impasse dans laquelle se trouve la médecine bourgeoise, incapable de répondre pour l'essentiel aux besoins des masses.

Préoccupée par l'effondrement de son mythe, liée à la conscience de plus en plus grande qu'ont les masses du fait qu'elle sert la bourgeoisie, elle rencontre de plus en plus souvent la méfiance et la colère des travailleurs.

Ces entretiens ont été révélateurs aussi de la faible production de cette médecine en matière de découverte scientifique. Il est pourtant incontestable qu'un certain nombre de recherches ont avancé et que la crise fait son chemin dans l'appareil médical de la bourgeoisie.

- Un livre de M. Haraszti

«SALAIRE AUX PIÈCES» : Quand les révisionnistes sont au pouvoir

«Salaire aux pièces» et en sous-titre : «ouvrier dans un pays de l'Est», ainsi se présente le témoignage de Miklos Haraszti. Etudiant en sociologie, il a été exclu de l'université et a travaillé plusieurs années comme ouvrier dans les usines hongroises, notamment comme fraiseur dans une fabrique de tracteurs. Son livre est, à travers cette expérience, une étude détaillée du mode de production dit «socialiste» par la littérature officielle.

«Salaire aux pièces» est un témoignage implacable. De la simple description du travail simultané sur deux fraiseuses différentes, à l'analyse minutieuse du «temps par pièce» et du «rabiote» sur la sécurité pour gagner quelques secondes, quelques centimes, la même conclusion éclate à toutes les lignes, crue et irréfutable : «Si je m'en tiens au temps fixé par la norme, et aux prescriptions technologiques, le salaire maximum que j'obtiens pour un travail ininterrompu, avec un rendement de 100 %, reste inférieur au salaire minimum présenté comme purement formel. Le salarié aux pièces, qui ignore qu'il travaille pour un salaire à la minute, ne peut donc s'assurer la pleine rémunération d'une journée de travail qu'à la condition expresse de ne pas s'interrompre un instant, ce qui est évidemment impossible». Mais les ouvriers de l'usine font-ils tous ces calculs ? Non, «La première chose à faire, quand tu reçois ton boulot, conseille un ouvrier à Haraszti, c'est de regarder le «tarif»... Occupe-toi du salaire par pièce, c'est tout». Le résultat, c'est le «rabiote», le rabiote sur la qualité et surtout la sécurité, par tous les salariés aux pièces. Ainsi, le «truc» de l'un d'entre eux, «consiste à ne pas visser les pièces de grandes dimensions sur la table de la fraiseuse, mais à simplement les poser dessus et à les pousser de tout le poids de son corps pendant que la table avance et que les dents crissent. C'est terrifiant. Mais s'il ne procédait pas ainsi, il perdrait les deux minutes que cela lui fait économiser toutes les dix minutes.»

Cadences au mépris de la vie des travailleurs, cadences imposées par le prix toujours plus bas des pièces, par le salaire insuffisant pour vivre... au fil des pages, le monde dans lequel Haraszti nous fait pénétrer, nous paraît de plus en plus familier. Quelle différence avec les usines françaises, avec l'exploitation capitaliste ? Haraszti ne répond pas, mais la démonstration se poursuit, toujours plus frappante dans sa similitude. Les régleurs ? «C'est des copains aux chefs : c'est pour ça qu'ils sont passés régleurs, ils sont bien partis» dit un ouvrier et il ajoute : «Même si tu te débrouilles tout seul, ça ne fait rien, ils te piquent la paie du régleur sur la tienne, c'est clair comme de l'eau de roche». Semblables aussi, les chronos, hais des ouvriers : «ceux-là ils passent leur temps à lorgner ce qu'ils vont pouvoir encore rogner». «On peut bien leur parler, mais c'est inutile, ils se disent tous en eux-mêmes : maintenant tu avances comme une tortue, mais dès que j'aurai tourné le dos, tu te transformeras en lièvre. Et ils ont raison, ils n'ont pas besoin de sortir de leur bureau pour le savoir... Alors ce type, tant que je devrai foncer comme ça pour me faire ma paye, je ne pourrai pas le regarder en face» dit un fraiseur.

Les chefs ? Ce sont «ceux d'en haut», «eux». «Ce sont eux, et non pas nous qui constituent l'entreprise : l'entreprise est un pouvoir au-dessus de nous», dit Haraszti. Le délégué syndical ? «Il fait partie du pouvoir régnant dans l'usine, d'un pouvoir qui est au-dessus de moi».

Une usine capitaliste comme nous les connaissons ? Non, s'il y règne la même exploitation féroce, c'est au nom du socialisme. Ce système c'est celui du parti révisionniste au pouvoir, où les dirigeants de l'État, de l'entreprise, du syndicat, du parti, se confondent dans une même indifférence méprisante. Ce système, c'est celui du capitalisme d'État, image vivante, réalisée du projet du PCF.

Certes, Haraszti se contente de décrire, d'analyser dans le détail le mode de production et les rapports qui en découlent, mais il n'en tire aucune conclusion politique explicite. Pourtant, à toutes les pages, Miklos Haraszti accuse ; partout perce la révolte contre l'absurdité d'une exploitation dont la férocité n'a d'égal que la prétention à passer pour du socialisme. L'État hongrois ne s'y est pas trompé : il a condamné Miklos Haraszti à huit mois de prison avec sursis et interdit «Salaire aux pièces».

Une «conférence de productivité» dans une usine révisionniste

«Après l'interminable litanie des données de la production, le contremaître s'arrête une seconde puis dit d'une voix solennelle : «Au cours du premier trimestre de cette année, le niveau de productivité de l'atelier s'est situé au-dessus de 130 %, comme celui du dernier trimestre de l'année précédente. Vous pouvez donc comprendre, camarades, que les normes sont périmées. Croyez-moi, le bureau des normes est patient. Cela fait longtemps que la direction estime qu'une révision des normes est à l'ordre du jour. L'atelier a très bien tenu le coup pendant la bourre de fin d'année, et c'est là-dessus que je me suis appuyé pour éviter jusqu'ici le relèvement des normes.»

La plupart fument une cigarette en

baissant la tête ou contemplant par la fenêtre la cour de l'usine, toujours semblable à elle-même. Tout le monde se souvient que lors de la précédente conférence de productivité, le contremaître en chef avait dit : «La direction compte sur le département du tournage, et plus particulièrement sur notre atelier, pour tout mettre en œuvre afin de terminer cette année en succès. La Commission économique du gouvernement a fixé comme tâche à l'usine de régler ses principales difficultés au cours de l'année qui vient. L'intérêt de tous les travailleurs de l'usine est que nous venions à bout, par nos propres forces, de la situation dans laquelle l'usine est tombée sans que ce soit de sa faute. La confiance que nous portent les organes

supérieurs nous en fait un devoir».

En effet, la situation qui s'est développée après le lancement de la réforme économique, nous la connaissons tous trop bien : les produits de l'usine, auxquels la mécanisation de l'agriculture apportait dans les années cinquante prestige et subventions, se sont révélés invendables. Il a fallu bouleverser tout le programme de production de l'usine, et ce en un délai très court. Cette transformation avait commencé au cours des années soixante mais la réforme économique l'a rendue urgente : le gouvernement avait posé un ultimatum.

Beaucoup de travailleurs quittèrent alors l'usine...»

"DEMOCRATIE FRANCAISE":

UNE TENTATIVE VAINNE

D'Estaing, chef de file de l'impérialisme français, vient de lancer, à grand renfort de publicité, sa «*Démocratie Française*». Au-delà d'un ramassis de lieux communs serinés par la bourgeoisie depuis des décennies, et exprimant les positions réactionnaires de cette classe qui a fait historiquement son temps, percent des préoccupations plus immédiates et liées à la situation de l'impérialisme français aujourd'hui.

Dans une situation de crise politique qui va s'approfondissant

Dès avant la seconde moitié de cette décennie 1970-1980, une profonde crise politique marquait l'aiguïssement des contradictions de classe dans notre pays. Sous les coups des pays du Tiers Monde qui affirmaient leur force et refusaient le pillage de leurs richesses, sous la pression accrue des deux super-puissances — URSS et USA — l'impérialisme français se trouvait affaibli. Au sein même de la bourgeoisie, dans et entre ses composantes politiques, des contradictions n'allaient pas tarder à apparaître et se développer. En témoigne, entre autres, de façon assez spectaculaire, le changement de premier mi-

nistre cet été. A la tactique giscardienne consistant à tenter de détacher le PS de l'union de la gauche pour le rallier à la majorité, Chirac opposait la nécessité de rassembler et renforcer l'actuelle majorité tout en travaillant à l'affaiblissement de l'union de la gauche dans son ensemble. Cela ne reflète pas seulement une simple divergence de tactique électorale mais plus profondément, l'incapacité aujourd'hui pour la bourgeoisie de s'unifier sur un projet cohérent et crédible. Trois patrons sur quatre croient en la victoire de la gauche aux prochaines élections ! A l'Assemblée, une fronde se dessine face aux

propositions gouvernementales : d'Estaing est contraint d'appeler sa propre majorité à le soutenir, cela vient de se présenter pour le plan Barre. Cela ne constitue que le développement de ce qui conduit d'Estaing à parler du «*désarroi moral de nombre de nos concitoyens*». C'est vrai qu'un désarroi certain s'est emparé de la bourgeoisie, qui se manifeste avec netteté chez ses représentants. Pas de projet d'ensemble qui unisse la bourgeoisie et puisse créer un consensus social sur lequel elle pourrait miser. «*La France hésite sur la route à suivre...*» Pas la France, mais la bourgeoisie qui ne sait trop comment faire face aux difficultés actuelles ! Face à ce vide politique, à ces contradictions, la classe ouvrière, même si elle n'entre pas encore massivement en lutte, prend progressivement

conscience de cette faiblesse politique de la bourgeoisie, s'oppose de plus en plus consciemment à ce qu'on tente de lui imposer. Une contestation profonde de tous les aspects de l'exploitation et de l'oppression se développe, mûrit. L'alternative bourgeoise de l'union de la gauche, même si elle peut apparaître comme une possibilité de moindre mal, se trouve interrogée et discutée à large échelle dans les usines. Tandis que les divisions s'accroissent dans le camp de la bourgeoisie, le prolétariat en se saisissant des questions politiques de l'heure, en approfondissant son refus de la société bourgeoise, forge son unité sur la base du rejet de l'attentisme, sur la base d'aspirations profondes au socialisme, même si celles-ci ne peuvent encore se formuler ouvertement à large échelle.

C'est à cette situation de crise politique que D'Estaing prétend répondre par son livre, avec pour objectif de tenter de surmonter la morosité de sa classe, de distiller des illusions dans la classe ouvrière et plus prosaïquement... de préparer les prochaines législatives. Il prétend apporter une «explication globale», «un schéma d'ensemble» qui pourrait colmater les brèches, rassurer son propre camp, et rétablir la confiance. Pourtant, son point de vue borné par la défense des intérêts de sa classe réactionnaire illustre au contraire avec éclat l'incapacité de la dictature bourgeoise à trouver ses propres justifications en dehors des clichés écoulés puisés dans les manuels d'instruction civique de ces quelques dernières

décennies. D'Estaing laisse percer sa peur, sa hantise du développement de la lutte de classe: Et sur ce point, il a raison de craindre: à travers ses luttes, ses expériences, le prolétariat avance inexorablement et prépare le renversement inéluctable des oppresseurs et exploités représentés aujourd'hui par d'Estaing. Le soi-disant projet que constitue «La Démocratie Française», s'il est lourd de menaces contre la classe ouvrière, n'en constitue pas moins par lui-même, par son incapacité à expliquer quoi que ce soit, par son vide, l'expression de la faiblesse de la bourgeoisie.

D'ailleurs, les commentateurs bourgeois eux-mêmes ne se sont pas risqués à trop d'éloges!

La France telle que la voit la bourgeoisie

Selon d'Estaing, un changement radical se serait produit depuis les années 50. On nous ressert ici une soupe de clichés sur la soi-disant société de consommation. Société de consommation pour la bourgeoisie sans nul doute, mais pour le prolétariat? Le pouvoir d'achat des travailleurs aurait triplé en 25 ans, pas moins que cela! Pourtant, la bourgeoisie a été elle-même contrainte de reconnaître que le fossé se creusait entre les nantis et les masses populaires. La nourriture? En réalité objet d'économies, de restrictions pour des millions de familles ouvrières contraintes de restreindre les dépenses d'alimentation, d'acheter les produits de qualité médiocre et d'affronter des fins de mois difficiles. Les vacances? Qu'est-ce que cela signifie - alors qu'elles sont devenues plus nécessaires que jamais - pour un grand nombre de familles ouvrières contraintes d'y renoncer et là encore dans l'obligation de restreindre les dépenses. Le logement? Alors qu'on entasse les familles ouvrières dans des logements aux dimensions ridicules et aux prix en hausse incessante

quand ce ne sont pas de véritables taudis. Ne parlons pas de la machine à laver, de la télévision, du frigidaire, de la voiture devenus absolument indispensables aujourd'hui et qui entament largement les budgets ouvriers. D'ailleurs, les masses populaires de notre pays ne s'y sont pas trompées, qui ont rejeté largement les illusions d'une société d'abondance où l'effort de tous contribuerait équitablement à l'amélioration du sort de chacun. En réalité, pour des millions de travailleurs aujourd'hui, c'est le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la détérioration des conditions de travail et de vie: allongement de la journée de travail par le temps de transport, intensification du travail... Voilà la réalité que d'Estaing s'efforce de masquer par tous les moyens.

Pourtant d'Estaing est obligé de reconnaître au passage la réalité de l'inflation (qui compliquerait l'établissement de statistiques mesurant «l'élévation» du niveau de vie!) et le chômage. A ces deux maux, l'auteur de: «Démocratie française» trouve l'origine, pour l'un - l'inflation - dans «la compéti-

tion aiguë entre groupes et catégories pour le partage de la ressource commune», et pour l'autre - le chômage - dans la crise économique mondiale. Celle-ci devant d'ailleurs conduire à devoir envisager la non «élévation continue du niveau de vie». Donc les choses sont relativement simples: - que la classe ouvrière renonce à la lutte, accepte pacifiquement la baisse de son pouvoir d'achat, et l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat disparaîtront. Pour le chômage, c'est évidemment très complexe puisque cela dépend de la crise économique mondiale, il faut espérer une amélioration. Mais cela ne suffit pas à l'aristocrate bourgeois d'Estaing. Non seulement, il doit masquer avec grand soin la dégradation réelle des conditions de vie des masses populaires de notre pays, mais il entreprend de démontrer - ce qui n'est pas nouveau - que les différences de classe s'effacent progressivement. Ainsi, la société française serait en voie d'unification, et on s'acheminerait à grands pas vers l'extinction de la lutte des classes, qui n'aurait plus, dans ces conditions, sa raison d'être. C'est là qu'intervient une découverte à laquelle l'auteur semble accorder une grande importance: «l'expansion d'un immense groupe central aux contours peu tranchés à croissance numérique extrêmement rapide», porteur de «valeurs modernes», «capable d'intégrer en lui-même progressivement et pacifiquement la société française». D'ailleurs la démonstration, un peu surprenante - bien qu'irréfutable apparemment pour l'auteur - consiste essentiellement en cette affirmation, «il (ce groupe central) existe, il vit, on le rencontre tous les jours». Cette preuve magistrale administrée, voilà que l'horizon s'éclaircit pour la bourgeoisie!

Car l'enjeu de cette démonstration est clair: tenter de masquer l'existence de deux classes fondamentales aux intérêts complètement contradictoires: le prolétariat et la bourgeoisie. Le spectre que constitue pour

la bourgeoisie l'alternative de la révolution prolétarienne, qui n'a cessé de la hanter depuis des décennies, se trouve ainsi écarté en paroles. Plus de prolétariat, donc plus de bourgeoisie, donc plus de classes antagonistes, donc qu'exploités et exploités unis travaillent en paix à l'enrichissement collectif. Prolétariat et bourgeoisie seraient ainsi amenés à se fondre dans le grand groupe central, rassemblés autour de valeurs communes. Et le tour est joué! On peut s'étonner d'ailleurs dans ces conditions de voir affirmée par la suite la nécessité d'un Etat fort. Fort contre qui?

En réalité, aujourd'hui, le nombre des OS - couches les plus exploitées - augmente en nombre. Une différenciation s'approfondit entre les OS et les OP déqualifiés d'une part, et une minorité d'OP très qualifiés d'autre part. Des couches intermédiaires entre le prolétariat et la petite bourgeoisie se développent et voient se détériorer leurs conditions de vie et de travail. Soumises à l'intensification du travail, au chômage, elles aspirent à l'unité avec la classe ouvrière et leur intérêt se confond largement avec celui de celle-ci. Dans la paysannerie qui serait devenue selon d'Estaing un «agent qualifié de l'économie», on voit les paysans pauvres acculés à la ruine et se prolétarianiser.

Dans le même temps, ceux-ci marquent souvent leur volonté de se lier à la classe ouvrière. Par ailleurs la petite bourgeoisie commerçante est progressivement éliminée, tandis que la petite bourgeoisie intellectuelle, ébranlée par la crise idéologique de la bourgeoisie, recherche pour une fraction non négligeable, une perspective révolutionnaire. Qu'en est-il en réalité du grand groupe central dont parle d'Estaing? Formé selon lui des techniciens, contre-maîtres, ouvriers qualifiés, travailleurs indépendants, cadres, il ne constitue une unité que dans son esprit, et très largement amplifié pour les besoins de la démonstration!

Une théorie réactionnaire

Ce qui expliquerait pour l'essentiel les difficultés actuelles de l'impérialisme français, sur le plan politique, serait à rapporter au « caractère français », au « caractère national », au « cœur de l'homme », à la « nature humaine ». « Traditions historiques » et « tempéraments individuels » fonderaient des difficultés à obtenir un consensus large. En réalité, ce qui serait en cause, ce serait cette nature humaine dans laquelle se trouve « l'inégalité du talent et du courage ». Citons les extraits les plus significatifs : « le caractère français... conservateur de tout ce qui l'entoure » - « le goût du pouvoir et de la domination existe au plus profond du cœur de l'homme » - « de même, l'exaltation de la lutte sociale, qui est au cœur du marxisme, rencontre le penchant à l'opposition totale, à la négation de l'existence de l'autre, au refus des compromis hérités de l'individualisme gaulois et de l'ardeur des tribus franques, et dans la tradition continue de la politique française ». « Car l'homme reste un animal curieusement agressif, toujours disponible pour la violence ». Ne cherchons pas plus loin, la source des

conflits au-dessus des classes est là, dans l'homme. Ajoutons-y le culte de l'individu, et le mépris le plus profond pour le peuple de notre pays : on aura ainsi les contours de la philosophie réactionnaire giscardienne !

Puisque la recherche de la possession et du pouvoir constitue une fatalité pour l'homme, à quoi bon mettre en cause la domination de la classe actuellement au pouvoir ? Dans ces conditions, la prise du pouvoir par la classe ouvrière ne changerait pas grand chose : le cœur de l'homme resterait mauvais. D'Estaing fixe aussi les traits de sa classe, les prétend universels et immuables. Il est ainsi conduit à cracher sa haine de la classe ouvrière, du peuple. Il décrit ainsi l'expression de la légitime colère de celle-ci : « visages congestionnés, voix bordant l'hystérie ». Si le mal est dans l'homme, alors que bourgeois et prolétaires s'unissent dans un souci de fraternité et de justice humaines ! Voilà ce que peut produire comme pensée, aujourd'hui le chef de file de l'impérialisme français ! Il exprime le vide idéologique de sa classe et son incapacité à tracer toute voie pour l'avenir.

Il prône avec insistance la modération, la paix, la tolérance tout en justifiant un Etat fort. Etat fort dirigé contre tous ceux qui contestent cette société, s'opposent à l'ordre bourgeois, entrent en lutte. D'Estaing indique que les « délits à la liberté du travail ne sont pratiquement pas réprimés ». Voilà une menace directe contre le droit de grève, à propos duquel il indique d'ailleurs qu'il faut l'envisager aussi sous l'angle de la responsabilité. Sans doute prétend-il imposer à la classe ouvrière de renoncer à la lutte sous prétexte de difficultés complexes auxquelles se trouve aujourd'hui confrontée la bourgeoisie ! Il prétend assurer durablement l'emploi au moment où le plan Barre engage une période d'aggravation du chômage. Insultant odieusement les chômeurs, il insinue que nombre de ceux-ci le seraient volontairement !

En définitive, il ne peut promettre au mieux qu'une

« nouvelle croissance » dont on sait qu'elle signifie baisse du pouvoir d'achat pour les masses populaires et assurer durablement l'emploi, ce qui signifie en réalité aggravation du chômage. Mais tout ceci, de plus, à condition pour la classe ouvrière de modérer ses revendications, de renoncer à la lutte de classe ! Sinon, l'Etat fort, « démocratique », sera obligé de frapper !

Mais d'Estaing en définitive n'apporte que confirmation, dans ce livre, de ce que l'on savait déjà. Se servant du « collectivisme » comme repoussoir, il s'efforce de démontrer que la seule alternative raisonnable dans le camp de la bourgeoisie aujourd'hui est la sienne propre. Il espère ainsi rapprocher les socialistes de la majorité, et les détacher de l'union de la Gauche. Il faut tout de même penser aux prochaines échéances électorales, même quand on prétend présenter un « schéma d'ensemble ».

Un projet :

des mauvais coups en vue

contre la classe ouvrière

D'Estaing définit son projet comme une voie moyenne entre les « timidités du conservatisme » et « les affrontements révolutionnaires ». Il prend pour référence la société allemande. Cela constitue déjà une menace de poids quand on sait que l'atteinte aux libertés démocratiques élémentaires y est systématique.

Mais au-delà d'un verbiage démagogique, d'Estaing menace. Il précise « la nécessité d'une présence plus dense, et mieux intégrée au milieu humain, de certains services collectifs de sécurité, d'éducation et de loisirs ».

Voilà pour le renforcement de la présence policière sur les quartiers populaires.

GRAVES ATTEINTES AUX LIBERTES DEMOCRATIQUES

La prise de possession, il y a deux mois de «France Soir» par le groupe Hersant, un an après celle du «Figaro», a marqué une nouvelle étape dans la restructuration de la presse, en particulier de la presse parisienne. Depuis deux ans, plusieurs propriétaires de groupes de presse importants, ont connu des difficultés fi-

nancières notamment sous l'effet de la concurrence de la presse télévisée et, jugeant que la rentabilité de leur titre était devenue insuffisante, ils les ont cédés à d'autres groupes. Ainsi Prouvost, jusqu'à l'un des magnats de la presse, a revendu dans un premier temps le «Figaro» à R. Hersant, puis «Paris Match» et

«Télé 7 jours» au groupe Hachette. Récemment, Hachette s'est lui-même débarrassé de «Paris Match», en le revendant à un autre grand groupe, celui de Filipachi, et de «France Soir» qui après de nombreuses tractations, est finalement entre les mains de Hersant.

L'application du rapport Lecat

Cette accélération de la concentration de la presse s'inscrit d'abord dans le cadre de l'application du plan Lecat. Le rapport Lecat, publié en 1974, estimant l'imprimerie française archaïque et non compétitive par rapport à ses concurrents européens, prévoit un «assainissement», une restructuration et une modernisation rapide. «Assainissement», cela signifie pour les travailleurs plusieurs milliers de licenciements en 5 ans, sans compter les licenciements avec reclassements. Modernisation, cela signifie, pour les ouvriers qui auront la chance de ne pas être licenciés ou mutés, déqualification, perte des avantages acquis, dégradation du pouvoir d'achat et des conditions de travail. Le plan prévoit en effet la généralisation des techniques nouvelles d'impression, celles utilisant le procédé offset et la photocomposition. A lui seul, ce procédé entraînerait la suppression de 2 000 emplois et le remplacement des typographes, qui sont des ouvriers quali-

fiés, par des OS. C'est le projet qu'a déjà tenté de mettre en place Amaury au «Parisien Libéré» prévoyant la fermeture d'une des deux imprimeries parisiennes et la réduction de 40 % des effectifs.

C'est aussi le projet qu'Hersant a l'intention de généraliser pour ses différents journaux. Mais il prépare en même temps un autre projet, celui de la téléimpression, auquel se sont associés d'autres journaux parisiens. Le procédé de téléimpression consiste à composer un journal à Paris et à le transmettre directement et simultanément dans 8 centres de diffusion régionaux (là où Hersant ne possède pas de quotidien local).

Dans chaque centre, le journal sera imprimé et on pourra lui adjoindre plusieurs pages locales. Cela signifie d'abord la généralisation de l'utilisation de l'offset et de la photocomposition, avec toutes ses conséquences sur l'emploi et les conditions de travail. Ce procédé permettra de plus à Hersant de

concurrencer les quotidiens régionaux ceux qui ne sont pas encore entre ses mains, grâce à l'accroissement de rentabilité qu'il entraînera, constituant ainsi de nouvelles menaces de concentration avec leur cortège de licen-

ciements pour les ouvriers des imprimeries de presse locale. L'extension de ce procédé menacera aussi directement l'emploi des travailleurs des NMPP qui expédient aujourd'hui 2/3 des 3 800 000 quotidiens imprimés à Paris.

Une opération politique

Menaces contre l'emploi, contre les conditions de travail, tel est le premier volet du plan de restructuration de la presse qui commence à se mettre en place. Il ne s'agit pourtant là que d'un aspect du plan et non le principal. Cette restructuration n'est pas en effet une simple restructuration capitaliste comme les autres. Derrière elle se cache une opération politique.

Pour la bourgeoisie, la presse n'est pas seulement une affaire commerciale, mais avant tout un moyen de diffuser son idéologie, un moyen de propagande politique. Pour la classe politique au pouvoir, le but est aujourd'hui de s'assurer un contrôle de plus en plus étroit sur ce moyen de propagande. C'est particulièrement net avec l'affaire

«Hersant».

Qui est en effet R. Hersant ? Aujourd'hui propriétaire de 12 quotidiens, 9 périodiques, et magazines spécialisés, d'une agence de presse (l'AGPI), d'une agence de publicité (Publi-Privat)... la «pieuvre» Hersant, a en quelques années, racheté tous les journaux en difficulté, les canards boiteux de la presse, pour devenir le groupe de presse français le plus important. Mais Hersant, c'est aussi un homme politique qui a commencé sa «carrière» sous l'occupation nazie, période de sa vie sur laquelle un jugement d'amnistie interdit de s'étendre ; député de l'Oise depuis 1956, aujourd'hui giscardien après avoir plusieurs fois changé d'étiquettes, il a pris parti pour Chirac, bien qu'il soit député centriste.

Plus qu'un PDG, et ses difficultés financières à Paris Normandie prouvent qu'en la matière, il est loin d'être un bon gestionnaire capitaliste, c'est un serviteur zélé du pouvoir. Derrière toutes ses opérations « commerciales » se cache en fait directement la main du gouvernement. Les 3 milliards du « Figaro », les 3 autres milliards pour racheter « France Soir » et aujourd'hui les centaines de millions qui sont nécessaires pour réaliser le projet de téléimpression, ne peuvent provenir que de prêts accordés par des banques et ces opérations bancaires n'ont pu être décidées que par le gouvernement. De même, ce n'est qu'avec l'accord et l'appui du gouvernement, qu'Hersant peut se permettre de violer sans jamais être inquiété, les ordonnances de 1944 sur la presse qui interdisent en principe à un seul individu d'être directeur de plusieurs quotidiens, soit directement soit par l'intermédiaire d'un prête-nom.

Par l'intermédiaire d'Hersant, le gouverne-

ment contrôle donc deux des quotidiens parisiens à plus fort tirage et dix quotidiens régionaux. Le projet d'un « Figaro » ou « France Soir » composé à Paris et imprimé dans 8 centres de province où lui seront ajoutées des pages régionales, lui permettra de concurrencer les quotidiens régionaux déjà existants et donc, à terme, de s'assurer le contrôle de l'ensemble de la presse quotidienne française. Bien sûr, cela n'empêche pas Hersant, comme le gouvernement, de se réclamer du pluralisme de la presse. Il met pour cela en avant l'exemple de Nord Matin, quotidien « socialiste » du Nord qu'il a racheté, il y a quelques années et dont il a maintenu l'orientation. Mais outre le fait que ce journal n'est pas bien gênant pour le pouvoir, c'est bien le seul exemple et qui lui sert d'alibi. Partout ailleurs, l'arrivée d'Hersant s'est traduite par des licenciements et des mises au pas. De plus, il a créé sur le Nord, un second journal Nord Eclair, qui de fait, est un journal concurrent.

Le renforcement du contrôle sur la presse

L'opération sur « France Soir », après celle du « Figaro », le projet de téléimpression et ses conséquences ne sont pas les seuls signes de la volonté du gouvernement de renforcer son contrôle sur la presse. Depuis l'arrivée de Giscard au pouvoir, plusieurs éléments significatifs sont allés dans le même sens. Après la reprise en main de la télévision, par l'éclatement de l'ORTF, et des stations de radio « périphériques », la nomination de Pigeat, homme de confiance de la majorité, au poste de directeur-adjoint de l'APF, a confirmé cette volonté.

Autre élément, le projet de loi d'assujettissement des journaux à la TVA, appelé projet « d'aide à la

presse ». Il prévoit une taxation de l'ensemble de la presse de 2,1 % pour les quotidiens et de 7 % pour la presse hebdomadaire.

Par ce biais, ce sont d'abord tous les journaux d'extrême gauche qui sont visés. Et si le projet est présenté comme « aide aux quotidiens », c'est avant tout la presse régionale, docile au pouvoir, qui sera favorisée. Par contre, il constitue une attaque contre les petits quotidiens pour qui la taxation de 7 % sur les travaux de composition et d'impression, représentera une charge relativement beaucoup plus lourde que pour les journaux à fort tirage. Là encore, c'est la presse révolutionnaire qui est directement visée.



Giscard présentant son livre à la presse

C'est aussi la presse hostile au pouvoir qui est menacée par le récent décret-loi de Poniatowski concernant les publications pornographiques et les bandes dessinées et qui prévoit que certaines revues susceptibles de choquer les mineurs pourront être interdites à l'affichage. En fait de lutte contre la pornographie, il ne s'agit que d'un grossier prétexte. Tous les torchons édités par Filipachi ne sont, comme par hasard, nullement touchés par le décret-loi. Par contre celui-ci permettra au gouvernement d'interdire à l'affichage toute revue gênante.

Tous ces projets et décrets s'accompagnent parallèlement d'une intensification sans précédent des pressions et contrôles exercés sur les journalistes des quotidiens et des stations de radio. Les exemples dénoncés par les syndicats de journalistes, sont quotidiens.

Lors de la grève de « France Soir », le directeur de Radio-France censurait un article de Michel Lemerle, journaliste de France Culture. A Europe 1, au même moment, E. Mougeotte, rédacteur en chef, interdisait à Ralph Messac de parler de la journée nationale d'action des journalistes. Simonneau, journaliste au « Monde », a été licencié sous prétexte d'avoir divulgué des dossiers du ministère des Finances. Tous les jours, tel journaliste voit le contenu de son « papier » censuré ou complètement modifié. Dans les journaux appartenant à Hersant, le contrôle est encore plus étroit. D'abord, à chaque fois qu'Hersant rachète un journal, cela se traduit par le licenciement de plusieurs dizaines de journalistes. De plus, c'est lui-même qui contrôle les articles et les titres des quotidiens régionaux, en particulier ceux de la « une ».





Et pourtant, dans leur ensemble, tous les journaux à grand tirage et les stations de radio et de télévision, diffusent complaisamment le point de vue de la bourgeoisie. La manière dont a été relatée récemment, par exemple, la lutte qui se déroule en Chine, ou encore la présentation qui a été faite du 7 octobre, c'est à dire le silence sur l'importance de la mobilisation et de la volonté de lutte des travailleurs, en témoignent. Tout aussi complaisamment la presse bourgeoise se fait largement l'écho de la campagne anti-jeunes développée par le pouvoir, ou de la campagne sur la sécurité des français; sur la nécessité de renforcer le contrôle et les effectifs policiers.

Mais cela ne suffit pas à la classe politique aujourd'hui au pouvoir. A deux mois des élections municipales, à 2 ans au plus des élections législatives qui risquent de donner la victoire aux partis de l'Union de la Gauche, il lui faut un contrôle de plus en plus strict sur la presse.



L'opération «France Soir» visait entre autres à barrer la route au PS qui par l'intermédiaire de Pedriel, le PDG du *Nouvel Observateur*, était sur les rangs pour le rachat du journal.

Bien plus, la bourgeoisie au pouvoir, ne tolère plus la moindre critique, la moindre remarque contre la politique du gouvernement, le ton jugé «persifleur» de certains articles, de certains journalistes, même si ces critiques ne vont pas très loin et ne remettent nullement en

cause le contenu général de l'information. Elle ne tolère plus qu'à travers certains articles, certaines émissions, la relation de certains faits, même en apparence anodins, puisse apparaître la réalité même, le pourrissement de la société

Une telle attitude traduit en fait une position de faiblesse de la bourgeoisie. Parce qu'elle a de plus en plus de mal à masquer, à travers les événements, les effets de sa politique de crise, à passer sous silence la volonté de lutte et les aspirations qui grandissent dans la classe ouvrière, la bourgeoisie en vient à remettre en cause ce qu'elle appelle le pluralisme de la presse; elle en vient à remettre en cause un des thèmes qui lui sont pourtant les plus chers et qu'elle met sans cesse en avant comme l'un des gages de la démocratie, celui de la liberté de la presse. En ce sens, les contradictions qui apparaissent au sein des journalistes, la grève des journalistes de «France Soir», après celle du «Figaro» contre la prise en main par Hersant, malgré leurs limites, même si elles ne remettent pas en cause fondamentalement l'idéologie que les journalistes diffusent quotidiennement et bien qu'elles ne soient finalement soldées par des échecs, sont significatives de l'aggravation de la crise politique qui traverse peu à peu tous les pans de notre société.

L'accord cadre et l'attitude des réformistes et révisionnistes

Les partis de l'Union de la gauche, de leur côté, dénoncent en paroles les atteintes à la liberté de la presse, mais uniquement en se plaignant de ne pas disposer suffisamment de temps de parole ou de temps de passage dans les émissions de télévision et de radio. En fait, le gouvernement actuel, mé-

me s'il renforce son contrôle sur la presse, fait large part des déclarations de Mitterrand, Marchais... Et quant au fond, l'attitude des partis de gauche sur la presse, est la même que celle du gouvernement en place aujourd'hui.

En ce qui concerne le PS, l'attitude de ses

membres à la direction de la CFDT, par exemple, la chasse aux révolutionnaires qu'ils y organisent, montrent quelle idée ils ont de la liberté d'expression dont ils se réclament les garants par ailleurs. Et si Mitterrand vient un jour au pouvoir, on peut lui faire confiance pour se servir largement des moyens d'information pour contrôler la presse tout autant que le gouvernement actuel afin de réaliser le «consensus social» dont il aura besoin pour faire passer sa politique de défense des intérêts de la bourgeoisie.

Quant au PCF, s'il ne cesse lui aussi de dénoncer les atteintes aux libertés, son attitude par rapport à la restructuration de la presse est significative des projets qu'il a en la matière. Jamais en effet, les dirigeants révisionnistes de la FFTL n'ont cherché à faire échec à cette restructuration. Bien au contraire. Dès le départ, ils ont souligné les «aspects positifs» du plan Lecat, la «nécessaire modernisation de l'imprimerie». Par la suite toute leur tactique par rapport à ce plan n'a pas été, loin s'en faut, de lui faire échec, mais de réclamer un accord soi-disant pour éviter le chômage : ainsi que l'expliquait un communiqué de la FFTL après la signature de l'accord cadre en juillet dernier : «sans nier que le matériel nouveau implique une révision des effectifs, cette révision ne pouvait s'engager que dans le cadre d'une négociation qui dégagera les solutions capables de mettre en œuvre une politique qui fasse qu'aucun travailleur ne se trouve chômeur». On ne peut mieux se placer sur le terrain de la bourgeoisie. Et de fait, l'accord signé en juillet montre ce que signifie «aucun travailleur au chômage» Il prévoit en effet le départ en préretraite à 57 ans avec 90 % du salaire pendant un an, et 70 % jusqu'à 65 ans, le départ



(«volontaire») d'ouvriers de moins de 55 ans et des mutations sur postes d'auxiliaires, c'est un véritable coup de poignard dans le dos des ouvriers du «Parisien Libéré» en lutte depuis 19 mois. D'ailleurs le seul reproche que fait la direction de la FFTL à Amaury, c'est son refus de négocier et de signer l'accord.

La signature de cet accord, c'est pour la bourgeoisie, le meilleur gage que la restructuration de l'imprimerie se fera selon ses plans et en douceur. Cela n'empêche pas les dirigeants révisionnistes de la FFTL de crier victoire en déclarant : «Cet accord qui est le résultat d'une âpre lutte revendicative, tient compte des réalités de la modernisation dans les conditions particulièrement de la presse en palliant de façon humaine ses conséquences sur le plan social sans priver les travailleurs d'emploi».

Derrière cet accord, leur seul objectif était en réalité non pas de défendre l'emploi des travailleurs mais d'être reconnus comme le seul interlocuteur valable, par les patrons de la presse. C'est ce qu'exprime la suite du communiqué publié après la signature de l'accord. «La démonstration aujourd'hui est faite qu'en abor-

dant les problèmes avec un esprit réaliste, il est possible de signer des accords avec notre organisation syndicale, accords qui permettent la modernisation des entreprises de presse tout en dégagant les solutions sociales et humaines consensuelles à celles-ci»...

C'est le même esprit réaliste qui a amené la direction de la FFTL à refuser de s'associer à la grève des journalistes de «France Soir», sabordant ainsi pratiquement toute

possibilité de faire échec à la main-mise de Hersant. L'essentiel, c'est qu'Hersant avait signé l'accord-cadre.

Une telle attitude est significative du projet sur la presse que mettraient en place les révisionnistes s'ils étaient au pouvoir : restructuration et concentration et en fait de liberté de la presse, tentative d'imposer un contrôle strict notamment par l'intermédiaire de la FFTL. C'est là un des aspects de leur projet de capitalisme d'Etat.



Dans la situation politique actuelle, où s'exprime la volonté de la classe ouvrière de ne pas attendre les élections de 78, où se pose très concrètement la question d'une offensive générale pour faire échec au plan Barre, la classe politique au pouvoir va de plus en plus accentuer ses tentatives pour contrôler étroitement la presse, portant ainsi gravement atteinte aux libertés démocratiques les plus élémentaires mais montrant aussi par la même sa position de faiblesse.

Mais les tentatives de contrôle sur la presse ne sont pas le seul fait du gouvernement actuel. Les

autres partis bourgeois, ont besoin eux aussi pour essayer de contrer la volonté de lutte de la classe ouvrière et la récupérer aux prochaines élections, de développer un puissant organe de propagande. C'est le sens notamment du projet du PS de créer un quotidien dans les mois à venir.

Face à ces tentatives, pour contribuer à la construction de l'offensive ouvrière, il est plus que jamais nécessaire de développer une presse révolutionnaire, de faire connaître largement les luttes des travailleurs, leurs aspirations, de donner un point de vue communiste sur l'actualité.

LE DECLIN DE LA SOCIAL- DEMOCRATIE

A quelques semaines d'inter-alle, au mois de septembre, les partis sociaux démocrates, en Allemagne et en Suède, ont enregistré des reculs sérieux.

En Suède, le PSD, au pouvoir depuis 44 ans, a dû le quitter.

En Allemagne, la coalition au pouvoir, SPD-FDP (libéraux) a connu une nette diminution de son score électoral : le SPD perd près de 4 % des voix, qui sont regagnées par le CDU-CSU.

Au delà des différences, c'est bien un problème, une constatation commune qui se dégage : L'usure, dans les conditions de la crise économique du système capitaliste, des modèles de collaboration de classe dont le «socialisme suédois», ou le «socialisme allemand» se sont fait les promoteurs et les champions.

La culbute du socialisme suédois

Rappelons nous tous les éloges adressés à ce fameux «socialisme suédois» si humain, si démocrate, si dynamique, si social... par la bourgeoisie de tous les pays, dont la notre.

Et voilà que d'un coup, la description aussi idyllique qu'intéressée se trouve être confrontée brutalement au verdict populaire.

A croire que si ce bien curieux socialisme s'est fait des adeptes à l'étranger, il n'a pas trouvé que des soutiens dans son propre pays.

LE «MODÈLE SUÉDOIS» CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

La social démocratie suédoise a été portée au pouvoir en 1932 par la nécessité de «faire la paix sociale» (au profit de la bourgeoisie évidemment) dans un pays qui subissait durement les contre-coups de la grande crise économique.

La social démocratie s'est présentée comme le champion de la promotion du «pouvoir ouvrier» dans la solidarité.

Mais quelle est cette solidarité ?

En fait, comme d'ailleurs en Allemagne, le système mis en place par les sociaux démocrates musèle la classe ouvrière par un système de contrats, par des lois anti-grèves extrêmement brutales.

En effet, depuis 1938, l'accord de Saltsjöbaden règle les négociations entre Lands Organisation (L.O.) le syndicat ouvrier unique dont la direc-

tion est très liée au PSP et la SAF, le syndicat des patrons.

Cet accord interdit en fait toute grève qui aurait lieu entre deux négociations salariales, lesquelles ont lieu en moyenne tous les trois ans.

Mais la classe ouvrière suédoise a mis progressivement à dure épreuve ce système d'accroissement basé sur une prétendue solidarité d'intérêt et garanti par l'appareil syndical. Les «grèves sauvages», dont Kiruna avait été un temps fort ont montré que les travailleurs se laissent de moins en moins abuser par le mythe de la solidarité nationale. Depuis, elles se sont multipliées.

En 1975, sur les 292 grèves recensées, 260 étaient des grèves sauvages. D'où la volonté de la bourgeoisie, sur la fin de la législature social-démocrate, de prendre un certain nombre de mesures en vue de faire entrer à tout prix ces mouvements spontanés dans le jeu du contrat social.

LES AVATARS DE LA COGESTION SUÉDOISE

Ce n'est que récemment que les sociaux démocrates ont proposé certaines réformes visant à limiter certaines prérogatives patronales au niveau de la gestion des entreprises et tenté d'instaurer un droit de contrôle par l'appareil syndical sur certaines décisions.

Le projet Meidner préconise qu'une partie des profits (20 %) soit versée à un fonds d'entreprise permettant l'acquisition de parts ou d'actions par les travailleurs.

Qui gèrera ce fonds ? L'appareil syndical naturellement, tout dévoué au PSD qui se verrait représenté au conseil d'administration.

En fait, cette proposition de «cogestion» a pesé d'un poids certain dans la campagne électorale.

Sans qu'elle suscite un large écho dans la classe ouvrière — qui commence à être au fait des pratiques de l'appareil syndical — elle a par ailleurs reçu un accueil partagé dans les rangs de la bourgeoisie. Si une partie d'entre elle y a vu la garantie, du moins une certaine garantie, de «paix sociale», un moyen de réfréner le développement des «grèves sauvages», certains des représentants de la bourgeoisie ont par contre jugé publiquement que les propositions de L.O., soutenues par le PSD allaient trop loin et menaçaient en quelque sorte les principes de la libre entreprise. Pour cette fraction de la bourgeoisie, il ne peut être question à l'heure actuelle, de rogner ou de limiter le pouvoir de décision patronal, fut-ce au profit d'un allié aussi compréhensif et aussi «collaborateur», au plein sens du terme, que l'appareil syndical social démocrate.

En fait, la social démocratie s'est heurtée à une double série de difficultés, qui expliquent sa chute.

● D'une part, une usure certaine du modèle «socialiste suédois» dans les masses populaires. Après 44 ans de «transformations» social démocrates, la société suédoise est vécue quotidiennement comme une société d'oppression.

Cette usure s'était déjà manifestée clairement sur le terrain électoral en 73 où la social démocratie avait failli déjà capoter. Elle s'est surtout manifestée sur le terrain social avec les «grèves sauvages» dirigées contre l'exploitation capitaliste et la tutelle pesante de l'appareil syndical.

De plus en plus nombreux sont les travailleurs suédois qui ont remis en cause, derrière la pseudo «démocratie suédoise» l'accaparement des pouvoirs par la social démocratie, la manière dont elle a mis le grappin sur toutes les sinécures et les postes de décision, le favoritisme, le clientélisme et la corruption qui ont donné lieu à de nombreux scandales.

● D'autre part, semble-t-il, le revirement d'une partie de la bourgeoisie qui ne souhaite pas, dans les conditions présentes, une éventuelle limitation des prérogatives patronales.

Pour cette partie de la bourgeoisie, il ne s'agit évidemment pas de revenir sur le modèle de collaboration de classe et le système juridique mis en place par la social démocratie pendant 44 ans. Mais il s'agirait d'imposer aux travailleurs des sacrifices encore plus importants pour leur faire payer la crise. Pour cette fraction de la bourgeoisie cela serait plus le langage de la fermeté qu'il faudrait employer dans la conjoncture présente, que celui de la démocratie et de la concertation.

Ce n'est pas qu'en Suède que la social démocratie a connu des avatars.

Si la social démocratie allemande n'a pas été renvoyée dans l'opposition, il n'en reste pas moins qu'elle a enregistré un recul sérieux. Recul sérieux qui ne peut s'expliquer, principalement, que par le décalage entre les espérances qu'avait pu faire naître la venue de la social démocratie au pouvoir il y a sept ans et les résultats de sa politique.

RFA : Des illusions de 69 à la gestion de la crise

C'est en 1969, après vingt-cinq ans de domination de la CDU, que le parti social démocrate vient au pouvoir. Bénéficiant d'un prestige incontestable, Willy Brandt, le nouveau chancelier, annonce un programme de vastes réformes, s'engage dans une nouvelle politique à l'Est, lance des appels pour rallier l'opposition extra-parlementaire qui s'est constituée de 66 à 69, pendant la période de «grande coalition» CDU-SPD.



Sept ans plus tard, les choses ont bien changé. Que s'est-il passé ? Brandt, toujours officiellement président du SPD, a dû abandonner sa place de chancelier à Helmut Schmidt en 74. Il s'agit de porter un coup d'arrêt à l'Ost Politik (la politique d'ouverture à l'Est) mise en œuvre au début des années 70, et aussi, face à la crise économique qui commence à secouer l'Europe dès la fin 73, de rompre avec la débauche de démagogie sociale — verbale surtout — chère à Brandt.

Car le chantage à la crise, que nous avons connu en France, les travailleurs allemands en ont été eux-mêmes victimes,

Certes le SPD a pu se prévaloir pendant la campagne électorale, auprès des capitalistes et des couches les plus réactionnaires, du succès relatif de sa politique économique et se présenter en «manager» de la crise.

En effet, comparativement aux autres pays européens, l'Allemagne a traversé le moins mal les dernières années, notamment en maintenant un taux d'inflation modéré qui, combiné aux progrès de productivité lui a permis de préserver et d'accroître sa compétitivité sur le marché mondial.

Dans les faits, les dernières années ont permis à l'impérialisme allemand, au regard des difficultés beaucoup plus graves de ses partenaires, de conforter sa position dominante en Europe.

Mais un tel résultat n'est pas allé sans imposer de nombreux sacrifices

aux travailleurs allemands, c'est ainsi que les dernières négociations entre les directions syndicales et le patronat ont entériné des augmentations de salaires en-deça même de la hausse des prix. Et ce dans un pays, où près de 30% des ménages ne touchaient pas en 74 ce qui est considéré comme étant le minimum vital.

Mais c'est encore le chômage qui a frappé le plus durement la classe ouvrière allemande surtout qu'intentionnellement — le but avoué étant d'accroître la compétitivité sur le marché mondial — le chancelier Schmidt, conformément à la politique de ses prédécesseurs, mettait l'accent sur la limitation de la hausse des prix, au détriment de la sauvegarde de l'emploi.

Plus d'un million de chômeurs était ainsi recensé officiellement à la fin de la législature, les trusts allemands prévoient d'ailleurs de nouveaux plans de «restructuration».

Quelques mois avant les élections, pour faire baisser artificiellement le nombre de chômeurs, et surtout pour faire baisser le montant des allocations versées, le ministre du travail a fait adopter des mesures limitatives draconniennes, privant ainsi 45 000 travailleurs au chômage de toutes ressources.

Ce qu'il faut d'ailleurs souligner, c'est l'unanimité des partis politiques (du SPD à la CDU) de l'ensemble de la bourgeoisie pour la mise en œuvre de

ces mesures. La dernière loi, par exemple, a été votée au Bundestag par 391 voix contre 22 ; fait, parmi beaucoup d'autres, qui illustre la convergence, l'accord de fond des deux coalitions (CDU-CSU et SPD-FDP) sur les options essentielles, sur le modèle de collaboration de classe inauguré par Adenauer et imposé aujourd'hui, dans les conditions de la crise économique, par le SPD à la classe ouvrière. Les dispositions de la loi se gardent bien d'empiéter sur le contrôle, en dernier ressort, du capital sur la marche de l'entreprise.

Dans les faits, la cogestion n'a rien apporté aux travailleurs. Elle a surtout permis l'apparition et le développement d'une nouvelle couche de «managers syndicaux», véritables bourgeois, devenus en fait chefs du personnel selon les dispositions de la loi, grassement rémunérés, se voyant souvent représentés dans plusieurs conseils d'administration.

La cogestion a permis de renforcer le chapeautage de l'appareil syndical sur les travailleurs et ce faisant de limiter considérablement la riposte de la classe ouvrière allemande aux empiètements du capital. C'était d'ailleurs bien le but.

Mais la portée idéologique de la «cogestion» s'est trouvée de plus en plus limitée au fur et à mesure qu'elle était appliquée. Les travailleurs ne se sont pas sentis véritablement concernés.

Aussi, pour «encourager à la fois les investissements des entreprises et la modération des revendications salariales», selon l'expression du correspondant du «Monde», le gouvernement social démocrate doit recourir à de nouveaux projets, visant notamment la participation du personnel au résultat des entreprises.

Muselage de la classe ouvrière et lois anti-grève

La gestion social démocrate a contribué à mettre en lumière le véritable rôle de ce fameux consensus social auquel elle se réfère tant, et dont elle se fait le champion.

Le syndicat unique, le DGB, étroitement lié au SPD, est une énorme machine bureaucratique d'oppression des travailleurs.

Encadré par un appareil syndical fortement hiérarchisé et centralisé, l'ouvrier n'a aucun pouvoir, ni sur les négociations salariales, ni sur le déclenchement d'une grève, seule la direction fédérale en décide.

Et les négociations salariales se

jouent essentiellement entre la direction syndicale et le patronat dans le cadre d'une réglementation extrêmement stricte, que les sociaux démocrates ont conservée, renforcée et pleinement mise en vigueur du fait de leur contrôle de l'appareil syndical.

Après l'échec de négociations et d'une procédure d'arbitrage obligatoire, un délai de dix jours, aussi obligatoire s'interpose avant que la direction syndicale, et elle seule, puisse déclencher une grève. Mais, à ce titre, elle doit organiser un référendum parmi les entreprises concernées. Une majorité de 75 % est nécessaire pour la grève, faute de quoi, cette dernière est illicite. Et encore, une fois votée, la grève peut être reportée par le syndicat pour rechercher un compromis avec le patron.

C'est bien ce véritable muselage que les sociaux démocrates ont contribué largement à imposer à la classe ouvrière.

Mais, fait très significatif, les grèves «sauvages», et notamment, celles de 73 ont signalé la fin d'une période d'acceptation passive par la classe ouvrière des règles du jeu capitalistes. Pour la première fois depuis longtemps, les travailleurs refusent de faire les frais du consensus social qui leur est imposé et se dressent, y compris contre les directions syndicales hostiles à leurs mouvements.

Ainsi, sept ans de pouvoir ont considérablement terni l'image de marque que le parti social démocrate pouvait posséder en 69.

Son action, ses propositions, ses thèmes sont apparus de plus en plus similaires, semblables, à ceux des autres partis bourgeois allemands : les libéraux, leurs partenaires, mais aussi le CDU-CSU.

Un point, et non des moindres sur lequel s'est marquée nettement cette similitude c'est bien la défense de «l'ordre constitutionnel» et le renforcement considérable de l'appareil répressif.

Dans les faits, la population allemande ne s'est pas sentie interpellée par des projets de sociétés bien différents et d'ailleurs la campagne électorale a tourné autour du thème : qui, en fin de compte sera le plus à même de défendre et de développer le modèle allemand, en tête de toutes les affiches électorales, qui est à même de mieux appliquer la politique qui a été suivie jusqu'à présent ?

Mais sur la base d'un accord de fond, sur les options essentielles, un certain nombre de nuances, d'appréciations politiques divergeantes existent entre le CDU CSU et le SPD.

Sur le plan de la politique étrangère, les oppositions entre CDU et SPD portent sur l'attitude à l'égard de l'Union Soviétique.

Certes les différences entre les deux partis ne portent pas sur la question de savoir si oui ou non l'Allemagne doit rester dans le giron américain, et renforcer ces liens avec les Etats Unis.

De ce côté, les deux partis font preuve d'un atlantisme à toute épreuve

Ce qui est en cause plutôt, c'est la politique de «détente» et les résultats auxquels elle conduit. Si l'on veut faire un parallèle, disons que les contradictions entre le CDU et le SPD refléteraient celles qui peuvent exister aux Etats-Unis entre un Schlessinger et un Kissinger.

Certes le CDU reprend à son compte les acquis de la politique à l'Est menée sous la houlette du SPD, notamment tous les traités de reconnaissance des frontières avec la Pologne, la RDA, la Tchécoslovaquie.

Mais il s'indigne du poids financier des contrats avec l'Est, qui, selon lui, permettrait à la RDA de bénéficier cyniquement de la «prospérité» occidentale. Il présente les dernières années de la politique à l'Est comme un marché de dupes dans lequel au bout du compte toutes les concessions se retrouvent d'un côté et font le bénéfice de l'autre. Il réclame une attitude de plus grande fermeté vis à vis du social impérialisme. En fait, les pressions accrues du social impérialisme, sa menace militaire, et le fait qu'il tire profit du mythe de la «détente» qu'il tente d'accréditer ont pesé d'un poids certain dans la campagne électorale, et ce, au profit du CDU-CSU.

- CDU-CSU : le CDU : le parti chrétien démocrate allemand a dirigé l'Allemagne depuis la fin de la deuxième guerre. Il est issu du vieux «Zentrum» réactionnaire. Son chef de file fut Adenauer.

Le CSU est la branche bavaroise du CDU, et elle est dirigée par Strauss.

- Le SPD : Parti social-démocrate allemand. Président Willy Brandt. A participé à la grande coalition CDU-SPD de 1966 à 1969 et est venu au pouvoir en 69.

- FDP : Parti libéral, allié des sociaux démocrates

- Bundestag : Chambre des Députés en RFA.

- L.O. : Landsorganisation : syndicat unique suédois.

UN PARTI

CONSTRUIT DANS LA LUTTE

Le 1^{er} novembre s'est ouvert le VII^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie. Depuis le premier Congrès, tenu après la libération du pays et l'instauration du pouvoir populaire, chaque congrès a marqué une étape nouvelle dans l'édification du socialisme.

De sa fondation en 1941 par l'union de plusieurs groupes communistes luttant contre l'occupation italienne, à 1948, le Parti Communiste Albanais a acquis une riche expérience : dirigeant la lutte armée du peuple, organisant la guérilla, il a su, à chaque manœuvre des fascistes et de la bourgeoisie à leurs ordres, mener la lutte au sein du Parti pour imposer la ligne juste, contre les tendances trotskystes et révisionnistes.

Au 1^{er} Congrès, en 1948, c'est donc déjà un Parti qui a éprouvé la justesse de sa ligne, un Parti qui a de très solides liens avec les masses. De cette première phase de son édification, le Parti tire le bilan. C'est à ce 1^{er} Congrès que le Parti Communiste Albanais devient Parti du Travail d'Albanie pour souligner sa composition essentiellement ouvrière et paysanne. 1948 : le Parti sort victorieux de son premier affrontement avec le révisionnisme moderne : le révisionnisme yougoslave. Contre l'ingérence yougoslave sous couvert d'aide, contre la tendance à copier l'édification du socialisme sur le système yougoslave, contre les méthodes de travail bureaucratiques, le Parti du Travail définit de nouvelles bases, pour son organisation et sa ligne politique. Ainsi, le Parti, au lieu de tendre à se fondre dans le Front Démocratique comme en Yougoslavie, doit clairement manifester son rôle de direction en tant que Parti du prolétariat, classe dirigeante de la société. Pour lutter contre les tendances révisionnistes de mépris des masses, sont mises en place des directions collégiales : de nombreux cadres, qui s'étaient accumulés au niveau central, vont renforcer le travail du Parti à la base, au sein des masses. La tâche économique fondamentale — tirer le pays de son état arriéré par l'essor rapide de l'industrialisation — nécessitait en effet la plus large mobilisation des masses, l'élévation de leur niveau de conscience.

Dans cette lutte pour extirper du Parti les tendances au révisionnisme, dans la victoire sur les partisans d'une fédération avec la Yougoslavie, apparaissait chez certains l'idée que c'était la dernière lutte, la victoire définitive sur les idées bourgeoises, l'idée que la lutte de classes allait vers son extinction : la collectivisation massive de l'agriculture — qui s'engageait tout juste dans la création de coopératives — fut alors décidée.

Le 2^e Congrès, en 1952, critiquait cette précipitation, apparue dans la lutte contre le révisionnisme et rétablissait les objectifs du premier plan quinquennal : créer une industrie socialiste en donnant la priorité à l'industrie lourde, et liquider le retard de l'agriculture en renforçant la coopération agricole et la mécanisation. «Édifions le socialisme, en tenant d'une main la pioche, et de l'autre le fusil».

Avec le XX^e Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique en 1956, la lutte contre le révisionnisme revient au premier plan. Au sein du Parti du Travail, les partisans de l'extinction de la lutte des classes relèvent la tête et approuvent la nouvelle ligne du PCUS, de reniement de la révolution socialiste et de conciliation avec l'impérialisme américain.

Dès lors, le 3^e Congrès était d'une importance vitale pour la voie à suivre : tirant la leçon de l'affrontement avec le révisionnisme yougoslave, le 3^e Congrès choisit clairement la voie marxiste-léniniste : il définit comme «une erreur de croire que la lutte de classes s'éteint et que les classes renonceront de leur plein gré à la lutte». Sur la base du succès du premier plan quinquennal, est lancé le deuxième qui doit «achever dans ses grandes lignes la collectivisation de l'agriculture avant 1960 et développer l'industrie».

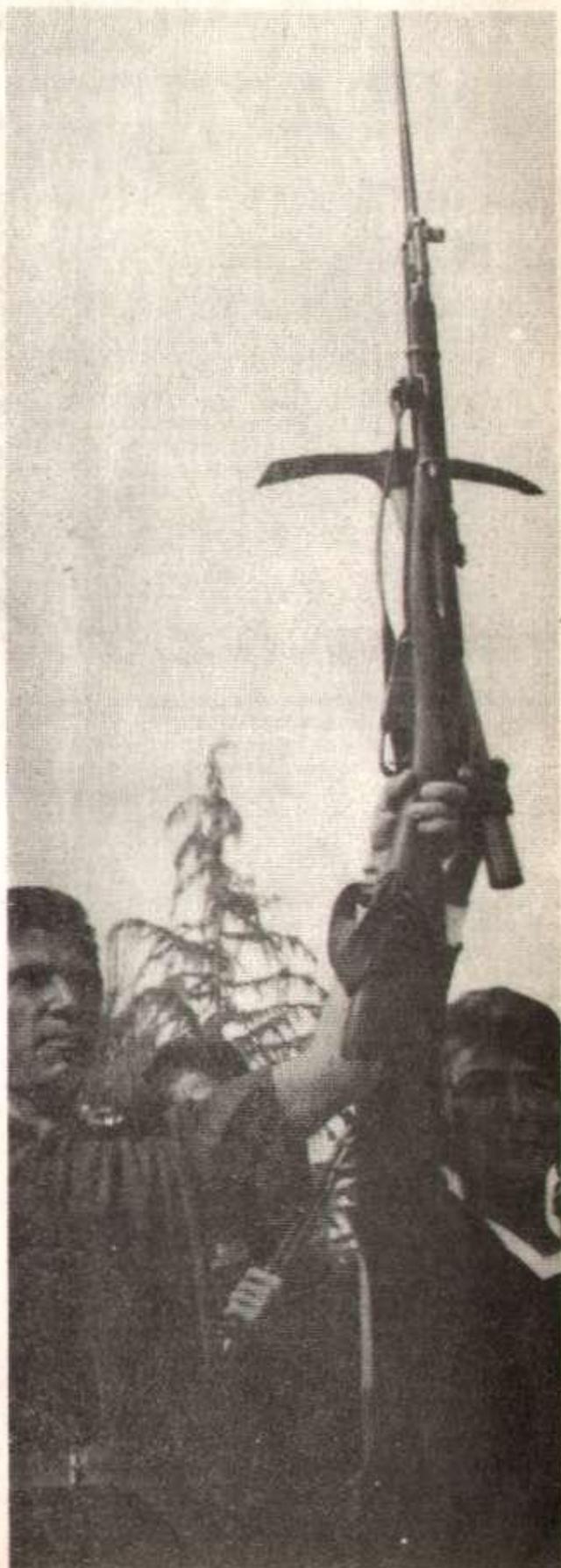
Années difficiles : l'Albanie doit faire face aux menaces de l'URSS («accepter la coexistence pacifique, ou bien s'exposer à être complètement détruite, elle et sa population, par une seule bombe atomique américaine») ; elle doit faire face aux tentatives du PCUS de l'exclure du mouvement communiste international ; elle doit faire face à ses pressions économiques. Menant la lutte en son sein et dans le mouvement communiste international, pour la défense des principes marxistes-léninistes, le Parti du Travail sortait renforcé de cet affrontement avec le révisionnisme.

Cette nouvelle étape que l'Albanie doit franchir, c'est celle de «l'édification de la société socialiste intégrale», définie au Congrès de 1967. «Le socialisme est l'œuvre des masses et leur participation active à cette œuvre dépend directement du degré de leur conscience socialiste», affirme Enver Hoxha dans le rapport au IV^e Congrès. Pour cela, il s'agit d'éliminer les conceptions et les habitudes bourgeoises et petites bourgeoises ancrées dans la conscience des hommes», de «renforcer la dictature du prolétariat». Le premier pas de ce long processus fut d'engager la lutte pour une participation plus directe des masses à l'édification du socialisme, une lutte contre le bureaucratisme qui «mène à la rupture des attaches avec les masses, étouffe leur initiative et leur esprit créateur... (appel du Comité Central - octobre 65).

Toute l'ampleur de cette lutte apparaissait clairement avec le V^e Congrès (1966). Depuis la scission du mouvement communiste international en 1963, la lutte de classes ne paraît plus se concentrer dans l'arène internationale ; le front principal est à l'intérieur du pays. Il s'agit de «former des hommes communistes» aussi bien à la ville qu'à la campagne, de «poursuivre la révolutionnarisation ultérieure du Parti et du pouvoir». Ainsi, pour réduire la base matérielle des idées individualistes, bourgeoises, les enclos individuels des paysans furent réduits tandis que la quasi-totalité des stimulants matériels et l'impôt sur les revenus étaient supprimés.

Ainsi était posée la condition de ce approfondissement de la révolution : le contrôle ouvrier sur l'ensemble de la société et sur tous les aspects de la vie, de la vie économique, politique et idéologique. «Le grand but du Parti est avant tout d'éduquer la classe ouvrière à exercer son rôle dirigeant» (E. Hoxha - 1971). C'est là-dessus, sur le contrôle ouvrier, comme moyen de renforcer la dictature du prolétariat, qu'insiste le dernier Congrès du Parti du Travail. Le contrôle ouvrier, s'exerçant avec plus de force en particulier dans le domaine culturel et dans l'éducation, la lutte de classes tend à prendre un tour plus aigu : la lutte contre les influences bourgeoises, nouvelles ou anciennes, contre les influences révisionnistes devient partie intégrante de la création artistique et de l'enseignement. «Plus la lutte de classes sera forte et intransigeante dans les rangs du Parti, contre le libéralisme et toute autre manifestation de l'idéologie étrangère, plus le contrôle ouvrier de bas en haut à l'intérieur de l'entreprise et hors de celle-ci sera efficace». (E. Hoxha - 1973)

C'est donc sur la voie de la «formation de l'homme nouveau», de «la révolutionnarisation de la société» que s'ouvre le VII^e Congrès, nouveau pas dans la réalisation plus complète du socialisme.



SUR LA VOIE DU SOCIALISME



En 1953, après trente ans de guerre pour se libérer de l'occupation fasciste japonaise, après trois ans de combats incessants contre l'agression américaine, que restait-il de la Corée ? Au Sud, un peuple écrasé par les tortures et la répression d'une clique aux ordres des Américains ; au Nord, toute la reconstruction commencée depuis la libération d'août 45, était détruite : villes et villages réduits en cendres par les bombes au napalm, aciéries et usines, en tas de ferraille rouillée, couverte d'herbe.

Détruite, la Corée du Nord n'en était pas moins victorieuse. La force armée du peuple, sous la direction du Parti du Travail, avait repoussé l'agression. De ces combats, le peuple coréen et le Parti du Travail tiraient la volonté d'édifier dans les délais les plus courts un pays socialiste.

Trente ans après la création du Parti du Travail, où en est l'édification du socialisme ?

UN SYSTÈME DE PROPRIÉTÉ COLLECTIVE

Dès mars 46, plus d'un million d'hectares de terres sont distribués à sept cent mille familles n'ayant pas ou peu de terres. Une contribution (aujourd'hui complètement supprimée) du quart de la récolte leur est demandée en échange. Semences et animaux de trait furent, par un travail de persuasion, partagés, et en 1952, pendant la guerre, les paysannes

constituèrent des équipes d'usage en commun des bœufs et des équipes d'entraide. Les familles décimées par la guerre, unissant leurs forces pour survivre, amorçaient la création des coopératives.

En 1958, cinq ans seulement après la fin de la guerre, tous les paysans appartenaient à une coopérative. Ainsi la preuve était faite que même sans industrialisation, les paysans peuvent voir la nécessité d'associer leurs forces, que la révolution socialiste à la campagne est possible.

Dès la libération également, toutes les entreprises et les services aux mains des Japonais ont été nationalisés. Les artisans et petits commerçants coréens, souvent acculés à la ruine par la domination japonaise, furent encouragés à s'associer dans des coopératives de production et de vente. Ainsi, en Corée, en 1958, il n'existe pratiquement plus de propriété privée des moyens de production.

Le bienfait du travail en commun des terres, de la nationalisation des entreprises ne tarda pas à apparaître : les récoltes dépassèrent rapidement tout ce que le paysan individuel avait pu tirer de la terre sous la domination japonaise. Moins d'un mois après le cessez-le-feu de 1953, les grandes lignes de chemin de fer, mille fois bombardées, étaient de nouveau en service ; en moins de trois ans, l'ensemble de l'économie avait retrouvé son niveau d'avant-guerre. L'aide des communistes chinois, aux côtés

desquels le peuple coréen avait mené la guerre anti-japonaise, qui, en 1952, avaient envoyé des volontaires se battre aux côtés du peuple coréen, cette aide fut précieuse. Mais les communistes coréens mirent tout leur honneur à ne pas faire dépendre pour l'essentiel, la reconstruction de l'économie, de l'aide extérieure. Ce que veut prouver la Corée, c'est que même un petit pays peut, en développant au maximum ses ressources, résoudre ses problèmes.

Dès ces premières années, on voit apparaître une idée majeure du Parti du Travail de Corée : pour construire le socialisme, il faut mobiliser les masses. En septembre 58, le Comité Central mobilise ainsi plusieurs milliers d'ouvriers, de paysans, d'employés, d'étudiants, de soldats pour construire des retenues d'eau, des barrages, des stations de pompage. Problème décisif dans cette Corée du Nord couverte de montagnes, où les plaines ne sont qu'une étroite bande côtière, où sécheresse et inondation se succédaient sans répit. Aujourd'hui, toutes les fermes coopératives possèdent leur réseau d'irrigation ! Des terres autrefois incultes ont pu ainsi être transformées en champs de céréales, ou d'arbres fruitiers. Aujourd'hui, la Corée suffit à ses besoins en céréales.

Ainsi, dans l'œuvre même de reconstruction, se dessinent les traits dominants de la Corée d'aujourd'hui : compter avant tout sur ses propres forces, et faire confiance aux masses, à leur capacité d'initiative. C'est cet esprit d'indépendance et de création, cette conviction que le socialisme est construit par les masses elles-mêmes, qui est l'idée directrice. Cette idée directive, les communistes coréens l'appellent le «djoutché».

LE «DJOUTCHE»

Il y a un an, au trentième anniversaire de la fondation du Parti Communiste, le Parti du Travail se fixait comme tâche : imprégner l'ensemble de la société des idées de «djoutché» en menant un triple mouvement révolutionnaire : révolution technique, révolution idéologique et révolution culturelle.

Le «djoutché», qu'est-ce que c'est ? Kim Il Sung, président du Parti le définit ainsi : «Le maître de la société socialiste, ce sont les masses populaires, et ce sont toujours elles qui

possèdent la force nécessaire pour donner de l'impulsion à la révolution et à l'édification. C'est pourquoi pour édifier le socialisme et le communisme, il faut, tout en dotant le pays de solides fondations matérielles et techniques, procéder à l'éducation et à la rééducation communistes des hommes qui sont les maîtres de la société et mettre activement en valeur l'intelligence créatrice des masses populaires et leur enthousiasme révolutionnaire». (1972).

De là découle l'importance accordée par le Parti du Travail au principe de compter avant tout sur ses propres forces : «Suivre pour principe qu'un pays doit résoudre tous les problèmes de la révolution et de la construction de façon autonome, en tenant compte des conditions existantes, et en s'appuyant avant tout sur ses propres efforts... C'est l'application réaliste et créatrice, opposée au dogmatisme, de la vérité générale du marxisme-léninisme et de l'expérience du mouvement révolutionnaire international, en accord avec les conditions historiques et les particularités nationales... c'est une attitude indépendante qui consiste à résoudre soi-même ses problèmes en toute circonstance». (1955)

Ainsi, le «djoutché» est à la fois l'application du marxisme-léninisme aux conditions spécifiques de la Corée et l'insistance sur le rôle des masses dans la construction du socialisme.

Dans les faits, l'initiative des masses paraît effectivement mise en valeur.

● Ainsi l'élaboration des plans économiques n'est pas conçue comme la tâche de quelques fonctionnaires du Parti ; la «masse des producteurs» y participe directement, en tirant le bilan du plan précédent pour fixer de nouveaux objectifs, en qualité et en quantité. L'initiative des masses n'est pas réservée à l'étape de la réalisation du plan, elle doit être présente dès son élaboration.

● En 1960, la gestion des entreprises par le seul directeur a été abolie ; la direction collective du Comité du Parti l'a remplacée. Par cette mesure, le Parti du Travail entamait la lutte contre le subjectivisme, contre la tendance à établir des directives ne rendant compte que partiellement de la réalité. En mettant en œuvre, dans la commune de Tcheungsan-Ri, une expérience de direction collective par le Comité Central du Parti, le Parti du Travail de Corée voulait en faire un exemple de méthode de direction, d'application de la ligne de masse : «C'est un système selon lequel les usines et les entreprises déploient toutes leurs activités d'exploitation sous la direction collective du Comité de Parti, elles donnent la priorité au travail politique et mobilisent la masse des

producteurs pour accomplir les tâches économiques qui leur incombent...» (1970. Ki m Il Sung).

LA «RÉVOLUTION TECHNIQUE»

Dans ce pays où pratiquement tout ce qui existe a été tiré du sol coréen et de la mobilisation populaire, innover, créer de nouvelles réalisations techniques a une résonance très profonde.

Il s'agit d'innover pour augmenter la production, mais aussi pour simplifier le travail des hommes, le rendre moins pénible.

Dans les fonderies de métaux non ferreux, la coopération des ouvriers et des cadres, en réalisant des fours à cube étanches, a, en grande partie, éliminé la contamination par les particules de métal ; dans les cimenteries, c'est aussi l'introduction de la télécommande qui a résolu le problème de la haute température et de la poussière, qui en quelques années, intoxiquaient les ouvriers.

DANS LA MINE DE HAKPO...

«Dans un grand nombre de fronts de taille de cette houillère, racontent les mineurs de la houillère de Hakpo, ont déjà disparu les travaux pénibles tels que le boisage, le chargement du charbon, et des déblais ; les forages et l'extraction du charbon, jadis les besognes les plus dures, sont devenues aujourd'hui des tâches faciles et entraînant. Les mineurs et les techniciens de cette houillère, en conjuguant leur intelligence créatrice et leur force, ont introduit sur le plan général la télécommande pour tous les convoyeurs. Ainsi, dans les galeries pour les trains de berlines, dans la mine n° 2 et celle de Djoungbong, les besognes pénibles n'existent-elles plus et la capacité de transport du charbon s'est-elle sensiblement accrue.»

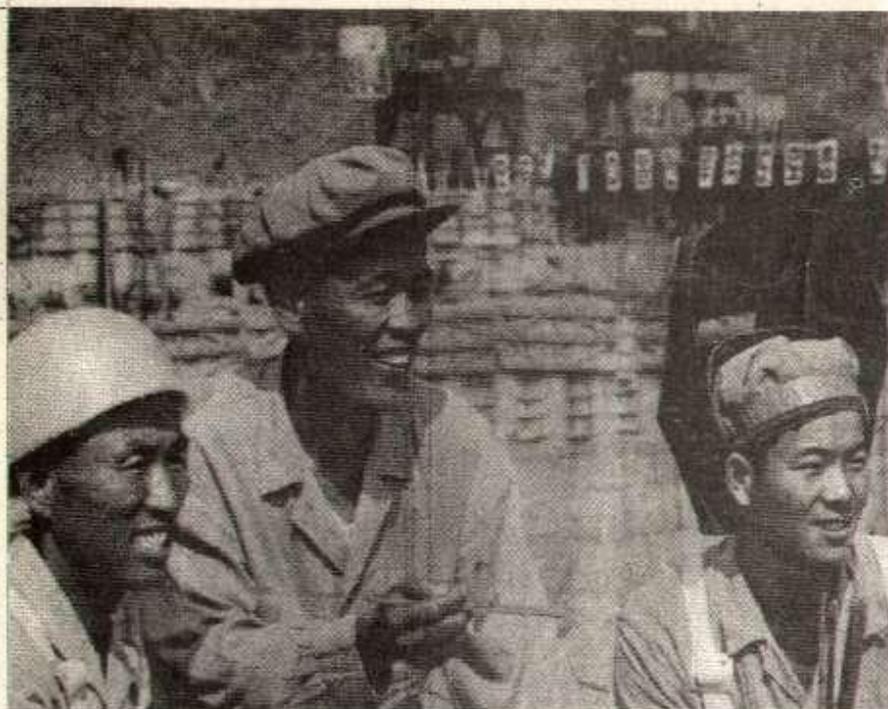


Ouvriers et techniciens à la recherche d'innovations

Et pour prouver que la Corée, en innovant, peut très bien résoudre ses problèmes, les Coréens ne manquent jamais de citer l'exemple de l'usine de Vinalon. Wilfred Burchett, journaliste australien ami des pays socialistes, l'a visitée il y a quelques années :

inventée par un chercheur coréen en 1939, la fibre synthétique vinalon ne fut commercialisée ni par les Japonais ni par les Américains. C'est en 1952, en pleine guerre, que fut construite la première usine chimique, usine souterraine, l'usine de Vinalon. «L'usine elle-même, qui emploie quelque cinq mille ouvriers, est immense ; mais, l'automation ayant été introduite successivement dans tous les ateliers, elle

est infiniment plus grande qu'on ne pourrait l'imaginer, même en tenant compte d'une main-d'œuvre aussi considérable. On commence par broyer et calciner le calcaire afin d'obtenir du gaz carbonique et de l'acétone. Le mélange d'acétone et de gaz, circulant à travers des kilomètres de tuyaux, produit une substance gélatineuse qui est pulvérisée sous l'eau, puis étalée en grandes nappes blanches ressemblant à du latex ; elle passe ensuite dans des séchoirs, et finit sous la forme de fils pelucheux qui ont tout à fait l'apparence du coton brut. Elle peut alors passer dans les mêmes machines que le coton pour être transformée en tissu» (W. Burchett. «A nouveau la Corée»).



Un aspect de la «révolution technique»

Ainsi, sur la base d'une matière première abondante et bon marché —le calcaire— la Corée pouvait, en quelques années, remplacer les importations coûteuses de coton et résoudre le problème de l'habillement. Pour les Coréens, l'histoire de l'usine de vinalon est non seulement la preuve que la révolution technique en comptant sur ses propres forces, est possible, mais aussi l'image d'une politique ferme à l'égard des intellectuels formés par l'ancienne société : les mettre au service de la société socialiste.

La «révolution technique» marque aussi l'agriculture. Ainsi, sur de nombreuses collines, autrefois rocailleuses s'étagent aujourd'hui des cultures en terrasses. La commune de Weunhwa, dans la province du Pyeung-an du Sud, «qui était autrefois une contrée défavorisée par les dégâts de la sécheresse et de l'inondation», porte aujourd'hui des rizières. Dans ce qui fut «le hameau de montagnards le plus reculé», la commune de Wangdjai-san, s'élèvent aujourd'hui «une maison de la culture, une école, un magasin, un hôpital populaire, une crèche...» Un projet, à l'étude depuis 1953, prévoit la possibilité d'arracher à l'eau trois cent mille hectares de terres sur la côte Ouest.

DE LA «RÉVOLUTION TECHNIQUE» À LA «RÉVOLUTION IDÉOLOGIQUE ET CULTURELLE»

La triple révolution, technique, idéologique et culturelle, dans laquelle est engagé le Parti du Travail de Corée a pour objectif d'avancer dans la formation des «hommes communis-

tes». De ces trois mouvements, «la révolution idéologique» est définie comme «la tâche fondamentale». Sur quels plans est-elle menée ?

- La poursuite de la lutte de classes contre «les idées caduques» issues de l'ancienne société, contre «l'idéologie confucianiste féodale», contre le culte du passé. Par exemple, un film récent critique la tradition encore largement répandue d'offrir de grands festins pour les mariages. «L'idée que l'établissement du régime socialiste implique la disparition de la lutte de classes et rend inutile la dictature sur les survivants des classes exploitées renversées» est un «venin idéologique révisionniste».

- La «transformation de toute la société en classe ouvrière» pour éliminer les différences qui existent entre la classe ouvrière et le reste de la société. Ainsi, les cadres des usines et les secrétaires du Parti doivent passer quatre à cinq heures par jour à la production. Allant dans le même sens, l'enseignement technique est obligatoire dès l'école primaire. A Kangkié, les élèves de l'école secondaire ont ainsi pris en charge la culture des parterres des villages et des rues, ainsi que le boisement des montagnes avoisinantes.

Dans ce mouvement visant à «transformer l'ensemble de la société en classe ouvrière», le rapprochement du paysan et de l'ouvrier est une préoccupation majeure. D'abord, le Parti du Travail a «limité les conditions matérielles favorables à la naissance des idées bourgeoises» : lors de la constitution des coopératives, peu de terre individuelle fut laissé au

«Intensifier l'éducation

contre le révisionnisme»

(Extraits du Rapport Politique au V^e congrès du Parti du Travail de Corée 1970)

«La tâche particulièrement importante qui s'impose aujourd'hui dans le travail idéologique du Parti est d'intensifier l'éducation des militants et des travailleurs contre le révisionnisme.

Le révisionnisme est un courant idéologique opportuniste contre-révolutionnaire qui tend à vider le marxisme-léninisme de sa quintessence révolutionnaire. La plus grande nocivité du révisionnisme réside en ce qu'il nie la direction du parti marxiste-léniniste et la dictature prolétarienne, qu'il s'oppose à la lutte de classes, qu'il rend nébuleuse la ligne de démarcation entre l'ennemi et nous, qu'il se met à genoux devant l'impérialisme américain, apeuré par sa politique de chantage atomique, qu'il lance des œillades aux impérialistes tout en prétendant s'en tenir à sa position anti-impérialiste, qu'il renonce à la lutte contre l'impérialisme pour transiger avec lui, qu'il répand la terreur de la guerre, les idées de pacifisme bourgeois et des illusions à l'égard de l'impérialisme et de la réaction pour désarmer idéologiquement les peuples et qu'il déteste et empêche la révolution des peuples opprimés. La nocivité du révisionnisme réside encore en ce qu'il s'oppose à la discipline d'organisation révolutionnaire, exalte le libéralisme bourgeois, encourage l'égoïsme et conduit les gens à l'indolence, à la débauche et à la paresse. Le révisionnisme est, en fin de compte, une idéologie dangereuse de nature à miner le socialisme et à restaurer le capitalisme. Aussi nous est-il impossible de négliger le moins du monde la lutte contre le révisionnisme parmi les membres du Parti et les travailleurs. Si un parti marxiste-léniniste ne lutte pas contre le révisionnisme et tolère tant soit peu le courant idéo-.../...

.../...

logique révisionniste en son sein, ce parti ne pourra devenir un parti militant, un parti combatif, révolutionnaire, et, en fin de compte, il finira par devenir un parti petit-bourgeois impuissant.

Nous devons continuer d'intensifier le travail idéologique contre le révisionnisme auprès des membres du Parti et des travailleurs. Nous devons armer fermement les membres du Parti et les travailleurs des idées révolutionnaires marxistes-léninistes d'une part, et d'autre part, nous devons leur faire comprendre nettement la nature et la nocivité du révisionnisme et lutter avec énergie pour empêcher la pénétration du venin idéologique révisionniste au sein du Parti.

Le révisionnisme germe et pousse en prenant pour terrain l'idéologie bourgeoise et il se répand largement en s'en servant comme véhicule. D'ailleurs, le révisionnisme est l'artisan de la résurrection de l'idéologie bourgeoise. Aussi, afin de surmonter le révisionnisme, nous faut-il extirper les séquelles vénimeuses de l'idéologie bourgeoise. Nous devons intensifier davantage parmi les membres du Parti et les travailleurs la lutte contre les séquelles vénimeuses des idéologies caduques de toute forme, l'idéologie bourgeoise et l'idéologie confucianiste féodale en tout premier lieu, et continuer à mener énergiquement le travail d'éducation idéologique pour ne laisser aucun terrain d'où puissent renaître les idées caduques.

paysan pour lutter contre «la tendance du paysan à l'égoïsme, à l'individualisme dûs à la petite production».

D'autre part, une forme de coopération ouvriers-paysans a été mise en place ; le directeur de la ferme de Sambong, à 70 kilomètres au Nord de Pyongyang répond ainsi à W. Burchett : «l'union entre ouvriers et paysans est profondément ressentie, non seulement à cause des tracteurs et autres machines qui nous viennent de l'Etat (...) mais parce que les ouvriers viennent nous aider pour le repiquage du riz, comme c'est le cas maintenant, et, plus tard, pour la récolte. Par ailleurs, chaque grande usine est responsable d'une grande ferme coopérative, et doit veiller à ce qu'elle reçoive le matériel dont elle a besoin, et à lui fournir de la main-d'œuvre quand il y a beaucoup de travail».

Dans ce cadre, des tentatives sont aussi faites pour rapprocher la ville de la campagne : «J'eus une longue conversation avec le D^r Mok Yong Man, rapporte Burchett... Il s'occupe actuellement — c'est l'un des aspects fascinants de son travail — d'une distribution rationnelle des villes, sur la base d'unités beaucoup plus petites que celles qui existent actuellement, et en faisant une part importante aux jardins, aux vergers, et aux espaces verts en général».

Enfin, est systématiquement encouragée la création d'usines locales, utilisant les matières premières et la main-d'œuvre de la localité. «A proximité d'une grande usine métallurgique, il est possible de créer une fabrique d'articles métalliques d'usage courant : elle en produira plusieurs sortes, nécessaires à la vie des travailleurs, à partir des sous-produits de l'usine métallurgique. Si l'on s'y prend bien, on pourra y fabriquer, par exemple, des réfrigérateurs à usage domestique (...). Si les fabriques d'industrie locale achetaient à temps

les lapins élevés par les élèves des écoles et les habitants, fabriquaient des conserves et autres produits alimentaires à partir de la chair de ces lapins et une grande quantité de bonnets fourrés, de paletots pour enfants avec leur fourrure et les mettaient en vente, elles serviraient à améliorer considérablement les conditions de vie du peuple». (Kim Il Sung).

Ainsi, la Corée n'apparaît pas seulement comme un pays qui s'est tiré, essentiellement par ses propres forces, du sous-développement et de la destruction. Volonté d'indépendance certes, mais qui a permis de nombreuses réalisations.

Peu connu, le rôle international de la Corée est en fait loin d'être négligeable depuis quelques années. La provocation organisée par les Américains occupant la Corée du Sud, contre la zone démilitarisée, à Panmunjon, en août de cette année, est là pour rappeler que la Corée vit sous la menace continue d'une agression. Son attitude ferme et intransigeante vis-à-vis des nombreuses provocations et menaces de l'impérialisme américain, en a fait un élément important dans la lutte politique du Tiers-Monde. De même, la Corée du Nord a toujours affirmé son attachement à l'internationalisme prolétarien : ainsi, la lutte pour la réunification pacifique et libre de toute force étrangère, du Nord et du Sud de la Corée, est le principe fondamental de sa politique. La Corée contribue ainsi activement au rassemblement des «pays non-alignés» et tout particulièrement parmi les pays asiatiques.

Pays du Tiers-Monde, la Corée a choisi la voie de l'édification du socialisme. Tirant son peuple du sous-développement et de la misère, la Corée est aujourd'hui engagée dans un mouvement de renforcement de l'édification socialiste, de la prise en mains de l'édification socialiste par les masses populaires.

